

Ministère de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique

Université Abderrahmane Mira-Bejaia



جامعة بجاية
Tasdawit n Bgayet
Université de Béjaïa

Faculté des sciences humaines et sociales

Département des sciences sociales

Mémoire de fin de cycle

En vue de l'obtention d'un diplôme de master en sociologie

Option : Sociologie de l'Organisation et du Travail

Thème :

Les jeunes au gré des aléas de la vie professionnelle : étude comparative entre les jeunes étudiants mozambicains et nigériens en Algérie.

Réalisé par :

M^rALLAHI Marafa Bizo Ishaya

M^mMUCOA Hortêncio Gitaide

Encadré par :

D^r FARADJI Mohand Akli

Année Universitaire 2019/2020

REMERCIEMENTS

Au terme de ce modeste travail, nous remercions d'abord Dieu, le Tout Puissant de nous avoir donné la force, la santé, le courage et la connaissance pour accomplir cette recherche.

En second lieu, nous remercions toute notre famille. Nos sincères remerciements vont à l'endroit du Dr. FARADJI Mohand Akli, l'encadreur de ce mémoire et Enseignant à l'Université Abderrahmane Mira de Bejaia, qui a été un excellent encadreur. On le remercie de nous avoir apporté les connaissances et encouragements nécessaires tout au long de l'élaboration de ce mémoire. Nous tenons à remercier également tout le corps enseignant de l'Université Abderrahmane Mira de Béjaia, qui nous ont formé et nous ont transmis un savoir inestimable.

Enfin, nous exprimons toute notre gratitude et notre reconnaissance à toutes les personnes nous ayant apporté leurs aides et conseils, tout au long de notre travail.

ALLAHI MARAFA B. Ishaya & MUCOA Hortencio Gitaide

Dédicaces

Je dédie ce modeste travail de recherche tout d'abord à Dieu, qui m'a donné la force et le courage de poursuivre mon chemin et arriver là où je suis aujourd'hui.

A ma mère et à tous les membres de ma famille.

Je le dédie également à une personne très importante, qui m'a accompagnée depuis le début de mon parcours universitaire, qui m'a soutenue inconditionnellement : ROQUE Dulce Adelia.

Je dédie aussi ce travail à mon cher pays, le Mozambique.

A mes amis qui m'ont assisté tout au long de la réalisation de ce travail.

A mes chers collègues de promotion 2013, qui m'ont accompagné dès mes premiers pas à l'université.

A mes anciens, qui m'ont beaucoup guidés : GASPAR Iuri, MACHICA Benjamin, Zavale Alfredo et CHAUQUE Cabral, m'ayant accueillis et orientés droitement.

Je le dédie aussi à mon binôme : ALLAHI MARAFA BIZO Ishaya.

MUCOA Hortencio Gitaide

Dédicaces

Je dédie ce travail à tous ces disparus du Covid-19 et à tous ceux qui continuent de se battre pour un lendemain meilleur.

A ma Mère, mon père, mes frères et sœurs, les ami (e)s, qui me sont très chers, je vous dédie ce travail.

ALLAHI MARAFA B. Ishaya

Liste des abréviations

AFDB : African Development Bank-Building

ANPE : Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi

BAD : Banque Africaine de Développement

BIT : Bureau International du Travail

CEA : Commission Economique pour l'Afrique

CERPOD : Centre d'Etudes et de Recherche sur la Population pour le Développement

CREDOC : Crédit Documentaire

EFTP : Enseignement et la Formation Techniques et Professionnels

FMI : Fonds Mondial International

IEFP : Institut National de Formation Professionnelle

INS : Institut National de la Statistique (Niger)

INSEE : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

OCDE : Organisation de Coopération et du Développement Economique

OIT : Organisation Internationale du Travail

OMD : Objectif du Millénaire pour le Développement

PAS : Programme d'Ajustement Structurel

PARPA : Plan d'Action de Réduction de la Pauvreté Absolue

PEA : Population Economique Active

PIB : Produit Intérieur Brut

PME : Petite et Moyenne Entreprise

PNE : Politique Nationale de l'Emploi

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

PNPS : Politique Nationale de Protection Sociale

PIREP : Programme Intégré Pour l'Education Professionnelle

QUIBB : Questionnaire Unifié des Indicateurs de Base du Bien-être

RGPH : Recensement Général de la Population et de l'Habitat

SDRP : Stratégie de Développement accéléré de Réduction de pauvreté

UNECA: United Nations Economic Commission for Africa.

Liste des tableaux

Liste des tableaux

Numéro	Désignation	Page
PARTIE I	Analyse et interprétation de la partie : vécu social	
Tableau I.1	La répartition de l'échantillon selon les Wilayas	61
Tableau I.2	Répartition de l'échantillon selon la nationalité	62
Tableau I.3	Répartition de l'échantillon selon le sexe	63
Tableau I.4	Répartition de l'échantillon selon l'âge	63
Tableau I.5	Répartition de l'échantillon selon le lieu de scolarisation antérieure	64
Tableau I.6	Répartition de l'échantillon selon les types d'établissement fréquenté :	65
Tableau I.7	Répartition de l'échantillon selon l'arrivée antérieure des connaissances en Algérie	65
Tableau I.8	Répartition de l'échantillon selon l'année d'inscription	66
Tableau I.9	Répartition de l'échantillon selon les professions parentales	67
Tableau I.10	Répartition de l'échantillon selon le sens de la vie	68
Tableau I.11	Répartition de l'échantillon selon leurs occupations en dehors du	69
Tableau I.12	Répartition de l'échantillon selon l'appartenance sociale	70
Tableau I.13	Répartition de l'échantillon selon les références à la religion dans la prise de décision	71
Tableau I.14	Répartition de l'échantillon en fonction de la raison de choix de l'Algérie	71
Tableau I.15	Répartition de l'échantillon selon leur sentiment en rapport avec l'Algérie	72
Tableau I.16	Répartition de l'échantillon selon les conditions d'hébergement	73
Tableau I.17	Répartition de l'échantillon selon les conditions de restauration	74
Tableau I.18	Répartition de l'échantillon selon leurs fréquentations	74
Tableau I.19	Répartition de l'échantillon selon les désirs de rentrer en vacances au pays	75
Tableau I.20	Répartition selon l'échantillon des étudiants qui restent en Algérie pendant les vacances d'été.	76
Tableau I.21	Répartition de l'échantillon selon leurs moyens de financement	76
Tableau I.22	Répartition de l'échantillon selon la qualité de leurs rapports	77
Tableau I.23	Répartition selon l'échantillon de l'intégration des étudiants	77
PARTIE II	Analyse et interprétation de la partie : perspectives	78
Tableau II.1	Répartition de l'échantillon selon le lieu de réussite professionnelle :	78
Tableau II.2	Répartition de l'échantillon selon la réussite professionnelle dans le domaine d'étude universitaire :	79
Tableau II.3	Répartition de l'échantillon selon les projets après le diplôme en Algérie :	80
Tableau II.4	Répartition de l'échantillon selon la priorité après l'acquisition d'un diplôme :	81
Tableau II.5	Répartition de l'échantillon selon les degrés d'importance des priorités dans leur vie :	82
Tableau II.6	Répartition selon l'échantillon le type de travail souhaité :	83
Tableau II.7	Répartition de l'échantillon selon les difficultés à décrocher un emploi :	84
Tableau II.8	Répartition de l'échantillon selon les raisons d'un OUI à avoir des difficultés dans le décrochage d'un emploi :	85
Tableau II.9	Répartition de l'échantillon selon les raisons d'un NON à avoir des difficultés dans le décrochage d'un emploi :	86
Tableau II.10	Répartition de l'échantillon selon le désir d'être marié(e)	87
Tableau II.11	: Répartition de l'échantillon selon l'âge idéal pour se marier :	87
Tableau II.12	Répartition de l'échantillon selon la politique de la promotion de la jeunesse dans leurs pays respectifs	88
Tableau II.13	Répartition de l'échantillon selon les chances de réussite professionnelle dans leurs pays respectifs	88
Tableau II.14	Répartition de l'échantillon selon les chances de réussite professionnelle dans leurs pays respectifs	89

Tableau II.15	Répartition de l'échantillon selon la qualité du diplôme à leur garantir un avenir professionnel	90
PARTIE III	Etude comparative entre les jeunes étudiants mozambicains et nigériens en Algérie	93
Tableau III.1	comparaison entre le système éducatif mozambicain et nigérien	93
Tableau III.2	comparaison entre les jeunes mozambicains et nigériens quant à leur appartenance sociale	94
Tableau III.3	comparaison entre les jeunes étudiants mozambicains et nigériens en rapport avec leurs décisions et leur religion	95
Tableau III.4	comparaison entre les étudiants mozambicains et nigériens quant aux catégories socioprofessionnelles de leurs parents	96
Tableau III.5	comparaison entre les étudiants mozambicains et nigériens quant à leurs moyens de financement	97
Tableau III.6	comparaison entre les jeunes étudiants mozambicains et nigériens quant au lieu de leurs réalisations professionnelles	98
Tableau III.7	comparaison entre les jeunes étudiants mozambicains et nigériens quant à leur réussite professionnelle dans leur domaine d'étude	99
Tableau III.8	comparaison entre les jeunes étudiants mozambicains et nigériens face à des difficultés dans le décrochage d'un poste de travail	99
Tableau III.9	comparaison entre les étudiants mozambicains et nigériens quant à la nature du travail qu'ils souhaitent exercée	101
Tableau III.10	comparaison entre les étudiants mozambicains et nigériens quant à leur sentiment de réussite dans l'avenir	102

SOMMAIRE

Liste des abréviations

Liste des tableaux

Page

Introduction générale.....	11
----------------------------	----

Chapitre I : Cadre méthodologique de la recherche

I.1. Raisons de choix du thème	14
I.2 Les objectifs de la recherche.....	14
I.3 La problématique de la recherche.....	15
I.4 Les hypothèses de la recherche.....	18
I.5 Explication des hypothèses de la recherche.....	18
I.6 Définition des concepts et notions clés.....	19
I.7 Les méthodes utilisées.....	22
I.8 Les techniques utilisées.....	22
I.9 Le choix de l'échantillon.....	23
I.10 La pré-enquête.....	23

Partie Théorique

Chapitre II : Le portrait sociologique de la jeunesse

I. Une sociologie de la jeunesse.....	26
I.1 La sociologie de la jeunesse aux Etats Unis.....	26
I.2 La sociologie de la jeunesse en France.....	27

I.2.1 La jeunesse n'est qu'un mot.....	27
I.2.2 Vers une définition de la jeunesse en France.....	28
I.2.3 La socialisation des jeunes.....	29
I.3 Le rapport des jeunes avec la société.....	31
II.1 Les sociologues français et leurs définitions de la jeunesse.....	32
II.2 La jeunesse d'aujourd'hui en France.....	33
II.3 La jeunesse, s'allonge-t-elle?.....	34
II.4 Entre études et emplois, des flux réversibles (chez les français, les espagnols, les danois et les britanniques)	36
II.4.1 L'âge de la stabilisation	36
II.4.2 Une éthique de l'autonomie.....	37

Chapitre III : La problématique de la jeunesse en Afrique

I. Historique sur la conceptualisation de la jeunesse en Afrique.....	40
I.2 Evolution de la jeunesse en Afrique.....	41
I.2.1 L'époque précoloniale.....	41
I.2.2 L'époque coloniale.....	42
I.2.3 L'époque postcoloniale	42
II. Problématique d'une jeunesse africaine.....	44
II.1 La démographie africaine.....	44
II.2 La jeunesse africaine.....	45
II.2.1 La jeunesse africaine sur le marché du travail.....	46
II.2.2 L'insertion professionnelle des jeunes sur le marché du travail par les banques.....	47
III. Etude des cas particuliers.....	48
III.1 Vue générale de l'Afrique australe.....	48
III.2 Vue générale de l'Afrique de l'ouest.....	49

IV. Cas de la jeunesse mozambicaine.....	49
IV.1 Une jeunesse mozambicaine oubliée ?.....	50
IV.2 Politique et promotion de l'emploi des jeunes au Mozambique.....	51
V. Cas de la jeunesse nigérienne.....	51
V.1 Défis de la jeunesse nigérienne.....	52
V.2 La jeunesse nigérienne : problème d'insertion.....	52
V.3 Structure et marché du travail au Niger.....	53
V.4 Politique et promotion de l'emploi des jeunes au Niger.....	54

Partie empirique

Chapitre IV : Présentation du terrain et l'Analyse et l'Interprétation des données de la recherche

Partie I : Présentation du terrain.....	58
I. Présentation de l'enquête.....	58
II. Déroulement de l'enquête.....	59
III. Les difficultés rencontrées.....	60
IV. Présentation de l'échantillon.....	60
Partie II : Analyse et Interprétation des données de la recherche.....	61
I. Analyse et Interprétation des données de la partie : Vécu social.....	61
II. Analyse et Interprétation des données de la partie : Perspectives d'avenir.....	78

Chapitre V : Etude comparative entre les jeunes étudiants mozambicains et nigériens en Algérie.

Synthèse de l'étude comparative entre les jeunes étudiants mozambicains et nigériens en Algérie.....93

Conclusion générale.....105

Références bibliographiques

Annexe

Introduction générale

S'il est un problème à la fois vital et aigu qui se pose à l'évolution d'un pays, c'est assurément, celui de la jeunesse dans la mesure où toute l'évolution dans son processus de développement suppose la lutte ou plutôt le conflit entre le nouveau et l'ancien, entre l'actuel et le révolu, entre le présent et le passé. Il est utile de préciser toutefois que cette lutte ou ce conflit ne consiste pas à nier en bloc les contenus historico-social des valeurs et des réalisations anciennes, mais à les juger, à les apprécier et à les utiliser suivant les considérations et les nécessités de l'heure. (KHALY Nene, 1958, p86) Aujourd'hui, avec un effectif de plus de 200 millions, âgés de 15 à 24 ans, selon la Banque Mondiale, la jeunesse africaine, domine le monde de par son poids et y est au centre des débats dans ce siècle qui est considéré comme celui des jeunes, par les politiques africaines. A cet effet, notre étude consacrée à cette strate de la population veut faire ressortir le parcours, les aspirations, les rêves et les réalités des jeunes, dans notre cas, mozambicains et nigériens, étudiants en Algérie. Ces jeunes sont à la fois un atout et un problème pour leur pays. Un atout du point de vue où ils sont dynamiques, regorgent de potentialités et qu'ils pourraient développer leur esprit créatif avec des formations et spécialisations leur permettant de répondre à leurs propres attentes, à celles de leur pays et aux attentes de tout le continent africain.

La jeunesse africaine pose également problème du moment qu'ils sont mal formés, mal insérés dans le cadre professionnel ce qui engendre des retombées négatives dans leur vie socio-politique, économique mais aussi vis-à-vis de leur pays, avec des tensions, des protestations, des grèves.

Notre intérêt porté sur la jeunesse mozambicaine et nigérienne en Algérie se dessine d'abord du fait qu'on fait partie entièrement de cette frange de la population qui nécessite d'être étudié sur tous les plans de par son caractère aussi vaste que flou mais aussi afin de mettre à jour certains aspects qui caractérisent ces jeunes dans le but d'une meilleure compréhension à leur égard par la société, les pouvoirs publics, qui sont en charge de ses jeunes.

En effet, notre travail s'attèle sur un premier plan sur le profil psychosociologique du jeune étudiant mozambicain et nigérien en Algérie et dans un second plan, cette étude nous permet ainsi de découvrir comment ces jeunes aspirent-ils à l'avenir, comment se préparent-ils afin d'affronter « une vie d'adulte » avec des responsabilités à la fois socioprofessionnelles, politique mais aussi plein de défis à relever.

Des défis tels le chômage, la pauvreté, l'accès difficile à l'éducation et à la formation de qualité, les inégalités entre les villes et les campagnes, les discriminations raciales, ethniques et

aussi entre les deux genres, lorsqu'on sait que le continent regorge d'innombrables richesses minières, naturelles et bien d'autres. Dès lors, notre étude basée sur ces angles appliqués aux jeunes étudiants mozambicains et nigériens en Algérie sera entrepris comme suit :

En premier lieu, un chapitre qui sera consacré à la présentation du cadre méthodologique comportant nos raisons de choix de thème, les objectifs de notre recherche, la problématique, les hypothèses ainsi que leurs explications, la définition des concepts et notions clés de nos hypothèses et les méthodes et techniques utilisées dans la collecte des informations et enfin, le choix de l'échantillon.

En effet, nous présenterons dans ce chapitre, la problématique qui nous orientera et nous guidera tout au long de notre recherche, ensuite la présentation des hypothèses établies qui seront vérifiées sur le terrain et enfin, nous exposerons les techniques et la méthodologie suivie lors du déroulement de notre enquête.

Nous consacrerons le second chapitre aux études théoriques ayant été menées sur le portrait sociologique de la jeunesse par les sociologues et certains penseurs en Occident et en Amérique. Cela nous permettra une tentative de définition de la « jeunesse » même si jusqu'aujourd'hui le concept est resté flou et élargi.

Dans le but de mieux nous rapprocher de notre sujet d'étude, afin de le cerner, le troisième chapitre conviendrait à la problématique de la jeunesse en Afrique. Au cours de cette partie, nous étudierons la jeunesse en Afrique dans un cadre général et particulièrement dans la partie australe, où se situent le Mozambique et la partie ouest de l'Afrique, où se trouve le Niger. Ainsi, cette dernière partie nous conduira à notre étude empirique. Dès lors, la partie empirique de ce travail est élaboré en deux chapitres :

- Le premier chapitre voué à la présentation de l'enquête sur le terrain. On consacra cette partie a d'abord présenter l'enquête, ensuite son déroulement et les difficultés qu'on a eu à rencontrer et enfin à la présentation de notre échantillon d'étude.
- Le deuxième chapitre de cette partie empirique sera consacré à l'analyse et l'interprétation des résultats acquis tout au long de l'enquête, accompagnée d'une synthèse afin de confirmer ou infirmer les hypothèses établies lors de cette recherche.

Pour clore la recherche, nous terminerons avec une conclusion générale.

Chapitre I : Cadre méthodologique de la recherche

Ce présent chapitre est destiné dans un premier temps à présenter les objectifs de cette recherche ensuite nous exposerons la problématique qui sera suivi des hypothèses. La seconde partie du chapitre elle, est consacrée à faire état de notre démarche méthodologique ainsi que les outils utilisés nous ayant ainsi permis de répondre à la problématique que soulève notre recherche. Et enfin, avec une justification de nos choix méthodologiques et des techniques utilisées, nous étalerons l'échantillon de l'enquête.

I.1 Raisons de choix du thème :

Les thèmes de recherche en sociologie du travail sont multiples et méritent tous une étude approfondie. Donc de notre côté nous avons opté pour l'étude d'une thématique importante celle : des jeunes au gré des aléas de la vie professionnelle qui est aussi, une étude comparative entre les jeunes étudiants mozambicains et nigériens en Algérie. Ce choix de thème repose sur les raisons à la fois subjectives mais aussi objectives suivantes :

- L'expérience vécue pendant la période des études supérieures en Algérie.
- L'envie de connaître et faire connaître la réalité des jeunes mozambicains et nigériens dans leurs espaces d'étude, sociale, culturelle.
- Comprendre les sentiments de ces étudiants eus égard de ce à quoi ils aspirent pour leur avenir professionnel.
- Mettre en place une étude sociologique afin d'aider les institutions gouvernementales à reconsidérer et à réajuster le statut de l'étudiant international en Algérie en particulier et en Afrique en générale.
- Connaître les stratégies de ces jeunes quant à leur construction d'avenir.
- Etablir une étude comparative de deux pays afin d'avoir une mémoire institutionnelle à la portée des Institutions intéressée par le sujet.

I.2 Les objectifs de la recherche :

Le chercheur avant qu'il commence à traiter un sujet de recherche, il se doit de cerner ou tracer les objectifs à atteindre pour ainsi faciliter et limiter sa recherche, c'est dans ce but que nous nous sommes fixés les objectifs suivants :

- Connaître la réalité sociale des jeunes étudiants mozambicains et nigériens dans leur propre pays mais également une fois qu'ils sont en Algérie.

- Savoir les perceptions d'avenir de ces jeunes en vue d'une insertion professionnelle.
- Permettre aux pouvoirs publics de mieux cerner les réalités des jeunes étudiants afin de promouvoir de meilleures dispositions, à la vue d'une meilleure insertion professionnelle sur le marché du travail.
- Avec cette recherche, nous souhaitons faire une comparaison entre les jeunes mozambicains et nigériens afin de détecter les points communs ainsi que les divergences qui caractérisent ces jeunes.

I.3 La problématique de la recherche

La question de l'insertion des jeunes dans la vie professionnelle reste ces derniers temps au carrefour de nombreuses études de la sociologie de la jeunesse. « Une période de la liberté mais aussi de la fragilité des statuts et des identités, la jeunesse est sensible aux crises et aux mécanismes du changement. »

Les premiers travaux scientifiques sur la jeunesse sont apparus au début du XX^{ème} siècle avec Régis Bigot et Claire Piau notamment avec le développement de la psychologie et de la sociologie. (BIGOT R et PIAU C, 2003, P : 17).

Depuis, de nombreuses études sur la jeunesse ont été menées avec notamment de plus en plus de comparaisons internationales. Cicchelli Vincenzo, en 2010 note que depuis le rapport de Bertrand Schwartz sur l'intégration sociale des jeunes en 1981, jusqu'au livre vert du haut-commissariat à la jeunesse, nombreux ont été les travaux commandés par les pouvoirs publics et les instances administratives pour suivre le double objectif qui est de mieux connaître la condition juvénile et ensuite de préconiser des solutions aux problèmes que rencontre la jeunesse afin de mieux les promouvoir et les rendre aptes à des fonctions plus responsables. (CICCHELLI Vincenzo, 2010, p18)

D'une façon générale, les jeunes sont confrontés à des réalités auprès desquelles ils doivent s'imprégner afin de prendre des décisions qui, plus tard les orienteront dans leur vie. Ainsi le cas de notre étude portant exactement sur les jeunes au gré des aléas de la vie professionnelle, qui est une étude comparative entre les jeunes étudiants mozambicains et nigériens, nous permettrait de faire ressortir la réalité dans laquelle vivent ces jeunes ayant quitté leur pays pour des études supérieures en Algérie, un pays et un nouveau système à découvrir tout au long du séjour. En effet, c'est son quotidien qui façonnera ses sentiments eu égard de la société mais aussi ces aspirations à un avenir, et comment conçoit-il cette étiquette de jeune enfant que

phase transitoire précédant l'âge adulte. Un âge qui fait à la fois peur et excite ses jeunes de par sa particularité à être responsable.

A cet effet, le cas des jeunes étudiants mozambicains et nigériens en Algérie attire notre attention du fait que c'est un spécimen représentatif de la réalité du sujet sur les jeunes et leur combat de tous les jours afin d'assurer leur avenir socioprofessionnel mais aussi de mieux prendre en considération les tâches et charges futures qui leurs seront conférées et assignées. Donc, ces jeunes étudiants ont quitter leurs pays, le foyer paternel pour diverses raisons pouvant aller du personnelle, c'est-à-dire afin de se détacher un peu du contrôle parental qu'ils considèrent comme une sorte de spectre qui les empêcheraient de se développer personnellement et de faire preuve d'attitude d'adulte. Mais aussi pour des raisons plus objectives à savoir s'assurer d'une bonne éducation afin d'acquérir des bagages leurs permettant de concourir dans un monde où le marché du travail est plein de défis et challenges.

Dans le contexte concernant la relation entre les jeunes et le marché du travail, le Mozambique est confronté au défi de l'emploi des jeunes, caractérisé par l'arrivée chaque année, sur le marché du travail de quelques 300 000 nouveaux jeunes. Conscient de ce défi, le gouvernement poursuit donc des efforts, notamment dans le domaine de la formation et de la promotion de l'emploi des jeunes. Le Secteur privé, la société civile et les différents partenaires internationaux, se doivent de conjuguer leurs efforts avec ceux du Gouvernement.

Les bonnes performances économiques du Mozambique : entre 2001 et 2005, période de mise en œuvre du Plan d'Action de Réduction de la Pauvreté Absolue (PARPA) (web.undp.org, consulté le 24.06.2020 à 11h27) par le Gouvernement Mozambicain, l'indice de pauvreté est passé de 67 à 54 pour cent alors que la croissance annuelle oscillait entre 7 et 12 pour cent. Si ces bons résultats sont en parti dus à la réalisation des mégaprojets économiques engendrant de lourds mais momentanés investissements financiers, ils n'en reflètent pas moins une réelle amélioration de la vitalité économique du pays. Cette croissance économique n'a pas bénéficié en premier lieu aux jeunes de 15 à 29 ans à la recherche d'opportunités pour réussir leur insertion socio-économique par le biais, notamment, d'une formation professionnelle de qualité et de facilités d'accès à un premier emploi. Les moins de 29 ans représentent plus de 65% de la population mozambicaine estimée à près de 19 millions. Plus de 27% de cette jeunesse ont entre 15 et 29 ans. Ils sont donc considérés comme partie intégrante de la population économique active (PEA) mozambicaine. (www.Africaneconomicoutlook.org , consulté le 23.06.2020 à 13h09)

Avec un contexte politique favorable et le gouvernement issu des élections de 2004 qui semble prêter une plus grande intention à la problématique de la jeunesse. En témoigne la volonté du gouvernement d'améliorer, notamment pour les plus jeunes, l'accès à l'éducation et l'amélioration de la qualité de cette dernière, de faciliter l'accès à une formation professionnelle appropriée pour les plus âgés ou de soutenir l'accès au crédit pour ceux qui choisissent la voie de l'auto emploi pour s'insérer économiquement. (www.Africaneconomicoutlook.org consulté le 23.06.2020 à 14h36)

En dépit de la jeunesse mozambicaine, ces dernières années, pour parler de la jeunesse au Niger, une problématique ne cesse de revenir, celle de la promotion de la jeunesse dans l'éducation et la formation et de son insertion professionnelle. Ces deux problématiques sont les plus grands défis auxquels fait face la jeunesse nigérienne.

Au Niger, comme dans la plupart des pays en voie de développement, des progrès réels ont été réalisés dans l'atteinte des objectifs quantitatifs d'éducation (*Jimenez, King et Tan, 2012*), ce qui a entraîné l'arrivée massive des jeunes scolarisés sur le marché du travail. Par ailleurs, le sous-emploi touchant 34,62 % des travailleurs nigériens, et ce sont les jeunes de 15 à 29 ans (38,89 %) qui demeurent les plus touchés (OUSMANE IDA, Ibrahima, 2015, p68). Dans ce contexte, la problématique de l'insertion professionnelle des jeunes représente un double défi au Niger, pays qui connaît une forte croissance démographique et qui est classé parmi les derniers au monde en matière de développement. Sa population, majoritairement jeune, se caractérise par une part importante de personnes vivant dans la pauvreté et la précarité de l'emploi. Un contraste qui nous pousse à nous demander si ces jeunes sont vraiment mis au premier plan dans le cadre des promotions des jeunes par les politiques en place.

Ainsi dans la mise en place des projets pour une meilleure formation universitaire et professionnelle des jeunes, l'Algérie, le Mozambique et le Niger coopèrent afin d'octroyer des bourses d'études aux jeunes bacheliers leur permettant d'avoir une inscription au sein des universités algériennes. En effet, grâce à cette collaboration, les jeunes bacheliers mozambicains et nigériens arrivent en Algérie afin de suivre leurs cursus universitaire ou professionnelle. C'est dans cette optique que notre étude va tenter de répondre à des questions telles :

- Comment les jeunes étudiants mozambicains et nigériens affrontent-ils la réalité et perçoivent-ils leur avenir professionnelle ?
- Quelles stratégies mettent-ils en place dans le but d'intégrer la société algérienne ?

- Quelle est leur sentiment face à la politique des promotions des jeunes au sein de leur pays respectif ainsi que dans le pays hôte, qu'est l'Algérie ?

I.4 Les hypothèses de la recherche

Selon **GRAWITZ Madeleine** : « L'hypothèse est une proposition de réponse à la question posée, elle tend à formuler une relation entre des faits significatifs. Pour bien mener sa recherche, le chercheur est sensé formuler des hypothèses convenables aux objectifs de sa recherche tout en s'inscrivant dans cette logique ». Ainsi, ces hypothèses seront confrontées à des données observables sur le terrain. (GRAWITZ Madeleine, 1993, p 198.) C'est dans cette perspective que nous avons formulés les hypothèses suivantes :

- **Hypothèse 1**

Les étudiants mozambicains et nigériens en Algérie, s'adaptent au système culturel, politique, social et religieux du pays hôte. Pour les mozambicains, lusophones, cette adaptation commence par l'apprentissage de la langue française. Ces jeunes étudiants mettent ainsi des stratégies en œuvre afin de mieux s'intégrer dans la société algérienne. Cette intégration se fait grâce à la participation aux activités et en gardant le respect face aux mœurs de la population autochtone. En dépit de ce souhait d'intégration, la réalité de ces jeunes restes un contraste entre une société les acceptant et une autre ayant le sentiment de les considérer comme étranger.

- **Hypothèse 2**

Après le cursus universitaire en Algérie, plusieurs voies s'ouvrent aux étudiants en particulier ceux mozambicains et nigériens. En effet entre prolonger les études ailleurs grâce à l'immigration voulue ou à une bourse d'étude, ou chercher à s'insérer dans la vie professionnelle partout ailleurs, ces étudiants restent toujours à la quête d'un meilleur choix afin d'assurer leur avenir. Ainsi leurs choix d'avenir seront définis en fonction de leurs aspirations et des moyens mis en place afin de mieux s'y préparer.

I.5 Explication des hypothèses de la recherche

- **Hypothèse 1 :**

La différence culturelle entre l'Afrique noire et le Maghreb demeure frappante et les étudiants débarquant en Algérie en particulier se voient confrontés à de nouvelles réalités sociales, culturelles, religieuses. Pour s'intégrer, ces étudiants dans notre cas d'étude, mozambicains et

nigériens sont emmenés à observer le respect de différences, à s'adapter aux nouvelles réalités en faisant appel à plusieurs stratégies dont celles d'apprendre le dialecte, se faire des connaissances, participer à la vie sociale et estudiantines. Toutes ces stratégies font en sorte que l'étudiant s'intègre et se fait accepter par la société hôte.

- **Hypothèse 2 :**

Durant le séjour des étudiants mozambicains et nigériens en Algérie, des perspectives leurs sont ouvertes et parmi celles-ci, le fait de repartir après avoir décroché un diplôme dans leur pays respectifs est une option surtout pour ceux jugeant avoir un avenir une fois là-bas et autre partie optent à continuer leurs études dans d'autres pays soit africains ou en dehors du continent cela dépendrait des opportunités qu'ils vont saisir.

I.6 Définition des Concepts et Notion clés :

La définition des concepts et notions, consiste à faire ressortir les concepts et notions clés de ses hypothèses et de les clarifiés par des définitions. Les concepts et notions que nous avons déterminés à travers nos hypothèses sont les suivants (Schneedecker C.2001, P : 179).

- **La jeunesse :** est une étape fondamentale dans la vie d'un être humain. Pendant cette période comprise entre l'enfance et l'âge adulte l'homme est appelé à se découvrir et à tracer son chemin pour un meilleur avenir. Cependant cette frange de la population est confrontée à de nombreux problèmes. La jeunesse n'est pas qu'une production historique, elle est également une production culturelle et institutionnelle. «La jeunesse comme «âge de vie» est conçue comme un passage, symbolisé par le franchissement de seuils sociaux marquant des étapes de la vie (la fin des études, le début de l'activité professionnelle, le départ de chez les parents, la mise en couple, la naissance du premier enfant) et articulé au processus de socialisation, c'est-à-dire l'apprentissage des rôles sociaux correspondant à l'entrée dans ces nouveaux statuts. (GALLAND O, 2009, P: 50).
- **Université :** un établissement public regroupant des unités (dont certains peuvent disposer des missions de la personnalité juridique) poursuivant de manière coordonnée des missions d'enseignement supérieur et de recherche. (<http://fr.m.définition.org.wiki.Université>, consulté le 25/06/2020).
- **Jeune Diplômé :** désigne la personne titulaire d'un diplôme récemment, et sans expérience professionnelle. Dans la présenter étude il s'agit de diplômés de

l'enseignement supérieur qui sont concernés par le dispositif de recrutement et d'insertion. (ARMAND C, 2009, P : 19)

- **L'insertion professionnelle** : Désigne le processus permettant l'intégration d'une personne au sein du système socio-économique par l'appropriation des normes et règles de ce système. Comme elle peut être définie comme un « processus multidimensionnel (économique et social, singulier et collectif) qui a pour but d'accompagner l'individu à retrouver sa place au sein de la sphère professionnelle et/ou sociale ». (LORIOLM, 1999, p : 13).
- **Intégration sociale** : est l'opération qui consiste à assembler leur comptabilité, ainsi que le fonctionnement du système complet. Donc, quelqu'un qui est intégré, c'est quelqu'un qui partage les normes et les valeurs d'un groupe. En outre, l'intégration sociale est le degré d'insertion d'une personne, ayant des incapacités dans son milieu social. (BLOUIN M et CAROLINE B, 1995, p : 40).
- **La socialisation** : Le terme de la socialisation est depuis longtemps, et couramment employé tant en anthropologie culturelle qu'en psychanalyse ou en psychologie génétique, les sociologues pour leur part, s'intéressent au processus par lequel les individus, appartenant aux modes d'agir et de pensée de leur environnement, les intériorisant en les intégrant à leur personnalité, deviennent membres de groupes ou de collectivités au sein desquels ils acquièrent un statut spécifique. (AKOUN A et ANSERT P, 1999, p : 423).
- **Stratégie** : est un comportement systématiquement orienté vers une finalité particulière. Cette approche insiste néanmoins sur les conditions systémiques au sein desquelles sont forgées les stratégies, ainsi que sur leur forte dépendance aux contextes et aux interactions, notamment dans leurs dimensions sociales. (LEBARON F, 2009, p : 110).
- **La vie professionnelle** : peut être définie comme l'existence menée par un individu résultant de l'accomplissement d'un métier, d'une activité exercée pour assurer ses besoins. En effet, la vie professionnelle s'entend du temps passé dans ou hors de l'entreprise dans le cadre de l'exercice d'un emploi, ce temps professionnel est régi par des règles définies par l'employeur, la marge d'autonomie du salarié est relativement faible et dépend principalement du mode d'organisation de l'entreprise et de l'autonomie liée à ses fonctions. Ce terme concerne la partie d'une existence humaine dans laquelle une activité rémunérée est exercée, les éventuelles heures supplémentaires non payées et les

temps de déplacement de et vers le lieu de travail. (<http://Fr.definition.Org/wiki/vie>, Consulté le: 25/06/2020 à 10h03).

- **Le marché du travail :** Par analogie avec le marché des biens et services, le marché du travail désigne le marché théorique où se rencontrent l'offre et la demande de travail. L'offre de travail est constituée par les salariés et les personnes en recherche d'emploi, la demande de travail par les besoins des entreprises (les facteurs de production). (toupie.org/Dictionnaire/Marche_travail.htm, consulté le 27/05/2020 à 9h 56)
- **Le chômage :** inactivité forcée, totale ou partielle, d'un individu ou d'une partie de la main d'œuvre d'un pays. Deux sigles importants sont à notifier: PSERE (population sans emploi à la recherche d'un emploi) et DEFM (demandeurs d'emploi en fin de mois). Le premier se réfère à la définition du BIT (bureau international du travail), le second aux statistiques de l'ANPE (agence nationale pour l'emploi). Le chômage peut être frictionnel ou saisonnier, conjoncturel ou structurel, classique ou keynésien, lié aux mutations. Economiquement le chômage peut être défini comme étant une situation où l'offre est supérieure à la demande sur le marché du travail. ([Http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page : définition/chômeur. Au-sens-du-bit-htm](http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page%3Adefinition/chomeur.Au-sens-du-bit-htm), consulté le 14-06-2020 à 14h38)
- **Le chômeur :** Un chômeur est une personne qui n'a pas d'emploi et qui en recherche un. La définition des chômeurs est extrêmement sensible aux critères retenus. La définition la plus couramment utilisée est celle « au sens du BIT ». Elle permet d'effectuer des comparaisons internationales. ([http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page : définition/chômeur.au-sens-du-bit-htm](http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page%3Adefinition/chomeur.au-sens-du-bit-htm), consulté le 14-06-2020 à 14h38).
- **L'emploi :** Un emploi est un contrat passé entre deux parties, l'employeur et l'employé, pour la réalisation d'un travail contre une rémunération, par l'exercice d'une profession, ou bien pour un travailleur indépendant, la réalisation de multiples contrats implicites ou explicites dans le cadre de l'exercice d'une profession. (<http://fr.definition.org/wiki/emploi>. Consulté le 14-06-2020 à 13h21).

I.7 Les méthodes utilisées :

La méthode quantitative et la méthode qualitative :

Sachant qu'il existe plusieurs méthodes de recherche, pour bien mener notre étude, nous avons opté d'utiliser la méthode quantitative qui est un ensemble de procédures afin de mesurer un phénomène par le biais du chiffre. Elle permet la collecte des données statistiques quantifiables par l'utilisation des échelles de mesures et du chiffrage. Cette méthode est empiriste et c'est une technique empruntée de la science exacte. (ANGERS M, 1997, P : 60). On a opté d'utiliser cette méthode du fait de la nature de notre objectif à atteindre, qui est celle de comparer des données statistiques récoltées durant notre enquête.

En dépit de la méthode quantitative utilisée, nous avons également fait recours à la méthode qualitative afin de qualifier les sentiments, les rêves et ambitions de ces jeunes étudiants. Ainsi nous avons combiné les deux méthodes afin de mieux cerner notre échantillon d'étude, qui est la jeunesse.

I.8 Les techniques utilisées : l'entretien et le questionnaire

Afin de collecter les données relatives à notre recherche nous avons utilisés l'entretien durant notre pré-enquête afin de mieux établir définitivement le questionnaire de notre recherche. Ce dernier est un moyen d'entrer en communication avec les enquêtés, en les interrogeant un à un et de façon identique et anonyme en vue de dégager des réponses obtenues des tendances dans les comportements d'une large population. (ANGERS M, 1997, P : 146).

L'entretien qui est « un instrument privilégié pour la compréhension du comportement », nous a ainsi permis de prendre contact avec notre terrain afin de peser l'ampleur de notre sujet. De par des propos retenus, nous avons pu recueillir le sens subjectif des comportements et visions des quelques enquêtés et aussi pour ressortir les sens objectif de ces jeunes, nous avons par la suite distribué notre questionnaire établi.

Quant au questionnaire, il nous a permis de poser des questions, semi-ouvertes, directes ou semi-directes afin de rendre compte de ce que l'on désire confirmer ou infirmer tout au long de la recherche. Le questionnaire nous est utile dans cette recherche afin de pouvoir quantifier objectivement les résultats de notre recherche.

I.9 Le choix de l'échantillon :

L'échantillon est défini par ANGERS Maurice comme : «l'ensemble des opérations permettant de sélectionner un sous-ensemble d'une population en vue de constituer un échantillon. (ANGERS Maurice, 1997, P : 229). Partant de notre objet de recherche qui est : les jeunes au gré des aléas de la vie professionnelle, nous avons décidé d'enquêter en effet sur les jeunes étudiants mozambicains et nigériens en Algérie car subjectivement cela nous concerne directement et aussi nous voulons mettre en lumière les préoccupations de cette frange de la société qui est un atout plus qu'indispensable dans la réalisation de grands rêves des nations africaines. Ainsi, nous avons opté en fonction de notre population d'étude déjà connue, l'échantillonnage probabiliste. De par cet échantillonnage, nous avons adoptés l'échantillonnage aléatoire simple qui est basé sur le principe que tous les éléments de la population ont une probabilité égale (non nulle) de faire partie de l'échantillon.

I.10 La pré-enquête :

Selon Omar Aktouf, la pré-enquête est une phase de terrain assez précise dont les buts essentiels sont d'aider à constituer une problématique plus précise et surtout à construire des hypothèses qui soient valides, fiables, renseignées, augmentées et justifiées. De même, la pré-enquête permet de fixer, en meilleure connaissance de cause, les objectifs précis, aussi bien finaux que partiels, que le chercheur aura à réaliser pour vérifier ses hypothèses. (Aktouf O, 1987, P : 11).

Le chercheur est appelé à réaliser cette étape parce que c'est une phase qui, premièrement rapproche le chercheur au terrain, tout en lui permettant de récolter le maximum d'information qui servira à orienter sa recherche. Le chercheur est aussi censé à passer par cette étape parce qu'elle l'aide à savoir s'il doit se fixer définitivement ou bien modifier ses objectifs en fonction de la découverte des nouvelles informations récoltées sur le terrain.

La réalisation de cette étape est aussi indispensable pour un chercheur parce qu'elle l'assiste à effectuer le choix de la technique à adopter, l'instrument de collecte des données et aussi le mode de construction de ce dernier. Dans la même perspective, nous avons mené notre pré-enquête au sein des résidences universitaires de Bejaia (Résidence de la pépinière, 17 Octobre et Tahar Djaout) et de celle de la commune d'Amizour qui a duré du 27/01/2020 jusqu'au 21/02/2020. En effet, cette pré-enquête nous a permis de mieux établir notre

problématique, nos hypothèses ainsi de mieux délimiter notre recherche, c'est-à-dire, en fixant les bornes de notre questionnaire.

Au cours de cette étape, qui est primordiale pour la continuité et l'orientation de notre recherche, nous nous sommes rapprochés d'une quinzaine d'étudiants afin de nous entretenir avec eux (les enquêtés) sur notre sujet d'étude qui est : Les jeunes au gré des aléas de la vie professionnelle : étude comparative entre les jeunes mozambicains et les jeunes nigériens en Algérie. Ainsi déjà avec un questionnaire nous permettant de nous orienter, nous avons pu récolter plusieurs informations et propos nous ayant à établir définitivement notre questionnaire et nous orienter durant notre recherche. Donc cette pré-enquête a été faite sous la forme d'un entretien.

Chapitre II :

Le portrait sociologique de la jeunesse

« La jeunesse n'est qu'un mot », (Bourdieu. P, 1984, p277), ainsi définissait Pierre Bourdieu la jeunesse, qui est un statut temporaire de « mi- enfant » « mi- adulte » et « ni-enfant » « ni-adulte ». (Bourdieu P, 1884, p 143) Cette définition fait état de transition entre l'âge d'enfant et celui d'adulte. Un âge où celui qui est considéré comme étant jeune regorge de traits distinctifs tels la faiblesse des ressources mais la foi en l'avenir, le logement de fortune mais la vie de divertissements et d'aventures, l'éloignement familial mais la reconnaissance et la solidarité entre les pairs. La perspective de ce temps particulier s'est également modifiée au fil du temps. Autrefois tendue vers l'accès à l'état d'adulte pleinement inséré socialement, la jeunesse est aujourd'hui un moment privilégié de la vie que l'on quitte à regret quand il faut assumer les responsabilités professionnelles et, pour beaucoup, familiales. De ce fait, faut-il regarder les jeunes comme des « *enfants attardés* », ou bien comme des « *primo-adultes* »? (FIZE. M, 2007).

C'est la réponse à cette question qui fera l'objet de notre chapitre sur la jeunesse comme portrait sociologique.

I. Une Sociologie de la jeunesse :

I.1 La Sociologie de la jeunesse aux Etats Unis

La « jeunesse », fut un concept étudié très tardivement par la sociologie car les premières recherches fut menées aux Etats Unis. Ainsi en 1936, la revue sociologique américaine présentait un bilan dans lequel elle définissait le jeune « comme expérience sociale, l'adolescence ne doit pas être définie en terme de puberté et de maturation physique, son commencement doit être recherché au moment où la société ne considère plus la personne comme un enfant mais attend d'elle qu'elle assume certaines responsabilités adultes » (Galland. O, 2007, p 42)

De par ce bilan établi par cette revue américaine, l'on peut considérer le jeune comme une personne entre deux âges ; l'âge de l'enfance et celui de l'adulte. L'enfance du point de vue où cette personne n'est pas totalement en rupture avec les parents (matériellement, financièrement) et de l'âge adulte, où cette même personne cherche à rompre ce lien en assumant des rôles qui lui prédisent un avenir en tant qu'adulte. Dès lors, parmi ces jeunes, une différence se sent en fonction de leurs milieux de vie et de leurs statuts sociaux.

W.F Whyte, dans une étude de la vie de banlieue, divise les jeunes de la classe moyenne en deux catégories : les college boys, qui sont typiquement les représentants de la classe moyenne et les corner boys, qui sont restés attachés à leur communauté locale et qui trouvent satisfaction dans leur style de vie populaire. (Ibid. p 43) Cette étude américaine sur les jeunes de la classe

moyenne de banlieue démontre que ces jeunes souhaitent prospérer beaucoup plus économiquement mais qu'ils n'ont d'autres choix que de suivre une voie illégitimée par la société car, la voie légale n'étant pas à leur disposition.⁶ (Cloward. R et Ohlin Llyod E, 1961, p220, In Emily de BONNEVAL, op cite) Dans la même lancée de définir ce qu'est la jeunesse, Talcott Parsons estime que la jeunesse c'est une combinaison des caractéristiques appartenant à l'adolescence et d'autres appartenant à l'âge adulte. (De BONNEVAL Emilie, 1961, Op cite, p 25)

I.2. La Sociologie de la jeunesse en France

La notion de jeunesse s'est construite au fil du temps. Le XVIIIème siècle voit la promotion de l'enfance dans les milieux bourgeois. La prise en considération de l'enfance correspond à la montée économique et sociale de la bourgeoisie, ainsi qu'à la montée des idées révolutionnaires : les hommes étant égaux, la place de chacun n'est plus liée à la transmission patrimoniale mais elle est à créer par l'éducation. L'enfant est porteur d'un projet parental de position sociale, accessible par l'éducation. «*Cette forme de jeunesse n'aurait existé avant ni en dehors de la société bourgeoise.* » (Olivier Galland - Fiche de lecture -Mireille Virot , 2012 p 07).

Ainsi la « *jeunesse est une production historique liée principalement aux transformations qui ont affecté la socialisation et l'éducation, passées des seules mains de la famille à celles de l'école* » (Ibid. p 49). Dès la fin du XIXème siècle et jusqu'à aujourd'hui, la jeunesse devient un enjeu social. La société se préoccupe de sa jeunesse qui devient un objet d'éducation et d'encadrement.

Ce n'est que dans les années 60 qu'apparaissent, avec l'explosion scolaire (en 1925, 358 000 élèves étaient inscrits dans le secondaire ; en 1964, ils sont 3 053 000), une culture et une sociabilité adolescentes autonomes qui aboutira à l'affirmation violente du fait juvénile. (Ibid. p9)

I.2.1 La jeunesse n'est qu'un mot

Chamboredon et Morin ayant soulevés la question de la catégorisation de la jeunesse, « étant un groupe social auquel on peut assigner des traits liés à l'âge » (Chamboredon, 1966) et en guise de réponse, Pierre BOURDIEU, de par sa célèbre citation rétorque que la « jeunesse, n'est qu'un mot » (Bourdieu. P, 1984, p277) Ainsi pour nier toute catégorisation de la jeunesse en fonction de l'âge mais qu'il considère comme une forme de lutte des classes. Ainsi ajouta-t-il, « le fait de parler des jeunes comme d'une unité sociale d'un groupe constitué, doté d'intérêts

communs et de rapporter ces intérêts à un âge défini biologiquement constitue une manipulation évidente » Pierre Bourdieu soutenant que « la jeunesse est un modèle de domination sociale et des inégalités sociales et culturelles. Donc il faut prendre en compte les conditions d'existence pour un même âge, {...}, en fait la frontière entre la jeunesse et la vieillesse est dans toutes les sociétés un enjeu de lutte. Ce que je veux rappeler, c'est que simplement la jeunesse et la vieillesse ne sont pas des données mais sont construites socialement, dans la lutte entre les jeunes et les vieux. Les rapports entre l'âge social et l'âge biologique sont très complexes » (Bourdieu P, 1988, p 145)

Pour appuyer Pierre Bourdieu, Gauthier. M, définit la jeunesse comme un âge "instable", car cet âge revient aux institutions de la socialisation, ces dernières, déterminent le début et la fin de cet âge de la vie. (GAUTHIER. M, *L'âge des jeunes, « un fait social instable »*, N°43, 2000, p 28)

GAUTHIER Madeleine, soutient que les bornes d'âges ont remplacés l'ensemble des coutumes du passage de l'enfance à l'âge adulte. « Si les rites traditionnels de passage sont à peu près disparus avec le brouillage des repères dans la transition vers la vie d'adulte, les sociétés contemporaines en ont réinventées d'autres, dans certaines législations mais le plus souvent, à l'image de la vie contemporaine, dans la vie privée ou dans les groupes restreints. Là se trouve la manière d'instituer la différence, pour ne paraphraser Pierre Bourdieu » (Ibid.)

I.2.2. Vers une définition de la jeunesse en France

« La jeunesse comme « âge de vie » est conçue comme un passage, symbolisé par le franchissement de seuils sociaux marquant des étapes de la vie (la fin des études, le début de l'activité professionnelle, le départ de chez les parents, la mise en couple, la naissance du premier enfant) et articulé au processus de socialisation, c'est-à-dire l'apprentissage des rôles sociaux correspondant à l'entrée dans ces nouveaux statuts » (Galland O - Fiche de lecture -Mireille Virot, 2012 , p 50)

Au plan sociologique, la jeunesse est une phase de transition entre l'enfance (caractérisée par la soumission affective, psychologique et matérielle aux parents) et l'âge adulte. (Caractérisée par une certaine autonomie quant aux affections parentales, au plan psychologique et matériel)

La jeunesse s'estompe dès l'entrée dans des rôles sociaux tels que :

- L'accès à un logement indépendant
- L'obtention d'un premier emploi
- La constitution d'un couple

- La parentalité (dont on peut dire qu'il est le seuil décisif)

I.2. 3. La socialisation des jeunes

- **La socialisation par l'école**

Dans les années de jeunesse, l'école représente la première institution extrafamiliale que va fréquenter le jeune.

Dans la décennie 1985-1995, le nombre de jeunes participants au système scolaire s'est fortement accru. Plus qu'une formation, le jeune recherche un diplôme. Car en France, le diplôme est synonyme de classement social. Les jeunes sans diplôme, échouant à l'école, sont stigmatisés.

En survalorisant le diplôme, l'école est réduite à un rôle où le niveau compte plus que le contenu et ne remplit plus complètement son rôle de socialisation puisque l'apprentissage des valeurs démocratiques et surtout la pratique de la citoyenneté en sont absents. « Le lycée est vu comme un lieu de classement et non pas comme un lieu d'épanouissement » (Ibid. p 84).

- **La socialisation par la famille**

Les comportements des familles des classes supérieures divergeraient des comportements de la classe ouvrière. Les premières promeuvent des relations parents/jeunes où prévaut la négociation ; la seconde privilégie l'autorité (obéissance à l'adulte et aux institutions), bien qu'il apparaisse que l'exercice de l'autorité est plus difficile aujourd'hui, demandant à être légitimée.

Ce dernier modèle éducatif de style autoritaire entre en tension avec les revendications d'autonomie des jeunes. Toutefois, au plan culturel, on perçoit une continuité entre jeunes et adultes plus marquée que dans les classes supérieures.

Par ailleurs, il apparaît que la socialisation par les pairs contrarie l'éducation des parents. Les jeunes alors maintiendraient un semblant de soumission à l'autorité des parents et adopteraient un comportement différent lorsqu'ils se retrouvent entre eux. (Ibid. p91)

- **La socialisation par l'emploi**

L'entrée dans la vie active se fait progressivement (au travers de stages, de jobs d'été, de jobs d'étudiant, d'apprentissage en alternance, de CDD).

L'obtention d'un emploi stable est retardée et dépend fortement du niveau d'étude.

En l'occurrence, les jeunes sont divisés face au travail : les diplômés qui se stabilisent dans l'emploi après une petite période de tâtonnement, et les non-diplômés « qui sont condamnés à un chômage récurrent et à des emplois de courte durée » (Ibid. p 91).

Cette différence s'explique par le marché du travail qui opère un tri, recherchant les diplômés considérés comme plus employables et par le fait que ceux-ci sont généralement en capacité d'occuper des emplois de non-diplômés, au détriment de ces derniers (dont le choix est plus limité).

Ainsi une forme de polarisation sociale se manifeste au sein de la jeunesse.

« La jeunesse n'est plus ce court moment d'ajustement entre les ambitions et une position qui étaient toutes deux définies par le milieu social d'origine. Elle est devenue une période beaucoup plus longue et plus complexe durant laquelle les aspirations individuelles et le statut social sont appelés à converger progressivement » (Ibid. p92).

Cette période où le jeune « se cherche » est devenue inhérent au phénomène de la jeunesse et elle « n'est pas liée à une quelconque crise économique ou sociale » (Ibid.).

- **La socialisation par les pairs**

L'influence du groupe des pairs s'est renforcée au fil du temps.

Une sociabilité nouvelle est apparue après les années 60. Aujourd'hui, les jeunes privilégient « l'être avec » au « faire avec ». Ils privilégient l'échange (voir le temps passé sur les réseaux sociaux ou les messageries instantanées) au point où l'échange est devenu un but et non plus seulement un moyen.

Par ailleurs, cette nouvelle sociabilité est marquée par le partage : partage d'un style musical, d'un style vestimentaire, d'un style langagier, d'un attrait commun pour certaines productions cinématographiques ou télévisuelles...

Mais, là encore, les réactions sont différentes selon le groupe d'appartenance sociale. Les jeunes des catégories aisées sont moins soumis à l'influence de leurs pairs. L'apparence (le « look ») est devenue un critère de rassemblement et de... discrimination. Se montrer différent peut parfois être risqué (moquerie, stigmatisation, rejet, violence...). L'univers des pairs se révèle ainsi particulièrement normatif. « Il y a un conformisme de l'adolescence qui s'exerce plus fortement aujourd'hui » (Ibid. p95). La pression conformiste de l'apparence est plus fortement exercée dans les milieux populaires que dans les classes moyennes.

I.3 Le rapport des jeunes avec la société

- **Face à la sexualité**

L'entrée dans l'âge adulte est retardée, notamment parce que certaines étapes de la jeunesse sont elles-mêmes tardives (quitter les parents ; trouver un emploi stable).

En revanche, l'entrée dans la vie sexuelle n'a pas suivie cette tendance. À l'inverse, elle apparaît plus précoce.

Contrairement au passé, la sexualité est dissociée de la mise en couple. (Ibid. p99)

- **Face à la politique**

Les jeunes se montrent en France particulièrement méfiants à l'égard des institutions et des élites. Ainsi, le militantisme, l'engagement politique, la participation aux élections sont en décroissance. « 57% des jeunes de 18 à 30 ans s'intéressent peu ou pas du tout à la politique. Ce désintérêt est encore plus marqué chez les jeunes femmes (64%) et surtout chez les jeunes actifs peu diplômés (78%) » (Ibid. p100).

Le sentiment que les politiques sont déconnectés des réalités quotidiennes des jeunes prédomine. A contrario, la participation contestataire (manifestation, pétition ou grève) est en hausse. « Plus d'un quart des jeunes de 20 à 29 ans considèrent « qu'il faut changer radicalement toute l'organisation de notre société par une action révolutionnaire » (Ibid. p101).

Outre le fait d'une défiance à l'égard des politiques, cette radicalité trouve ses racines dans la remise en cause de l'économie de marché.

Les jeunes scolarisés n'hésitent pas à s'engager dans des manifestations, des grèves ou des occupations. Désireux de défendre leurs intérêts, ils érigent ainsi un « syndicat de classe d'âge. La fracture entre les jeunes et le monde politique est certainement plus profonde dans les couches populaires. Le besoin de s'exprimer, de se faire entendre rendent les formes de contestation plus virulentes. Les émeutes de novembre 2005 dans les banlieues en sont la démonstration. Victimes de la désorganisation des cités, de l'exclusion, les jeunes nourrissent un sentiment de frustration et de rage contre les représentants de l'ordre et de l'autorité, les conduisant à une radicalisation de leurs actions qui oscillent entre la marginalisation et la délinquance. Ils vivent un profond sentiment d'injustice et sont convaincus d'être exclus du fonctionnement de la société. Ils vivent la sélection scolaire comme un mécanisme d'élimination ; ils sont discriminés à l'embauche, ségrégués dans des zones urbaines difficiles et se sentent harcelés par la police. Dès lors, participer

à des émeutes ou à l'économie parallèle, c'est rejoindre un groupe social, répondre à un désir d'intégration, se constituer une identité (classe d'âge et origine résidentielle) ; c'est exister comme « jeunes des cités ». (Ibid.)

- **Face à la religion**

Quatre évolutions majeures apparaissent dans le rapport des jeunes face à la religion :

- 1) Un sentiment d'appartenance à la communauté catholique en chute
- 2) Un déclin de la croyance en Dieu (mais avec une légère remontée depuis les années 90)
- 3) Un effondrement de la pratique religieuse
- 4) Une dégradation de l'image de l'Église (notamment en raison de ses prescriptions concernant la vie personnelles)

Une autre nouveauté apparaît : les jeunes croient (plus que leurs aînés) à la vie après la mort. Se développeraient alors des croyances sans appartenance religieuse. (Ibid.)

II.1. Les Sociologues français et leurs définitions de la jeunesse

Pour mieux comprendre ce qu'est la jeunesse, des auteurs s'y sont attelés et chacun a tenté de définir ce concept malgré sa difficulté à être cernée. Dès lors, POROT A, définit simplement la jeunesse comme « l'antonyme de la vieillesse », car soutient-il que le critère d'âge n'est pas assez suffisant pour définir cette étape de la vie. (POROT.A, 1984, p 20) De son côté, Samuel N. Eisenstadt affirmait que « la définition culturelle de l'âge est un important constituant de l'identité d'une personne, de la perception qu'elle a d'elle-même, de ses besoins psychologiques et de ses aspirations, de sa place dans la société et du sens ultime de sa vie » (Eisenstadt S.N, Erikson E.H,1963, p 29-50). Dans la même lancée, Olivier Galland, affirme que l'âge est plus une norme construite historiquement, développée socialement et intériorisée psychologiquement, qu'une force sociale. Mais après les événements de Mai 1968, la jeunesse commence à être considérée comme « une force sociale et collective » (Galland O, 2002, p51)

Certains sociologues quant à eux, définissaient la jeunesse comme une période de vie entre l'enfance et l'âge adulte, une « post-adolescence » Ainsi pour s'éloigner de la catégorisation de la jeunesse, J.C. CHAMBOREDON, qui pour lui, la « post-adolescence » ne suffit guère à caractériser la jeunesse, soutient qu'il faut la soustraire et bien définir cette étape de la vie par des représentations bien déterminée socialement. (BLOSS Thierry et FERONI Isabelle, « *Jeunesse, objet et politique, objet bibliographique* » Enquête « *socialisation de la jeunesse* », mis en ligne le 16 Novembre 2005, consulté le 17 Mai 2020, URL : [http //enquête.revue.org/147](http://enquête.revue.org/147)) Olivier

GALLAND, lui va plus loin en parlant d'individualisation du passage à l'âge adulte. Pour lui, le rapport entre les générations a basculé du modèle de l'identification au modèle de l'expérimentation. L'adolescent devient un objet psychologique, tandis que la jeunesse devient un nouvel âge de la vie. On se focalise alors sur les étapes du passage à l'âge adulte en considérant la jeunesse comme une phase de transition négative en négligeant ce qui caractérise positivement la jeunesse. (Galland O, 2002, p55) En 1973, François DUBET ouvre une autre voie de recherche à partir des mécanismes de socialisation de la jeunesse, en articulant le vécu des acteurs et les contraintes du système. Comment les jeunes arrivent, par un travail sur leur identité, à donner un sens à leur vie en s'écartant des contraintes de rôle et en atteignant une certaine authenticité ? Cette nouvelle approche développe une sociologie de l'expérience qui s'applique à différentes figures sociales de la jeunesse. F. DUBET va étudier la jeunesse sous deux formes : les lycéens et les exclus. Dans les années 1990, il constate que si jusque-là le diplôme avait un rôle incontournable pour fixer les places dans un espace hiérarchisé, la massification scolaire procède à une dévalorisation de ces mêmes diplômes. L'ouverture scolaire a créée des filtres différents qui permettent de trier les élèves. Il s'est intéressé, aussi aux jeunes exclus à partir desquels il a construit son concept de « galère ». Il met en avant un sentiment d'être à mi-chemin entre une appartenance culturelle et une exclusion sociale, avec les notions de racisme en plus pour les jeunes issus de l'immigration. Les réactions juvéniles sont alors soit la rage, soit l'intégration communautaire. (Dubet. F, 1994, p 280)

Pour conclure, en France, la jeunesse se définit toujours aujourd'hui par rapport à des expériences historiques et culturelles et des enjeux sociaux liés aux mécanismes de distribution des individus dans la structure sociale. On peut dès lors s'interroger sur les effets de cette définition sur la jeunesse aujourd'hui.

II.2. La jeunesse d'aujourd'hui en France

La jeunesse étant reconnue comme une catégorie sociale, fait l'objet d'une politique spécifique. On peut présenter la jeunesse comme une catégorie d'âge, le plus souvent définie par les institutions (12-17 ans, 16-25 ans, 18-30 ans). Ce découpage institutionnel procède à une certaine définition de la jeunesse, donnant des limites d'âge. On peut en faire un âge de la vie, centré sur une fonction principale comme l'imitation des générations précédentes ou l'expérimentation de nouvelles règles de vie. On peut enfin, considérer la jeunesse dans un rapport de génération que l'on pose en opposition. Dans tous les cas on parle bien, ici de

l'existence de la jeunesse. Alors l'on pourra se demander ce qui se cache derrière cette catégorie sociale ? (BERNARD Roudet, 2009)

Le mot « jeune » peut qualifier des individus très différents, d'où le flou qui règne autour de la définition de la jeunesse. Aujourd'hui la jeunesse dans notre société est la catégorie qui subit le plus les effets de la crise sociale, avec un accès au travail qui se fait par des emplois précaires, aux revenus faibles et une discrimination à l'embauche (générationnelle, INJEP, Conseil et développement en politique de jeunesse, 2006-2007, ethnique, spatiale...) et un décalage entre la qualification, les diplômes et leur prise en compte au niveau salariale. La génération née après 1970 est dans une situation plus difficile que celle de ses parents avec une augmentation du taux de chômage et une espérance d'amélioration de la qualité de la vie moindre. Les perspectives d'accéder à une retraite sont très faibles du fait même de l'entrée tardive des jeunes dans le monde du travail. Enfin, le taux de suicide pour les moins de 35 ans a doublé de 1965 à 1995. Cette génération de jeunes est à la fois très formée, pauvre et mal insérée.

II.3. La jeunesse, s'allonge-t-elle ?

L'âge adulte perd de sa stabilité. Au fur et à mesure que l'emploi évolue vers des formes plus flexibles et que le lien conjugal se fait plus contractuel, nos cheminements adultes tendent à s'éloigner des trajectoires linéaires auxquelles nous nous croyions destinés. La mobilité, qu'elle soit conjugale, professionnelle ou résidentielle, n'est plus l'apanage légitime de la jeunesse. L'âge adulte devient lui aussi l'âge du mouvant et du réversible. Cette temporalité du changement répond à une évolution des structures socio-économiques favorisant, voire exigeant la mobilité. Mais elle fait également écho à des normes sociales privilégiant l'autonomie et la responsabilité individuelle dans la conduite des chemins de vie : être soi, inventer sa vie, se construire à travers de multiples expériences, sont autant de directions qui placent « l'individu contemporain » dans la potentialité permanente d'un nouveau changement.

Comment dès lors, définir la « jeunesse » quand son principal référent, l'âge adulte, échappe lui-même à son mode de définition antérieur, à savoir l'âge de la stabilité de l'installation ? La jeunesse, peut-elle encore être pensée comme une transition, quand on sait que cette transition peut désormais se prolonger tout au long de la vie ? le modèle d'une entrée dans la vie d'adulte associé au franchissement précoce et simultané de seuils d'accès à la stabilité professionnelle et conjugale répondait aux caractéristiques de la société dite « salariale » : une sécurité relative d'emploi et un modèle familial fortement institutionnalisé favorisaient le développement d'un parcours de vie ternaire et linéaire, structuré autour de la période d'activité.

(GAULIER. X, 1998, p 5-44) Aujourd'hui les étapes traditionnellement définies comme frontières entre la jeunesse et l'âge adulte sont franchies plus tardivement qu'il y'a une vingtaine d'années, (GALLAND. O, 2007) en réponse notamment à l'augmentation de la durée des études et au durcissement relatif aux conditions d'intégration sur le marché du travail. Pour analyser ses mouvements, la Sociologie de la jeunesse s'est, jusqu'ici essentiellement appuyée sur cette approche en terme de « transition », héritée d'une conception statutaire des âges de la vie : la jeunesse est pensée comme préalable à un âge adulte stable et linéaire dont l'entrée serait conditionnée par le franchissement d'étapes prédéfinies, utilisées comme curseurs d'analyse d'une jeunesse qui « s'allonge ». Olivier Galland est le premier à analyser cet étirement de la dépendance dans un cadre théorique qui fait de la jeunesse un « nouvel âge de la vie » (GALLAND. O, 1993, p19-41). Elle y est conçue comme un état transitoire avant le franchissement de « seuils » définissant l'entrée dans l'âge adulte ; l'indépendance résidentielle, l'emploi stable et la mise en couple ; du report et de la déconnexion de ces indicateurs est déduit l'allongement de ce même âge de la vie. Ce modèle a permis de mettre en évidence la multiplication de situations intermédiaires avant le parachèvement du processus d'indépendance, à tel point que cette indétermination est désormais désignée comme un élément caractéristique de la phase « jeune-adulte » : « c'est sans doute cette situation intermédiaire entre la dépendance adolescente et l'autonomie adulte qui caractérise le mieux la jeunesse européenne aujourd'hui » (Ibid. p 16) Se pose aujourd'hui la question de la pertinence théorique d'une telle définition de la « jeunesse », en particulier de ses frontières : désormais progressives, discontinues et réversibles, ces étapes perdent de leur pouvoir de scansion collective des parcours. Leur valeur normative et symbolique se voit profondément redéfinie : s'opère de nos jours, selon l'expression de Louis Roussel, un mouvement « d'arasement des seuils » (Roussel. L, 1989). Leur réversibilité croissante- le terme a été employé de « yo-yo transitions » (WATHER. A, Stauber. B et al. (dir), 2002) pour évoquer les potentiels allers retours entre différents statuts familiaux et sociaux ainsi que leur profonde variabilité culturelle invitent à repenser la jeunesse, comme objet d'étude et à se départir d'un référentiel exclusivement statutaire pour intégrer les représentations individuelles et sociales dans sa définition.

La jeunesse ne peut être envisagée uniquement comme une catégorie d'observation dont la durée varie au gré des mouvements de ses indicateurs frontières, mais également et surtout comme un processus fondamentalement évolutif d'individualisation.

II.4. Entre études et emplois, des flux réversibles (chez les français, les espagnols, les danois et les britanniques)

Cette exigence d'autoréalisation induit en elle-même une certaine durée et récuse l'idée d'une stabilisation définitive. Elle se traduit par de longues trajectoires discontinues entre phase de formation et d'emploi, jusqu'à une fin relativement tardive des études.

Par les allers retours qu'elle dessine entre statuts étudiants et salariés, la reconstitution des principaux flux d'intégration au cours de la période 1994-1999 confirme l'existence, parmi les jeunes Danois âgés de 18 à 30 ans, de trajectoires sous-tendues par une logique d'expérimentation. La forme de « poulie » qu'elle suggère est très caractéristique de ce va-et-vient entre études et emploi. Il concerne non seulement les statuts étudiants, caractérisés par des flux croisés entre étudiants salariés et étudiants non-salariés, mais également les salariés à plein temps : 8% d'entre eux reprennent leurs études l'année suivante. Ce flux de reprise d'étude est quasi-inexistant dans les sociétés françaises, britanniques et espagnoles, et semble à ce titre constitué à ce titre une spécificité danoise. (VAN de VELDE. C, 2008, p 42)

II.4.1. L'âge de la stabilisation

Certes comme pour tous les autres européens interrogés, l'évocation d'un processus profondément identitaire a largement dominé les définitions données au « devenir adulte » mais contrairement aux Danois, très peu de jeunes espagnols se sont directement référés à cette construction identitaire pour s'auto positionner dans le cycle de vie : c'est plutôt au regard de l'inachèvement d'une stabilisation économique et familiale, censée marquer l'entrée définitive dans cet âge ; qu'ils se sont majoritairement définis comme « non-adultes ». En effet une batterie de seuils pensés comme simultanés tend à être posés comme marqueurs conditionnel d'entrée dans cet âge de la vie : l'indépendance résidentielle, la mise en couple et la fondation d'une famille, sont plus qu'ailleurs directement évoqués comme des événements qui font d'un jeune individu un « adulte ». Même parmi les plus âgés, les espagnols envisagent l'entrée dans la vie d'adulte dans un horizon temporel lointain : la plupart se font refusés une telle qualification, contrairement aux jeunes britanniques, plus enclins à se définir comme « adultes » à âge et statut similaires. Ainsi, la jeunesse s'envisage majoritairement comme le temps long de la préparation et de l'attente d'une stabilisation économique et familiale. (Ibid. 186-188)

II.4.2. Une éthique de l'autonomie

Comme nous l'avons déjà vu, la jeunesse n'est plus l'enfance car les jeunes ont acquis une certaine forme d'autonomie mais n'ont pas encore accédés aux statuts et aux rôles adultes.

En effet, entre le temps d'acquisition de l'autonomie et celui de l'attente pour accéder à l'âge adulte, la jeunesse serait donc cette phase de l'autonomie et d'indépendance. Par conséquent, l'indépendance coïncide avec l'entrée à l'âge adulte. « L'indépendance, la conscience de soi et l'affirmation de soi, sont des valeurs qui prennent de l'importance. Pour construire sa biographie, l'individu moderne doit de plus en plus en faire preuve de compétence sociale, de faculté d'adaptation et de flexibilité. Malgré l'allongement du temps de formation, et par conséquent, de la dépendance économique, la jeunesse témoigne aujourd'hui d'une indépendance socioculturelle plus forte que jamais ». (DE SINGLY. F, 2000, p 9-21). Pour de SINGLY, ce modèle repose sur la quête de soi. « On est loin du modèle de la permanence pour les parents opposé au statut transitoire pour les enfants, même si ces derniers devront devenir progressivement autonomes, grandir en prenant une certaine distance et quitter leurs parents » (Ibid.)

Brièvement, la difficulté de définir la jeunesse en résulte non seulement de l'existence d'une certaine situation individuelle liée à l'accès à l'âge adulte, mais aussi à la stabilité. En outre, des travaux plus récents s'accordent à dire que l'allongement de cette période de la vie est davantage lié à un prolongement de la dépendance financière des jeunes envers les parents qu'à un véritable départ retardé du « nid familial ». (VILLENEUVE Gokalp. C, 1997, p 149-162) Dans la continuité des travaux de Olivier Galland, pour COLES, trois transitions marquent le passage de la vie d'adolescent à celle d'adulte autonome : l'école vers le travail, la famille d'origine vers une nouvelle famille et la résidence familiale vers un logement indépendant. Il cherche là à montrer qu'il y'a une interdépendance qui lie ces transitions. En effet, il faut prendre en compte les conditions liés à leur développement, c'est-à-dire, qu'ils peuvent être adolescents plutôt et adultes plus tard. Il faut également noter l'allongement des études et la difficulté de s'insérer dans la vie professionnelle et le caractère de plus en plus tardif de la vie en couple et de la vie parentale. (COLSIN. P, 2007, p 03)

Enfin, la jeunesse reste un concept flou à définir et à délimité malgré bon nombre d'intervention des sociologues des quatre coins du monde. Cette difficulté provenant même de l'aspect de cette strate de population qui est controversée et en même temps regorgeant de

plusieurs aspects qui doivent être pris en compte d'un jeune à un autre, d'un continent à l'autre, d'un pays à l'autre.

Chapitre III :
La problématique de la jeunesse en
Afrique

La jeunesse est un thème vaste, qui a suscité beaucoup de débats, notamment depuis les mouvements des jeunes de par le monde (Printemps arabe, les manifestations contre certains abus de dirigeants africains).

La question de la jeunesse et de son avenir n'est pas nouvelle sur le continent africain mais elle revient en boucle. Parler de la jeunesse africaine est complexe, tant elle est diverse. Le Continent africain n'est pas un bloc homogène, mais est constitué d'une large mosaïque de pays d'une grande diversité, du fait de plusieurs facteurs incluant la situation géographique, le climat, la population, la langue, la croissance, les ressources naturelles, la gouvernance, les contextes politiques, socio-économiques et culturels, les ressources naturelles.

La jeunesse ne se résumant pas à une catégorie de personnes définies selon l'âge, elle ne constitue pas non plus un bloc homogène mais constitue une diversité plurielle, du fait de plusieurs facteurs incluant le genre, le lieu de vie urbain ou rural, la langue, l'ethnie, le statut socio-économique, les niveaux d'instruction. (Dr Maalla M'jid Najat, 2015)

Avec 200 millions d'habitants âgés de 15 à 24 ans, l'Afrique a la population la plus jeune au monde. Selon le rapport Perspectives économiques en Afrique, établi en 2012 notamment par la Banque africaine de développement (BAD), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et l'Organisation de coopération et de développement économiques des pays industrialisés (OCDE), ce chiffre devrait doubler d'ici 2045.

I. Historique sur la conceptualisation de la jeunesse en Afrique

"Il est devenu difficile d'être jeune". Cette remarque d'un sociologue européen formulée au début des années 70, s'applique avec pertinence à la jeunesse africaine toute entière. C'est qu'en réalité la jeunesse du continent africain a subi une transformation sociale perceptible avant les indépendances, qui conduit les chercheurs à parler de phénomène « jeune », pour un contexte social qui jusqu'alors ignorait totalement cette situation. (DEMBA Koné, 1992, p1)

Ce qui caractérise fondamentalement cette jeunesse c'est son non-socialisation autrement dit, l'impossibilité dans laquelle se trouve la société actuelle d'intégrer ses jeunes et partant d'en faire une catégorie sociale marginale. (Ibid.)

Cela a conduit au début des indépendances, les pouvoirs africains à chercher à mettre en place des politiques. Partout en Afrique le souci de construire la nation et de conduire le développement a amené les Etats à prendre en charge les problèmes de la jeunesse, problèmes

conçus comme une composante du développement. Autrement dit il s'est développé en Afrique à propos de la jeunesse un certain esprit de sérieux, la jeunesse étant perçue comme ayant un rôle important et historique à jouer. Cette orientation a été adoptée à la suite de nombreuses discussions et d'analyses mettant en cause la conception traditionnelle de la jeunesse. (BENET J, Mespers, 1969)

I.2. Evolution de la jeunesse en Afrique

I.2.1. L'époque précoloniale

Différemment du système scolaire moderne, les systèmes éducatifs traditionnels utilisaient les technologies et les ressources locales et un vaste réseau d'adultes servant de modèles pour garantir que la majorité des jeunes deviennent en grandissant des membres productifs de la société (Otiso, 2013, p.160-162). L'agriculture, qui était la première activité économique, était une activité familiale à laquelle les jeunes étaient complètement intégrés dès qu'ils devenaient physiquement aptes et certainement avant qu'ils ne deviennent adultes pour avoir leurs propres fermes et leurs troupeaux. Même si l'agriculture produisait seulement un emploi saisonnier, d'autres activités comme la pêche, le commerce, l'artisanat ou la fabrication à petite échelle occupaient une partie du temps de la saison agricole inactive et le reste du temps était consacré aux loisirs.

Les jeunes étaient aussi intégrés au système social et politique des sociétés africaines précoloniales.

Ils étaient dans l'armée de réserve, ils participaient aux projets de développement communautaires et, dans certains groupes ethniques, comme les Ibos du sud-est du Nigeria, ils constituaient une partie fondamentale du système de gouvernance fondé sur les groupes âges (WEBSTER, Boahen et Idowu, 1967).

L'arrivée des Européens et le développement conséquent de la traite atlantique rendirent le chômage des jeunes encore plus rare, car la traite vida l'Afrique de la plupart de ses jeunes hommes et femmes valides. L'institution de ce commerce illégitime en Afrique et l'augmentation des activités commerciales à l'intérieur du continent créèrent des opportunités supplémentaires ou alternatives à l'agriculture pour les jeunes, y compris le travail pour les compagnies minières et les entreprises commerciales européennes ou comme intermédiaires dans le commerce afro-européen (PEDLAR, 1974).

I.2.2. La période coloniale

Le colonialisme européen a transformé ou ébranlé les systèmes socioéconomiques traditionnels africains pour répondre aux besoins économiques européens. L'introduction de l'économie de marché (par le développement des cultures d'exportation, l'exploitation des minerais et les activités forestières) a fait naître une demande de travail salarié, qui a été à l'origine de la migration des travailleurs et, pour la première fois dans l'histoire documentée de l'Afrique, des jeunes hommes quittèrent leur foyer à la recherche de travail. Ces travailleurs migrants étaient largement employés dans l'agriculture, le secteur minier, la foresterie et la pêche, dans les territoires coloniaux et non-coloniaux. (Kitching, 1980) En Afrique occidentale et orientale, les travailleurs migrants étaient dans les plantations de cacao, de café et de thé. En Afrique centrale et australe, les principales attractions étaient les mines de cuivre, de cobalt, de diamant et d'or. (Ilfie, 1987)

Vers la fin de la période coloniale, les investissements dans le système éducatif ont produit une nouvelle jeunesse africaine, avec des attentes plus élevées que le travail agricole ou minier. Les salaires plus élevés dans le secteur non agricole dans les villes, ont attiré les plus instruits vers des emplois mieux rémunérés (Burton, 2010). Néanmoins, avec l'aggravation de l'exode rural, les employeurs cherchaient aussi à accroître la productivité, en remplaçant la main d'œuvre avec les machines, aggravant ainsi le problème du chômage des jeunes qui est déjà préoccupant. À la fin de la période coloniale, la médecine moderne et les autres avancées dans le domaine de la santé contribuèrent au démarrage de la transition démographique en Afrique, en passant de taux de naissance et de mortalité élevés, à des taux de naissance élevés et des taux de mortalité faibles qui sont à l'origine de l'explosion démographique actuelle de la couche juvénile. (Ibid.)

I.2.3. L'époque postcoloniale

À la fin de la période coloniale, l'Afrique possédait non seulement une économie dépendante « produisant ce qu'elle ne consomme pas et consommant ce qu'elle ne produit pas », mais elle était aussi munie d'une population croissante, jeune et qui avait besoin de travailler.

L'indépendance apporta la liberté de mouvement, surtout en Afrique australe et orientale, où la circulation des Africains dans les villes avait été restreinte pendant la période coloniale. Certaines villes coloniales comme Alger étaient vides au lendemain de l'indépendance, suite au départ d'un grand nombre d'Européens (Freund, 2007). Ceci facilita le déplacement des Africains dans les villes. Alors que les premiers migrants s'y installaient, un processus de migration

en chaîne s'en suivit, au fur et à mesure que la nouvelle des « villes illuminées par les lumières » arrivaient en brousse (Gugler, 2002 ; Adepoju, 1992 ; Byerlee, 1974).

Les politiques de développement économique contribuèrent à accroître le lustre des villes. Plus particulièrement, les premières politiques après la décolonisation mettaient l'accent sur l'industrialisation. La substitution de l'importation, adoptée pour promouvoir l'industrialisation, favorisa la création d'usines et d'équipements collectifs dans les centres urbains, alors que les zones rurales recevaient très peu d'attention. Avec la détérioration des moyens de subsistance ruraux, due au déclin de l'agriculture et à l'absence d'infrastructures, les jeunes quittaient le monde rural en grand nombre, accélérant ainsi l'exode rural, qui avait commencé à l'époque coloniale (Igbozurike, 1976 ; Todaro, 1969 ; Caldwell, 1969 ; Pots, 2008).

Le développement de l'éducation primaire, secondaire et supérieure sans prendre en compte le contenu de l'éducation, a produit des individus instruits, mais détachés et regardant de haut les traditions et le savoir indigène. Le rôle primordial du gouvernement dans l'économie, surtout en tant que principal employeur, fit que la première finalité des jeunes était de trouver un emploi dans la fonction publique. (DADZRE, 1989) L'impact conjoint, lorsque de nombreuses opérations menées par l'Etat ont été paralysées par la mauvaise gestion, la corruption et le ralentissement de la croissance économique, et ne pouvaient plus absorber les jeunes diplômés, a été la création d'une masse incessamment croissante de jeunes chômeurs à la recherche d'un emploi. Plus ou moins à cette même époque, l'explosion démographique de la jeunesse s'accrut, en concomitance avec la croissance démographique rapide des pays africains depuis les années 1970 jusqu'aux années 1980. Pendant les années 1980-1990, les programmes d'ajustement structurel (PAS) ont accéléré le chômage des jeunes, lorsqu'une crise économique prolongée força nombre de pays africains à suivre les mesures d'austérité et de désengagement de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), qui conduisirent au désengagement économique. (Elder et Kone, 2014). Une grande partie du secteur privé africain, qui aurait pu aider à absorber les chômeurs, ne recevait pas de soutien formel. En l'absence d'emplois dans le secteur formel, la majorité des jeunes africains gagnaient leur vie dans le secteur informel, surtout les moins éduqués (Shehu et Nilsson, 2014)). Pourtant, comme le souligne Ncube en 2013 dans un article de la BAD : « peu d'attention était accordée au rôle du secteur informel, en tant que facilitateur de la croissance et de création d'emploi. Le secteur informel contribue en effet à environ 55 pour cent du PIB de l'Afrique subsaharienne et absorbe 80 pourcent de la main d'œuvre ». (Ncube, 2013)

II. Problématique d'une jeunesse africaine

La jeunesse africaine pose problème, ceci n'est plus à discuter. Ce qui l'est moins, c'est le processus qui a conduit à cette situation et les implications qu'il ne cesse de produire encore au regard de la position de l'Afrique dans le dispositif économique mondiale. (BREZAULT M., OLM C», Cahier de recherche du CREDOC C 266, 2009.) Nous pensons que toute étude de la jeunesse pour être pertinente et échapper à la rhétorique, se doit de poser les interrelations entre l'Afrique et ce qui est communément appelé le Nord qui désigne les pays industrialisés. En d'autres termes, il faut "traquer" les problèmes des jeunes africains aujourd'hui à la lumière du changement social qui a bouleversé les sociétés africaines. Les pays africains en leur qualité d'ex-colonies, et de périphérie des pays du Nord, subissant les influences techniques et culturelles de ces derniers se trouvent pratiquement dans l'obligation de véhiculer des phénomènes morbides dont celui de la jeunesse au sein de leur société. (Ibid.)

Quels seront les contours de la société de demain ? Sur quelles valeurs et quelles énergies pourrons-nous compter pour construire un nouvel avenir ? C'est à ces questions de prospective que les chercheurs du CREDOC se sont penchés en identifiant les schémas de vie et de pensée des jeunes d'aujourd'hui qui structureront la société et le consommateur de demain. Il s'agit d'observer et de connaître les permanences dans leur manière d'appréhender leur époque et d'inventer les codes qui seront autant d'effets générationnels qui perdureront. (YVON. M, Décembre 2012, p8)

II.1. La démographie africaine

La démographie en Afrique ne cesse d'exploser, selon les estimations démographiques des Nations unies, la population africaine a augmenté de 227.270.000 en 1950 à 1.033.043.000 en 2010 : une croissance cumulée de 354 pour cent ou une moyenne annuelle de 5,9 pour cent. Les changements les plus importants en termes de pourcentages ont été enregistrés dans les périodes 1975-1980 et 1980-1985, avec 2,8 pour cent par an. Entre 1975 et 1980 c'était le taux le plus élevé au monde, devant l'Amérique latine et les Caraïbes, 2,29 pour cent, l'Asie, 1,95 pour cent et l'Océanie, 1,33 pour cent - avec des différences importantes entre les pays. Entre 1975 et 1980, seulement trois pays (Cap Vert, Guinée équatoriale et Guinée) ont enregistré une croissance démographique annuelle inférieure à 1 pour cent. (Source : *Division de la population des Nations unies.*) Ces chiffres nous montrent la dynamique de l'évolution de la population africaine et qui ne cessera de croître au fil des décennies. Ces taux de croissance élevés sont le résultat d'une fécondité élevée et d'une mortalité en diminution. Le taux de fécondité totale en

Afrique entre 1975 et 1980 était de 6,57, mais entre 2005 et 2010 il était descendu à 4,64. Le taux le plus élevé pendant la période 2005-2010 était de 7,19 au Niger, le plus bas 1,67 à Maurice. La plupart des pays africains (36 d'entre eux) avaient un taux de fécondité total de 4 ou plus. En effet, huit de ces pays, y inclus le Malawi, la RDC, le Tchad, la Zambie, la Somalie, le Mali, et le Niger avaient un taux de fécondité total de 6 ou plus. Ces taux de croissance démographique élevé, ayant conduit à une explosion démographique des jeunes du continent, n'aurait pas été un problème si les économies africaines possédaient des capacités d'absorption proportionnelles. Malheureusement, ce n'était pas le cas, en raison des politiques que la plupart d'entre eux suivaient. Ainsi, de récentes études de 2020 évaluent la population africaine à 1 354 097 231 habitants tous sur une superficie de 30 429 202 km² ainsi dans plus de 40 pays africain, plus de la moitié de la population est âgée de moins de 20 ans, ce qui prouve une nette domination de la population jeune en Afrique.

II.2. La jeunesse africaine

Le futur du continent africain est entre les mains de sa jeunesse. Mais qui sont vraiment ces jeunes ? En Afrique francophone et dans toute l'Afrique en générale, les jeunes sont cette frange de la population la plus en vue, de par son grand pourcentage, son poids sur la société et les polémiques autour d'une définition et d'une promotion en leur faveur. Tout se poids et cette potentialité dont regorge les jeunes en Afrique reste un maillon défaillant dans la réussite des politiques mises en place par les institutions étatiques. (AEBERHARDT R., CRUSSON L., POMMIER P Insee, édition 2011.

En effet, contenant l'une des populations les plus jeunes au monde et en Afrique, l'Ouest-africain regroupe 60% des jeunes, soit l'un des taux les plus forts au monde. Ce qui prouve la potentialité du continent, mais aussi des défis qui se dessinent à perte de vue. (Ibid.)

En effet, en Afrique de l'ouest, parler de jeune, revient à évoquer les multiples défis dont il fait face et son manque d'insertion réelle dans la vie professionnelle, dans les prises de décisions réelles. Mais un constat apparaît également, les politiques en place ne cessent de signer des accords et projets en faveur de la promotion des jeunes, mais semble-t-il, jusque-là, rien n'est encore fait. Sur le continent africain, la plupart des chômeurs ont moins de 25 ans. La pauvreté, l'insécurité, la fuite des cerveaux et les troubles sociaux et politiques et tout particulièrement le printemps arabe de 2011 et de nombreux Africains risquant leur vie pour atteindre l'Europe, sont toutes des dynamiques liées au chômage des jeunes.

L'Agenda 2063 du continent lance un appel à l'action afin de soutenir les jeunes, considérés comme moteur de la renaissance africaine. Un tel objectif peut être atteint par des investissements dans leur santé, leur éducation et leur accès aux technologies, aux capitaux et aux opportunités.

Des stratégies concertées de lutte contre le chômage et le sous-emploi sont alors nécessaires à l'échelle nationale et continentale. (*Discours du Prof. Emmanuel Nnadozie, Secrétaire Exécutif de la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique*).

II.2.1 La jeunesse africaine sur le marché du travail

L'Afrique est une terre de grandes richesses et au vaste potentiel inexploité. Nous sommes un jeune continent, où vivent aujourd'hui 420 millions de jeunes de 15 à 35 ans, un chiffre qui devrait passer à 830 millions à l'horizon 2050.

Chaque année, 10 à 20 millions de jeunes Africains arrivent sur le marché du travail. Cette opportunité risque toutefois de se muer en occasion manquée. La majorité des jeunes n'ont ni emploi stable ni perspectives d'avenir économiques. Sur les 420 millions de jeunes de 15 à 35 ans du continent, la plupart est au chômage, occupe des emplois précaires ou occasionnels. Le taux de chômage des jeunes est, en moyenne, le double de celui des adultes, avec toutefois des différences notables d'un pays à l'autre. (AKINWUMI A. Adesina, Président BAD, 2018)

Le défi est à multiple facettes. Alors que 10 à 12 millions de jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail, seuls 3 millions d'emplois formels sont créés annuellement. Le manque d'emplois salariés accule les jeunes vers le secteur informel, aux emplois moins stables et moins payés. Les femmes en recherche d'un emploi, aussi bien formel qu'informel, sont plus particulièrement affectées et se heurtent souvent à des obstacles encore plus grands dans leur quête d'un travail. 35 % des jeunes femmes n'ont ni emploi, ni formation scolaire ou professionnelle, contre 20 % des hommes. (Rapport BAD, 2018)

Dans les États fragiles, les jeunes sont confrontés à plus de difficultés encore, avec des opportunités économiques rendues plus rares par l'instabilité et le manque de capacités institutionnelles. Le coût du chômage est partout et terrible. Les longues périodes de chômage ou d'emploi précaire chez les jeunes altèrent à jamais leur potentiel productif et leurs revenus futurs, les individus à revenu limité ont un accès restreint aux services d'éducation et de santé. L'absence d'opportunités économiques alimente également les conflits et l'instabilité. 40 % des jeunes qui adhèrent à des mouvements rebelles à travers le monde le font par manque de travail.

Cette absence d'opportunités provoque également l'émigration de nombreux jeunes qui espèrent trouver ailleurs une vie meilleure et subvenir aux besoins de leur famille restée dans leur pays d'origine. En 2015, 14 % des migrants internationaux dans le monde étaient nés en Afrique. Et le nombre de migrants africains a augmenté de 2,7 % chaque année entre 2000 et 2015. Le chômage des jeunes signe surtout un échec, l'incapacité à tirer parti du plus grand atout du continent : sa population nombreuse et croissante de jeunes gens talentueux. (Ibid.)

II.2.2. L'insertion professionnelle des jeunes sur le marché du travail par les banques

La Banque africaine de développement (BAD) a pris l'initiative de lancer des emplois pour les jeunes en Afrique afin de répondre aux défis de l'emploi des jeunes sur le continent. Elle a pour buts d'étendre les opportunités d'emploi, de renforcer le capital humain et de nouer des liens durables avec le marché du travail. Elle entend créer 25 millions d'emplois et profiter à 50 millions de jeunes dans les dix ans. *Des emplois pour les jeunes en Afrique* mise sur la collaboration entre la Banque africaine de développement et des partenaires clés des secteurs privé et public de toute l'Afrique. La Banque est un peu plus mieux placée pour produire des résultats dans le cadre d'un tel programme. Engagée dans ses 54 pays membres régionaux, elle est à même de veiller à ce que la planification soit alignée sur leurs priorités et sur les besoins de la jeunesse africaine. La Banque dispose également d'outils de programmation, de financement et de recherche, outre son pouvoir de rassembleur qui lui permet de réunir les acteurs clés pour coordonner les actions. Ses partenaires – gouvernements africains, entreprises privées, organisations de la société civile et instances régionales – seront impliqués aux niveaux national, régional et continental.

S'il s'appuie sur d'autres actions et enseignements en matière d'emploi des jeunes, le programme *Des emplois pour les jeunes en Afrique* se distingue par son approche éco systémique. Cette approche englobe les défis interdépendants de l'offre, de la demande et de leurs liens avec l'emploi des jeunes ; elle déploie aussi toute une gamme de politiques, de recherches, de programmations et d'investissements, et elle veille à travailler avec une coalition élargie de partenaires. Une attention particulière est portée à la situation des jeunes des deux sexes dans les États fragiles. Ce faisant, *Des emplois pour les jeunes en Afrique* va rationaliser et donner de l'ampleur aux actions menées pour encourager l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes à travers le continent. (Source : BAD, 2018)

III. Etude des cas particuliers :

Cette partie est consacrée sur l'étude de la situation des deux pays qui nous intéressent, à savoir le Mozambique, situé en Afrique australe et le Niger, en Afrique de l'ouest.

III.1. Vue générale de l'Afrique Australe

L'Afrique australe quant à elle, présente le deuxième taux de chômage des jeunes le plus élevé en Afrique, 23,8 pourcent. On note dans la région une grande disparité de taux : entre 5,2 pourcent à Madagascar et 53,6 pourcent en Afrique du Sud. Le taux de chômage des jeunes hommes est inférieur à celui des jeunes femmes dans tous les pays, même si la différence est bien moindre à Madagascar et au Zimbabwe. (Danish Trade Union Council for International Coopération, 2014, p 71)

Avec des contextes historiques différents, les stratégies des pays varient. Par exemple, dans des pays comme l'Angola et le Mozambique devenus indépendants tardivement, mais pénalisés par de longues guerres civiles, la plupart des efforts portent sur la mise en place des institutions EFTP. Par contre, l'Afrique du Sud a une longue histoire d'indépendance, avec des institutions, des politiques et des programmes mieux élaborés. Cependant, en raison de sa politique d'apartheid, le chômage et la main d'œuvre non-qualifiée restent d'énormes problèmes. (Ibid. p 72)

L'Afrique Australe regorge d'énormes potentialités en ce qui concerne la population jeune, mais leur 'insertion professionnelle reste toujours de moindre. Comparativement au Niger qui a un taux de chômage de 6,7%, le Mozambique lui affiche un taux de 14,3%. Ces chiffres du Mozambique sont le fruit de la longue période coloniale suivie d'une longue guerre civile terminée en 1992 a détruit les deux secteurs employant les jeunes : l'agriculture et les PME. Pendant la dernière décennie, l'économie a amorcé une reprise, mais la plupart de la croissance économique a été dans des secteurs très demandeurs en capitaux. Le système éducatif était si dévasté que le Mozambique était considéré comme le pays avec le plus bas taux de population éduquée au monde. De ce fait, les entreprises importent souvent la main d'œuvre qualifiée et avec des compétences professionnelles. (Ibid. p 73). Pour maintenir un équilibre entre les étrangers qualifiés et les besoins d'emploi des locaux, le gouvernement a dû fixer des quotas dans certains secteurs. Les programmes faisaient partie du Plan national quinquennal du gouvernement (2010-2014) et de la Stratégie de réduction de la pauvreté urbaine (2010-2014) (IMF, 2011). Toutefois, ceux-ci n'étaient pas spécifiquement orientés vers les jeunes.

Pour la création d'emploi, le Programme intégré pour l'éducation professionnelle (PIREP) fut mis en place.

En effet, consacré à la jeunesse, le PIREP est coordonné par l'Institut national de formation professionnelle (IEFP) avec un soutien de la Banque mondiale. Une évaluation a indiqué qu'il fallait le prolonger pour satisfaire les besoins du marché du travail. (AFDB, OECD, UNDP et UNECA, 2012).

III.2. Vue générale de l'Afrique de l'Ouest

Cette région a le deuxième taux de chômage des jeunes le plus bas sur le continent après l'Afrique de l'Est : 10,2 pourcent. Toutefois, elle possède des extrêmes, selon les données de la Banque mondiale de 2014. D'un côté la Mauritanie présente un taux de chômage des jeunes de 42,9 pourcent, alors que le Bénin a un taux de 1,7 pourcent, et la Guinée 1,5 pourcent. Ces taux très bas peuvent être dus à la proportion importante de l'agriculture de subsistance et du secteur informel de ces économies. Même si le chômage y est plus bas qu'en Afrique du Nord et australe, il reste un défi. (Source : Banque Mondiale, 2014) En plus des différences régionales les zones rurales ont des taux bien moins élevés. Les réponses nationales ont été diverses, depuis les succès retentissants comme le Centre Songhaï du Bénin, qui a été reproduit au Nigeria et dans d'autres pays, jusqu'à la faillite due à la corruption de l'Agence ghanéenne pour l'emploi des jeunes et le développement des entreprises. Ainsi dans l'Ouest-africain, les jeunes ont des emplois, mais la spécificité de ces emplois, c'est qu'ils sont informels du fait que le travail formel dans ces pays reste encore déficitaire. Au Niger particulièrement, le taux de chômage étant à 6,7% au total, dont celui des hommes est plus élevé, 7,2% par rapport à celui des femmes qui est de 5,7%. (Ibid.) Ces chiffres montrent comment la jeunesse est très active et dynamique dans un secteur informel quand celui du formel ne répond pas aux attentes de ces jeunes. Ce contraste fait élever très haut les défis qui attendent ces jeunes et les politiques qui sont mises en œuvre afin de réduire le taux de chômage et en même temps faire la promotion et l'insertion des jeunes dans le système socioprofessionnel du pays. (FRCA, 2016, p50)

IV. Cas de la jeunesse mozambicaine

L'économie Mozambicaine est en croissance mais celle-ci est inégalement répartie, les activités favorisant cette croissance se concentrant essentiellement dans la zone sud du pays et plus spécifiquement à Maputo.

Cependant, 83% de la population active du pays travaille dans le secteur primaire. Les analystes prévoient, à court terme, une forte croissance économique des secteurs secondaire et tertiaire. Cette tendance ne se traduit malheureusement pas par un nombre important de créations d'emplois. Le secteur informel, quant à lui, qui réunit 95% de la population active du pays, croît et sa force de travail augmente chaque année. Cette croissance du secteur informel a été largement renforcée par le taux élevé des pertes d'emplois liées aux récentes privatisations des grandes entreprises et à la réorganisation de la main d'œuvre. Une législation rigide et des procédures administratives souvent contraignantes, associées au manque de ressources financières, limitent considérablement l'initiative privée formelle et son développement.

(<http://www.africaneconomicoutlook.org/fileadmin/uploads/aeo/PDF/Mozambique%20Full%20PDF%20Country%20Note.pdf> [consulté le 23, juillet 2020 à 17h30]).

Dans ce contexte, le Mozambique est confronté au défi de l'emploi des jeunes, caractérisé par l'arrivée chaque année, sur le marché du travail de quelques 300 000 nouveaux jeunes. Conscient de ce défi, le gouvernement poursuit donc ses efforts, notamment dans le domaine de la formation et de la promotion de l'emploi des jeunes. Le Secteur privé, la société civile et les différents partenaires internationaux, se doivent de conjuguer leurs efforts avec ceux du Gouvernement. (MUHAMMED Farida, Juillet 2003)

IV.1. Une jeunesse mozambicaine oubliée ?

Les bonnes performances économiques du Mozambique : entre 2001 et 2005, période de mise en œuvre du Plan d'Action de Réduction de la Pauvreté Absolue (PARPA) par le Gouvernement Mozambicain, l'indice de pauvreté est passé de 67 à 54 pour cent alors que la croissance annuelle oscillait entre 7 et 12 pour cent. (OIT, 2005) Si ces bons résultats sont en parti dus à la réalisation de mégaprojets économiques engendrant de lourds (mais momentanés) investissements financiers³, ils n'en reflètent pas moins une réelle amélioration de la vitalité économique du pays. Cette croissance économique n'a pas bénéficié en premier lieu aux jeunes de 15 à 29 ans à la recherche d'opportunités pour réussir leur insertion socio-économique par le biais, notamment, d'une formation professionnelle de qualité et de facilités d'accès à un premier emploi. Les moins de 29 ans représentent plus de 65% de la population mozambicaine estimée à près de 19 millions. Plus de 27% de cette jeunesse ont entre 15 et 29 ans. (Ibid.) Ils sont donc considérés comme partie intégrante de la population économique active (PEA) mozambicaine (15 ans et plus). Selon une récente étude, ils seraient chaque année plus de 300 000 jeunes à rejoindre cette catégorie statistique. Dans quelles conditions, de quelle manière, avec quel bagage

? Lorsque ces derniers souhaitent effectivement rechercher un emploi à temps partiel ou à plein temps, quels cheminements formels et informels empruntent-ils au regard de leur situation sociale, de leur bagage éducatif et de leurs compétences professionnelles ? (Ibid.)

V1.2 Politique et promotion de l'emploi des jeunes au Mozambique

Avec un contexte politique favorable et le gouvernement issu des élections de 2004 qui semble prêter une plus grande intention à la problématique de la jeunesse. En témoigne la volonté du gouvernement d'améliorer, notamment pour les plus jeunes, l'accès à l'éducation et l'amélioration de la qualité de cette dernière, de faciliter l'accès à une formation professionnelle appropriée pour les plus âgés ou de soutenir l'accès au crédit pour ceux qui choisissent la voie de l'auto emploi pour s'insérer économiquement. Tous ces éléments sont pris en compte dans le PARPA II. L'enjeu est de taille eu égard à l'importance de la population jeune en âge de travailler. Il incombe à l'État d'agir, en partenariat avec tous les acteurs de la société civile locale, pour que cette large frange de la population puisse se construire un avenir qui contribuera de fait au développement du Mozambique. Cette démarche doit pouvoir compter sur le soutien de la communauté internationale. (OIT, 2002)

V. Cas de la jeunesse nigérienne

Ces dernières années, pour parler de la jeunesse au Niger, une problématique ne cesse de revenir, celle de la promotion de la jeunesse dans l'éducation et la formation et de son insertion professionnelle. Ces deux problématiques sont les plus grands défis auxquels fait face la jeunesse nigérienne.

Au Niger, comme dans la plupart des pays en développement, des progrès réels ont été réalisés dans l'atteinte des objectifs quantitatifs d'éducation. (JIMENEZ, King et Tan, 2012), ce qui a entraîné l'arrivée massive de jeunes scolarisés sur le marché du travail. Par ailleurs, le sous-emploi touche 34,62 % des travailleurs nigériens, et ce sont les jeunes de 15 à 29 ans (38,89 %) qui demeurent les plus touchés (INS, 2006). Dans ce contexte, la problématique de l'insertion professionnelle des jeunes représente un double défi au Niger, pays qui connaît une forte croissance démographique et qui est classé parmi les derniers au monde en matière de développement. Sa population, majoritairement jeune, se caractérise par une part importante de personnes vivant dans la pauvreté. Ce double défi consiste donc à créer non seulement davantage de nouveaux emplois, mais aussi à garantir un accès à des emplois productifs qui assurent un

revenu convenable aux jeunes afin de leur permettre de contribuer à la prospérité future du pays. (Ibid.)

V.1. Défis de la jeunesse nigérienne

Avec une croissance démographique la plus élevée sur le continent africain et du monde également, la population nigérienne est passée de 18,8 millions en 2017 et sera, d'après les estimations près de 55 millions, en 2050, selon la présidence du Niger. Avec une population dont l'âge moyen est de 15 ans, le Niger est au début de sa transition démographique. Une étape cruciale où le nombre et la jeunesse de la population, peuvent devenir un instrument au service de la croissance, mais aussi une épine dans le pied du développement économique. (Le Monde Afrique, propos recueillis par Morgane Le Cam, publié le 18 octobre 2017 à 18h)

Comme l'a ainsi défini Olivier Galland, la jeunesse est une phase de préparation à l'exercice des rôles adultes, (GALLAND. O, 2011) et donc pour ce faire, cette jeunesse doit avoir des prérequis et des acquis afin d'y faire face à ses multiples responsabilités. C'est-à-dire, avoir une bonne formation, une bonne éducation, de la promotion sanitaire et de l'emploi pour qu'une fois adulte, ces jeunes puisse être productif afin de contrer la pauvreté à la fois sur le plan individuel mais aussi national, avec la réduction du taux de chômage et la création d'emplois formels. (Ibid.)

V.2. La jeunesse nigérienne : problèmes d'insertion

Le jeune nigérien trouve toujours du mal à s'insérer dans la vie socioprofessionnelle, du fait d'une politique rigoureuse dans la promotion de cette catégorie, inexistante même si c'est dernières années, la tendance est un peu changeante, avec la création d'emplois dans des secteurs formels et l'appui de certaines associations et Organismes non gouvernementaux qui prônent l'accès à des emplois stables aux jeunes. L'un des problèmes majeur que connaît la jeunesse nigérienne est, l'exode rural qui est l'une des composantes majeures des migrations internes que connaît le pays (MOUNKAILA, 2009). Le pays n'est pas encore engagé sur la voie d'une industrialisation permettant la création massive d'emplois. Plus de 80 % de la population vit en milieu rural, où l'agriculture demeure la principale activité pratiquée. Mais cette activité, sujette aux caprices de la pluviométrie, ne garantit pas à la population un revenu stable et sûr. De nombreux jeunes affluent donc vers les villes à la recherche d'une autonomie financière leur permettant de préparer leur vie d'adulte. Selon une étude du CERPOD, en 1993, l'exode rural représentait 44 % des déplacements internes au Niger. (CERPOD, 1996). Les dynamiques des

grandes villes, accompagnées de la naissance de nouveaux métiers face au chômage et au sous-emploi qui sévissent particulièrement en milieu rural, ont encouragé cette mobilité. En 2005, le taux de chômage était de 15,2 % en milieu rural, avec un taux de sous-emploi de 86,3 % (INS, 2006). Les inégalités de développement entre les villes et le milieu rural entretiennent ces déplacements, la recherche d'un emploi et de conditions de vie meilleures motivant la majorité des départs des jeunes.

Les études, l'entrée dans la vie active et le mariage ou la cohabitation constituent les trois facteurs déterminants de la forte mobilité des jeunes, ce qui se traduit généralement par le passage du foyer parental à son propre foyer. La préparation de l'entrée dans la vie adulte est la raison principale de cette forte mobilité vers les villes. (DAVID, 2012)

V.3. Structure du marché du travail au Niger

Au recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) de 1988, la population urbaine active de 10 à 75 ans au Niger se chiffrait à 307 497 personnes. Elle est passée à 701 306 personnes au recensement de 2012, soit une augmentation moyenne de 3,4 % par an pendant près d'un quart de siècle. Sur le marché du travail urbain, les hommes sont largement plus présents que les femmes. En 1988, la population urbaine active de 10 à 75 ans était composée de 75,54 % d'hommes et de 24,46 % de femmes. En 2012, les hommes représentaient 71,36 % de cette population, contre 28,64 % pour les femmes. La structure hommes-femmes de la population urbaine active a donc connu un changement entre 1988 et 2012. (INS, 2006) La part des femmes sur le marché du travail urbain a augmenté de 4,18 points, tandis que celle des hommes a diminué d'autant. En 2012, la population urbaine active de 15 à 64 ans comprend 661 919 individus. Quant aux jeunes et jeunes adultes de 15 à 34 ans vivant en milieu urbain, ils sont 349 088. La population urbaine active de 15 à 64 ans est ainsi composée à 52,74 % de jeunes et de jeunes adultes, ce qui signifie que plus d'un actif sur deux a entre 15 et 34 ans dans cette population. (Ibid.)

Le chômage et le sous-emploi constituent des problèmes préoccupants sur le marché de l'emploi. En 2005, selon les résultats de l'enquête QUIBB, 19,4 % de la population urbaine active de 15 ans et plus est touchée par le chômage et 13,7 % des travailleurs sont sous-employés. Le marché urbain de l'emploi connaît une arrivée continue et massive de jeunes des campagnes, ce qui se traduit par une augmentation de la demande d'emplois (Ibid.).

V.4. Politique et promotion de l'emploi des jeunes au Niger

Depuis longtemps, devant les difficultés d'insertion sur le marché de l'emploi rencontrées par la jeunesse, le pays s'efforce de mettre en place des structures et de mettre en œuvre des politiques et programmes permettant d'encourager l'emploi. Parmi les mesures récentes, notons la mise en œuvre de la politique nationale de l'emploi (PNE) au cours de la période 2008-2012. La PNE avait pour principal objectif de promouvoir l'économie nationale et de favoriser le progrès social (ANPE, 2009). Pour atteindre cet objectif, le document-cadre de la PNE a défini diverses actions prioritaires qui doivent guider la mise en œuvre de la politique. Il s'agit notamment de la promotion de l'emploi des jeunes, de la promotion de l'accès à l'emploi urbain, de la valorisation des ressources humaines et de la formation professionnelle et du renforcement des bases d'une croissance économique durable (Ibid.).

Au cours de cette même période (2008-2012), le pays a mis en place une stratégie de développement accéléré de réduction de la pauvreté (SDRP) dont le but est d'améliorer les conditions de vie des populations et d'atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Parmi les grandes préoccupations de la stratégie figure la réalisation d'une croissance forte et diversifiée et créatrice d'emplois (Cabinet du premier ministre du Niger, 2007). Partageant la même vision que celle ayant présidé aux OMD, la SDRP porte également une attention particulière à la promotion de l'emploi des jeunes. Toujours dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, le Niger a adopté une politique nationale de protection sociale (PNPS) en 2011. Cette dernière vise à atténuer la vulnérabilité des groupes défavorisés et à aider les populations à faire face aux risques les plus significatifs⁶⁶ (HABI, 2011). Elle cherche également à apporter des appuis aux jeunes pour leur insertion sociale en leur garantissant des formations appropriées au marché de l'emploi. Nombreuses sont donc les politiques et stratégies (sans compter les programmes et projets) initiées pour tenter de résoudre les problèmes de l'emploi et de la pauvreté. En présence de toutes ces mesures, quelle est la situation de l'emploi des jeunes dans les grandes villes? De l'année 2014 à aujourd'hui, le Niger enregistre moins de taux de chômage grâce au programme de la présidence avec "La Renaissance", qui est en bon train même si beaucoup reste à faire, pour que le jeune nigérien se rassure d'un avenir stable grâce à un emploi digne et rémunérateur de revenu. (Ibid.)

Afin de clore ce chapitre sur les jeunes en Afrique, notons que cette potentialité, à savoir la jeune population dont regorge le continent est à la fois une force mais aussi une faiblesse. Une faiblesse qui freine l'économie des Etats africains grâce à un sérieux manque d'insertion et de

création d'emplois formels pour cette frange de la population. Ce chômage des jeunes conduit à la dépravation, à l'immigration, à la création d'emplois informels, à la prostitution, à la mendicité, à des instabilités politiques et aux tensions sociales. A l'instar de cette faiblesse, la jeunesse africaine peut être un atout pour l'économie du moment que des emplois stables, non précaires sont créés pour les millions de jeunes accédant chaque année au marché du travail.

Enfin, Les politiques gouvernementales mozambicaines et nigériennes, bancaires, associatives et organismes internationales doivent conjuguer leurs efforts afin de mettre des perspectives en place pour mieux insérer professionnellement les jeunes, par la création d'entreprises, d'industries, des projets mais aussi par des subventions et la mise en place des formations professionnelles rigoureuses afin que le continent africain entre en lice, à côté des plus grands continents émergents.

Partie empirique

Chapitre IV :

**Présentation du terrain et l'Analyse et
l'Interprétation des données de la
recherche**

Chapitre IV : Présentation du terrain et l'analyse et l'interprétation des données de la recherche

Partie I : Présentation du terrain

Conception et réalisation de l'enquête

Dans cette partie, nous allons présenter l'enquête que nous avons menée à travers son échantillon, ses lieux de déroulement, sa durée, et les grands axes des questions posées. Cette section fera également un objet d'explication du déroulement de notre enquête à travers la collecte, l'analyse et l'interprétation des données recueillies.

I. Présentation de l'enquête

L'enquête de notre travail a été réalisée par questionnaire auprès des étudiants mozambicains et nigériens, des deux genres dans les wilayas tels : Béjaïa (ville), la commune d'Amizour, la wilaya de Blida, de Tizi-Ouzou et celle d'Oran. En effet ces lieux ont été choisis du fait qu'ils accueillent grâce aux universités, les étudiants des deux nationalités nous intéressant dans le cadre de notre enquête et c'est parmi ces wilayas qu'on a pu avoir des volontaires afin de répondre à un questionnaire.

A cet effet, l'enquête a été lancée le 12 Juillet 2020 et a ainsi pris fin le 15 Août de la même année. Nous avons procédé par la distribution d'un questionnaire comportant trente quatre (34) questions, divisées en deux parties, à savoir, une première partie consacrée au volet du vécu social des étudiants comportant ainsi vingt-et-deux (22) questions, qui nous ont permis de mieux nous renseigner sur la vie réelle de l'étudiant avant et durant son séjour en Algérie. Au cours de cette partie, nous avons identifié, le lieu de résidence, la nationalité, le sexe, l'âge, le lieu de scolarisation, le type d'établissement fréquenté, nous avons également voulu savoir si ces étudiants ont eu des connaissances ou proches ayant fait leurs études en Algérie, ensuite, la date d'inscription à l'université, les fonctions professionnelles qu'occupent leurs parents, ce qui donne sens à leur vie, leurs occupations en dehors du campus universitaire, leur sentiment d'appartenir à une classe sociale au sein de leur pays, si la religion influence leurs prises de décisions, les raisons du choix de l'Algérie comme pays pour passer leurs cursus universitaires, leurs sentiments par rapport au pays d'accueil, leurs conditions d'hébergement et de restauration, leurs fréquentations, s'ils souhaitent ou pas rentrer pendant les vacances d'été, leurs moyens financiers et leurs rapports avec les autres personnes qu'ils côtoient et enfin s'ils se sentent intégrer au sein de la société algérienne.

Et la seconde partie, vouée aux perspectives d'avenir de ces étudiants enquêtés, regroupant en tout, douze (12) questions, qui nous ont également renseignées sur ce à quoi aspirent les étudiants mozambicains et nigériens, une fois leurs cursus terminés en Algérie. Ce

Chapitre IV : Présentation du terrain et l'analyse et l'interprétation des données de la recherche

volet regroupe des questions sur leur avenir professionnel, comment se voient-ils réussir, dans quel pays pensent-ils réussir, quels sont leurs priorités dans la vie d'après les études, aussi des questions concernant leur diplôme par rapport au marché du travail, à leur vie matrimoniale, leur sentiment face à la politique de la promotion des jeunes dans leur pays respectif, ainsi que leurs chances de réussite.

II. Déroulement de l'enquête

Avant de formuler le questionnaire en bonne et dûe forme, nous avons menés une pré-enquête auprès de quelques étudiants se trouvant à Bejaia pour ainsi délimiter notre questionnaire afin de se rendre compte de leurs perceptions à propos de notre sujet d'étude. Cette pré-enquête nous a ainsi permis de poser des questions ouvertes aux étudiants, leur laissant donner leurs impressions sur des sujets. Dès lors, grâce à cette pré-enquête nous avons pu formuler notre questionnaire que nous avons distribués d'abord aux étudiants se trouvant dans la Wilaya de Béjaia, ensuite avec l'allègement des restrictions dû au confinement provoqué par la crise sanitaire du Covid-19, nous avons pu acheminer nos questionnaires à Amizour, où se trouve une grande partie des étudiants inscrits à l'université de Béjaia. Pour ce qui est des Wilayas telles que Blida, Tizi-Ouzou et Oran, nous avons envoyer un formulaire de questionnaire numérique afin que nos contacts puissent l'imprimer et le distribuer à notre échantillon d'étude, à savoir les étudiants mozambicains et nigériens se trouvant sur place. Ainsi, plus d'un mois après, nous avons pu récupérer 150 des 200 questionnaires toutes wilayas confondus que nous avons envoyés, les 50 ayant pris du retard, nous avons opté avec l'aval de notre encadreur de continuer à travailler avec les 150 questionnaires. Dès lors, à Béjaia nous avons eu 35 questionnaires, à Amizour, 60, à Blida 25, à Tizi-Ouzou 20 et à Oran 10, ce qui fait un total de 150 questionnaires.

Avec la collecte des données étant effectuée, nous avons procéder à l'informatisation des données reçues grâce au logiciel SPHINX. Cette étape s'était faite d'abord par l'installation du logiciel, ensuite nous avons introduit les questionnaires afin de procéder à la collecte des données, à l'analyse et à l'interprétation des résultats.

III. Les difficultés rencontrées

Au cours de cette enquête, nous avons rencontrés quelques difficultés :

- La crise sanitaire mondiale et en Algérie en particulier nous a freiner dans la distribution et la récupération des questionnaires du fait du confinement et des restrictions dans les déplacements, ce qui nous a pris beaucoup de temps.
- Inaccessibilité à l'université, donc aux ouvrages de la bibliothèque mais aussi des séances d'encadrement très limitée si ce n'est par téléphone.
- Manque d'informations, de mémoire institutionnelle et des données concernant l'Afrique.
- Une fois les questionnaires récupérés, on a eu des difficultés à trouver le logiciel Sphinx compatible mais aussi à le maîtriser , ce qui nous à également pris beaucoup de temps car on avait essayer le SPSS, qui lui-même ne marchait pas.
- Les conditions de confinement ont également jouées un rôle capital dans notre motivation et notre moral à continuer à travailler.

Ainsi, après la présentation et le déroulement de l'enquête, nous allons dans la prochaine partie, spécifier notre échantillon d'étude.

IV. Présentation de l'échantillon

Les étudiants de nationalité mozambicaine et nigérienne en Algérie est notre cible durant cette enquête. Dès lors, le sexe et l'âge sont déterminés au fur et à mesure qu'on avance dans l'enquête.

En somme, 150 étudiants ont répondu à notre questionnaire, dont 81 de la nationalité mozambicaine (54%) et 69, celle nigérienne (46%). Parmi ces étudiants, 51,03% sont de sexe masculin contre 48,07% de sexe féminin. L'âge de ces étudiants varie de 16 ans à 25 ans et plus et on dénote que la majorité, dont 82% proviennent des villes urbaines dans leur pays respectifs contre seulement 13,03% des communes rurales et enfin 4,07% qui ont étudiés à l'étranger, c'est-

Chapitre IV : Présentation du terrain et l'analyse et l'interprétation des données de la recherche

à-dire, en dehors de leur pays. Aussi, il est à noter que la plupart de ces étudiants ont fréquentés des établissements publics 53,03% contre 42,07% ayant étudiés dans des établissements privés mais aussi 4% ont effectués leurs études dans des établissements étrangers. Cette enquête étant réalisée dans 5 localités différentes, nous dénotons la wilaya de Béjaïa qui compte 23,03% des enquêtés, la commune d'Amizour comptant 40%, la wilaya de Blida à elle compte 16,07%, celle de Tizi-Ouzou compte 13,03% et enfin la wilaya d'Oran qui capitalise 6,07%.

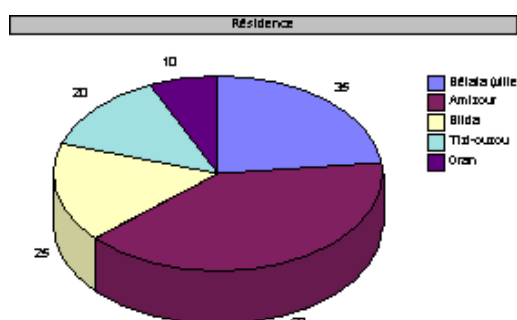
Partie II : Analyse et Interprétation des données de la recherche

I. Analyse et interprétation des données de partie vécu social

Tableau I.1 : La répartition de l'échantillon selon les Wilayas

Résidence	Nb. cit.	Fréq.
Béjaïa (ville)	35	23,3%
Amizour	60	40,0%
Blida	25	16,7%
Tizi-ouzou	20	13,3%
Oran	10	6,7%
TOTAL OBS.	150	100%

Source : enquête personnelle



Source : Graphique réalisé à partir des données du tableau I.1

La répartition de notre échantillon d'étude selon les wilayas, décrit la grande représentativité des localités telles qu'Amizour regroupant ainsi 40% de notre échantillon ensuite vient la wilaya de Bejaïa totalisant 23,03% et les wilayas telles que Blida, Tizi-Ouzou et Oran nous

Chapitre IV : Présentation du terrain et l'analyse et l'interprétation des données de la recherche

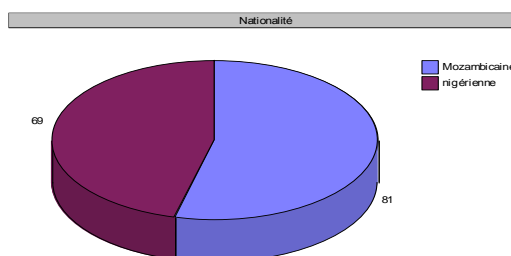
ayant permis de compléter notre enquête afin d'avoir un large spectre d'enquêtés qui totalisent en tout 36,07% de notre échantillon.

En effet, la wilaya de Bejaia y compris la commune d'Amizour, regroupe 63,3% de notre échantillon cela n'empêche pas qu'ils partagent les mêmes universités. Ainsi avec l'habilitation et l'ouverture de nouvelles résidences en 2017, la direction des œuvres universitaires (DOU) à juger plus utiles que les étudiants internationaux censés étudier à l'université de Bejaia, de rejoindre les résidences universitaires d'Amizour du fait d'une surcharge et de manque de places dans les résidences universitaires de Bejaia. Ainsi nous remarquons une plus grande présence d'étudiants à Amizour qu'à Bejaia mais partageant les mêmes universités, à savoir Abderrahmane Mira et Targa Ouzemour, du fait du nombre accru de leurs arrivés durant ces trois dernières années. Ce concernant les autres wilayas, à savoir : Blida, Tizi-Ouzou et Oran, nous avons voulu voir au-delà de la Wilaya de Bejaia pour ainsi nous mettre au parfum des réalités que vivent les étudiants mozambicains et nigériens dans lesdites wilayas. Leur représentation est restreinte du fait de l'inaccessibilité aux résidences universitaires dues aux restrictions administratives découlant de la crise sanitaire.

Tableau I.2 : Répartition de l'échantillon selon la nationalité

Nationalité	Nb. cit.	Fréq.
Mozambicaine	81	54,0%
nigérienne	69	46,0%
TOTAL OBS.	150	100%

Source : enquête personnelle



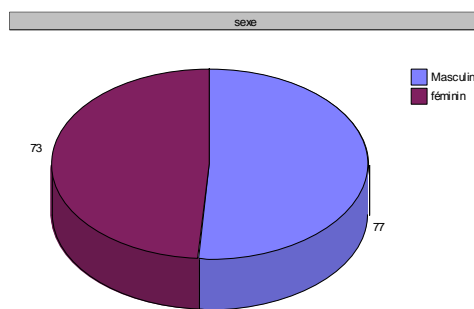
Source : Graphique réalisé à partir des données du tableau I.2

Au cours de notre étude ayant portée sur 150 étudiants, l'on notera que pour différencier les deux nationalités ciblées, on a recensé 81 mozambicains, regroupant 54% de notre échantillon et 69 nigériens représentant les 46%.

Chapitre IV : Présentation du terrain et l'analyse et l'interprétation des données de la recherche

Tableau I.3 : Répartition de l'échantillon selon le sexe

sexe	Nb. cit.	Fréq.
Masculin	77	51,3%
féminin	73	48,7%
TOTAL OBS.	150	100%



Source : enquête personnelle

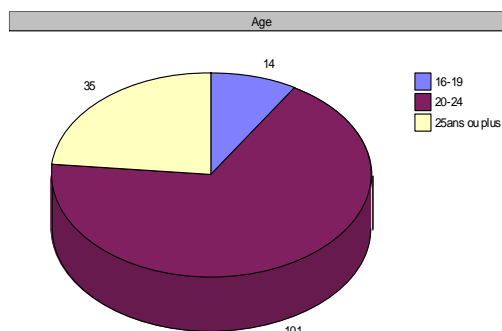
Source : Graphique réalisé à partir des données du tableau I.3

Comme le tableau l'indique, le nombre des enquêtés masculin domine notre échantillon avec une représentativité de 51,03%, soit 77 étudiants des deux nationalités à savoir, celle mozambicaine et nigérienne. Le genre féminin représente 48,07% soit 73 étudiantes.

La répartition selon le sexe nous montre un taux presque équilibré entre le genre masculin (51,3%) et féminin (48,7%), cela grâce aux politiques gouvernementales, non-gouvernementales (ONG) et des partenaires financiers dans la sensibilisation de la scolarisation massive des jeunes filles entamées ces dernières années et aussi, une forte présence du genre féminin du fait de la mondialisation et des égalités de chances entre genres.

Tableau I.4 : Répartition de l'échantillon selon l'âge :

Age	Nb. cit.	Fréq.
16-19	14	9,3%
20-24	101	67,3%
25ans ou plus	35	23,3%
TOTAL OBS.	150	100%



Source : enquête personnelle

Source : Graphique réalisé à partir des données du tableau I.4

Ce tableau nous renseigne sur la référence de notre échantillon en fonction de leur âge, ainsi nous pourrions remarquer que la majorité avec un taux de 67,3% sont âgés de 20 à 24 ans ensuite vient ceux qui ont 25 ans ou plus avec 23,3% et enfin les plus jeunes qui sont de 9,3%.

Samuel N. Eisenstadt qui affirmait que « la définition culturelle de l'âge est un important constituant de l'identité d'une personne(...)»⁶⁹ (Eisenstadt S.N, Erikson E.H,1963, p 29-50). », c'est

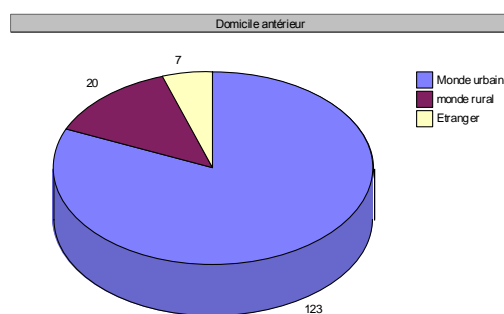
Chapitre IV : Présentation du terrain et l'analyse et l'interprétation des données de la recherche

ainsi que la lecture de ce tableau nous montre que les étudiants dont l'âge varie entre 16 ans et 19 ans sont généralement inscrits en première année de l'université et ceux allant de 20 ans à 24 ans sont en cycle de licence voire en fin de cycle master et la catégorie d'âge de 25 ans ou plus, sont les étudiants ayant repris une ou plusieurs fois l'année ou particulièrement les étudiants mozambicains qui sont lusophones, qui sont donc enclins à effectuer une année de langue française, ce qui prolonge leur séjour d'études en Algérie plus que les francophones n'ayant pas besoin d'apprentissage de la langue universitaire.

Tableau I.5 : Répartition de l'échantillon selon le lieu de scolarisation antérieure

Domicile antérieur	Nb. cit.	Fréq.
Monde urbain	123	82,0%
monde rural	20	13,3%
Etranger	7	4,7%
TOTAL OBS.	150	100%

Source : enquête personnelle



Source : Graphique réalisé à partir des données du tableau I.5

Les données de ce tableau nous renseignent sur le domicile antérieur des étudiants mozambicains et nigériens, ainsi on note que la majorité, à savoir 82% d'entre eux ont obtenu le Baccalauréat dans des villes urbaines comparé à 13,3% l'ayant obtenu dans des communes ou « monde rural » et enfin seulement 4,7% de ces étudiants étaient domiciliés à l'étranger au moment de l'obtention de leur Baccalauréat.

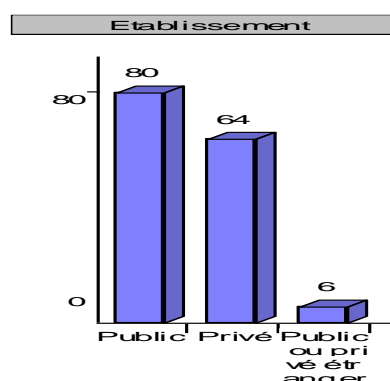
Ces chiffres nous prouvent que les étudiants mozambicains et nigériens en Algérie dans leur majorité sont issus des grandes villes de leur pays respectifs. Cela s'explique par leur accès aux informations sur les opportunités à saisir pour des études à l'étranger et aussi leur proximité avec les différentes administrations se chargeant de l'éducation. De par ces résultats on pourra déduire aussi d'une présence des relations et des influences sociales à travers le choix du pays d'étude des enfants grâce aux parents et proches. Ainsi le cas du Niger, s'avère un exemple du moment où des inscriptions libres sont ainsi permises, c'est-à-dire, sans pour autant être boursier de son pays, contrairement aux étudiants mozambicains qui sont à 100% des étudiants boursiers.

Chapitre IV : Présentation du terrain et l'analyse et l'interprétation des données de la recherche

Tableau I.6 : Répartition de l'échantillon selon les types d'établissement fréquenté :

Etablissement	Nb. cit.	Fréq.
Public	80	53,3%
Privé	64	42,7%
Public ou privé étranger	6	4,0%
TOTAL OBS.	150	100%

enquête personnelle



Source :

Source : Graphique réalisé à partir des données du tableau I.6

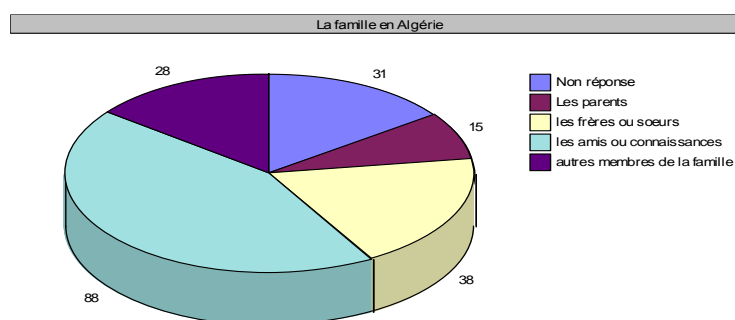
De par les caractères de ces données, les établissements les plus fréquentés par notre échantillon d'étude sont de type public avec 53,3% et en deuxième position viennent les établissements privés avec un taux de 42,7% et enfin ceux public ou étranger, 4%.

Les données de ce tableau interprète que ceux ayant fait leurs études secondaires dans le cadre public sont plus présents dans les universités publiques en Algérie que ceux ayant étudiés dans des écoles privés ou à l'étranger. Ceci peut s'expliquer par les moyens financiers des parents car ceux ayant suivi leurs cursus secondaire à l'étranger sont plus enclins à poursuivre leurs études supérieures dans des écoles ou universités privés.

Tableau I.7 : Répartition de l'échantillon selon l'arrivée antérieure des connaissances en Algérie

La famille en Algérie	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	31	20,7%
Les parents	15	10,0%
les frères ou soeurs	38	25,3%
les amis ou connaissances	88	58,7%
autres membres de la famille	28	18,7%
TOTAL OBS.	150	

Source : enquête personnelle



Source : Graphique réalisé à partir des données du tableau I.7

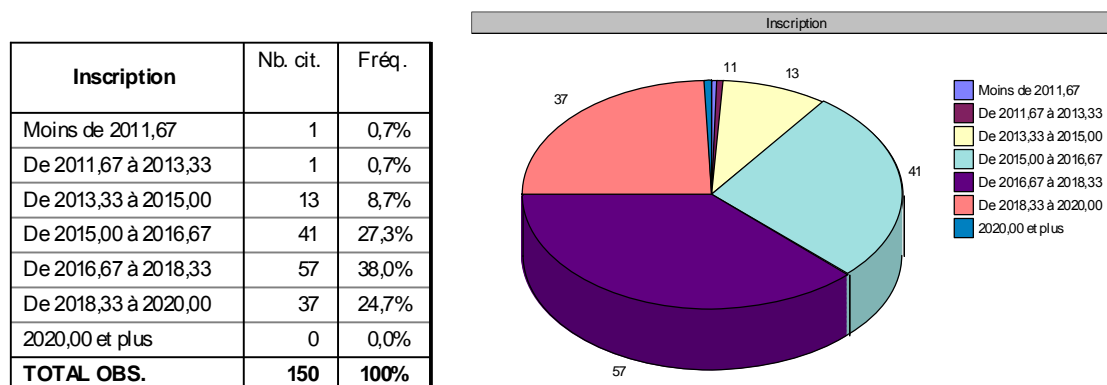
Parmi les 150 enquêtés, on constate une fréquence de 58,7% ayant des amis ou connaissances avant d'arriver en Algérie, 25,3% la fréquence des étudiants ayant eu des frères ou /et sœurs, 18,7% ayant eu d'autres membres de famille, non spécifiés, 10% est la fréquence

Chapitre IV : Présentation du terrain et l'analyse et l'interprétation des données de la recherche

de ceux dont leurs parents y étaient et enfin, 20,7% de non réponses, c'est-à-dire, qui n'ont pas eu connaissance d'une tierce personne en Algérie.

Ces chiffres statistiques montrent que parmi les étudiants mozambicains et nigériens, seulement 20,7% n'ont pas de connaissances ou de parents ayant étudiés antérieurement en Algérie contre 79,3% ayant soit des parents, des frères, des sœurs, des amis ou connaissances ou tout autre membre de la famille ayant déjà étudiés en Algérie.

Tableau I.8 : Répartition de l'échantillon selon l'année d'inscription



Source : enquête personnelle

Source : Graphique réalisé à partir des données du tableau I.8

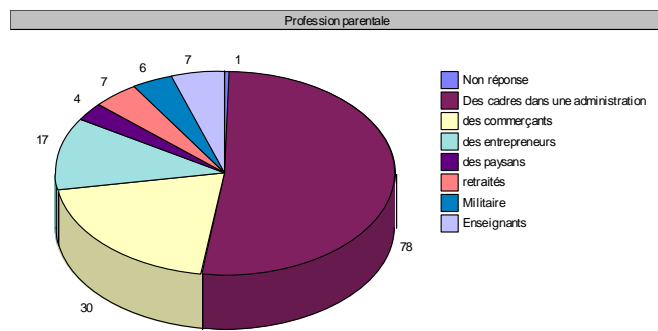
Le tableau ci-dessus fait cas de la première année d'inscription à l'université de notre population d'étude. Ainsi, on pourra déduire qu'en 2020, peu d'étudiants inscrit en 2010 s'y retrouvent en Algérie, ils représentent en effet moins d'un pourcent, et que la majorité parmi ces enquêtés sont inscrits entre 2016 et 2018, à eux seuls, ils représentent 38%, ensuite les étudiants de 2015 à 2016, qui sont de 27,03% et enfin ceux inscrits de 2018 à 2020 sont de 24,07%.

La lecture du tableau fait ressortir qu'il y'a toujours des étudiants à l'université qui s'étaient inscrits il y'a dix ans de cela mais qui sont très peu nombreux et qui s'explique par le fait soit de prolonger leurs études universitaires soit ils sont en échec ou dans une phase de blocage dans leurs cursus contre la majorité des étudiants s'étant inscrits entre 2015 et 2019, qui jusque-là peuvent prédire le signe d'un cursus normal.

Chapitre IV : Présentation du terrain et l'analyse et l'interprétation des données de la recherche

Tableau I.9 : Répartition de l'échantillon selon les professions parentales :

Profession parentale	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	1	0,7%
Des cadres dans une administration	78	52,0%
des commerçants	30	20,0%
des entrepreneurs	17	11,3%
des paysans	4	2,7%
retraités	7	4,7%
Militaire	6	4,0%
Enseignants	7	4,7%
TOTAL OBS.	150	100%



Source : enquête personnelle

Source : Graphique réalisé à partir des données du tableau I.9

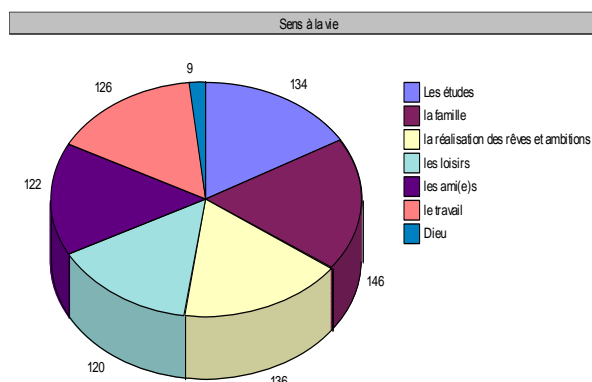
Les professions parentales représentées dans le tableau ci-dessus montrent une domination nette des étudiants mozambicains et nigériens ayant des parents comme cadres dans une administration, 52%, ensuite vient ceux travaillant dans le secteur du commerce, 20%, ensuite ceux qui sont entrepreneurs, 11,3%. Quant aux parents retraités et enseignants, ils regroupent 8,14%, dont chacun représentent 4,7%, ensuite vient les militaires avec 4% et enfin, on note une non-réponse de 0,7%.

Ces chiffres nous montrent que les étudiants ayant des parents travaillant dans un cadre administratif ont plus d'opportunité quant à une inscription au sein d'une université internationale ceci est liée aux connaissances et aux relations qu'entretiennent les différentes administrations et personnes afin de faciliter l'accès à leurs proches au sein de ses universités, telles que celles d'Algérie en particulier. Ce concernant les parents commerçants et entrepreneurs, respectivement représentent, 20% et 11,3% de notre échantillon, ce taux s'explique par le fait qu'ils ont un niveau financier moyen, leur permettant également la prise en charge de leurs enfants une fois à l'étranger et cela en dépit d'une bourse. Les parents retraités 4,7%, quant à eux ont une certaine notoriété dans les services administratifs mais aussi sont très informés des opportunités des bourses d'études, ce qui pèse aussi dans l'arrivée de certains étudiants en Algérie. Enfin, plus l'étudiant à des proches dans les administrations plus il est susceptible de décrocher des bourses d'études dans d'autres pays en général et en Algérie, en particulier.

Chapitre IV : Présentation du terrain et l'analyse et l'interprétation des données de la recherche

Tableau I.10 : Répartition de l'échantillon selon le sens de la vie

Sens à la vie	Nb. cit.	Fréq.
Les études	134	89,3%
la famille	146	97,3%
la réalisation des rêves et ambitions	136	90,7%
les loisirs	120	80,0%
les ami(e)s	122	81,3%
le travail	126	84,0%
Dieu	9	6,0%
TOTAL OBS.	150	



Source : enquête personnelle

Source : Graphique réalisé à partir des données du tableau I.10

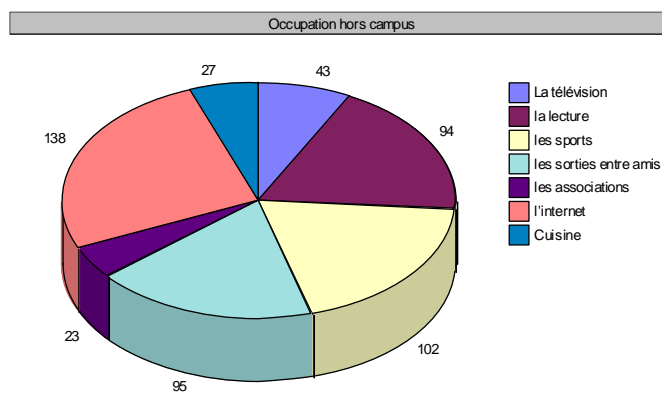
Comme nous l'indique ce tableau, nous avons l'ambition de décrire ce qui donne réellement sens à la vie aux étudiants en fonction du degré d'importance. Dès lors, nous pouvons remarquer que la famille, représentée à 97% est ce qui donne le plus de sens de vie à notre échantillon ensuite vient la réalisation des rêves et ambitions avec un taux de 90,7%, en troisième position vient les études avec 89,3%, suivi du travail qui est de 84%, ensuite les ami(e)s à 81 ; 3%, les loisirs à 80% et enfin 6% pour ce concernant Dieu.

La fréquence de ces données nous prouve que la majorité des étudiants mozambicains et nigériens tiennent en premier lieu à leur famille du fait d'un certain attachement émotionnel et sentimental, ensuite vient l'esprit de réalisation des rêves et ambitions. Ceci s'explique par le fait que les jeunes sont plein d'enthousiasme et ont des rêves qu'ils veulent réaliser, car comme l'affirme François de SINGLY, « les jeunes sont dans des conditions sociales et psychologiques qui leur permettent d'accéder à une certaine autonomie sans pour autant disposer des ressources notamment économiques suffisantes pour être indépendants de leurs parents »⁶⁷ (De SINGLY, 2000, p13) cela leur donne plus de force à imaginer comment pourrait être leur vie d'adulte, les conditions et perspectives pour enfin mettre en place une vie souhaitée. Les études vient en troisième position, cela explique par le fait que pour la plupart d'entre eux, les études universitaires sont les moyens les plus sûrs et fiables dans la réalisation des rêves et leur autosatisfaction mais aussi de celle de la famille. Par ces chiffres, le travail occupe la quatrième place avec une fréquence de 84%, cela démontre un certain sursaut et une impatience des jeunes face à leur ambition de réalisations, car comme on le remarque, le travail vient après la réalisation des rêves et ambitions, ce qui n'est tout à fait pas d'ordinaire chez ses jeunes qui veulent ainsi sauter les étapes. Enfin notons que ce qui donne sens à la vie de ces enquêtés reste aussi les ami(e)s et les loisirs ayant une fréquence équilibrée.

Chapitre IV : Présentation du terrain et l'analyse et l'interprétation des données de la recherche

Tableau I.11 : Répartition de l'échantillon selon leurs occupations en dehors du campus

Occupation hors campus	Nb. cit.	Fréq.
La télévision	43	28,7%
la lecture	94	62,7%
les sports	102	68,0%
les sorties entre amis	95	63,3%
les associations	23	15,3%
l'internet	138	92,0%
Cuisine	27	18,0%
TOTAL OBS.	150	



Source : enquête personnelle

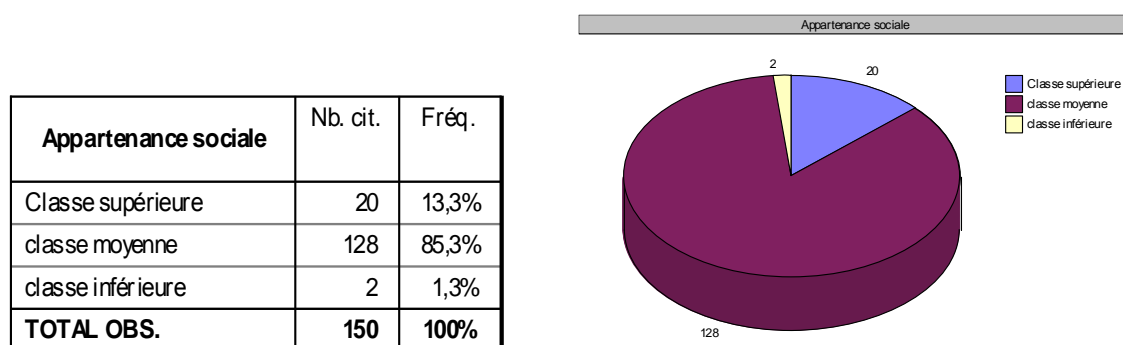
Source : Graphique réalisé à partir des données du tableau I.11

Sur ce tableau, nous avons souhaité apprendre plus sur l'occupation des étudiants mozambicains et nigériens en dehors du campus universitaire et en fonction du degré nous remarquons que l'utilisation d'internet domine largement les occupations avec 92% ensuite vient les sports avec 68%, en troisième position ce sont les sorties entre ami(e)s avec 63,3%, la lecture est quatrième avec un taux de 62,7 ensuite vient la télévision avec 28,7% et enfin la cuisine avec 18% et enfin vient les associations avec 15,3%.

La fréquence de ce tableau, nous montre que la majorité de notre échantillon occupe leur temps avec la connexion internet ce qui est indispensable pour communiquer à travers le monde, faire des recherches pour des travaux et un moyen de s'évader de la routine ensuite avec une fréquence de 68%, les sports sont les deuxième occupations des étudiants, ils peuvent aller du simple footing au football, basketball, handball, musculation, fitness. La troisième place dédiée aux sorties entre ami(e)s est un moment de partage, d'évasion et de découverte des sites touristiques algériens pour une meilleure culture et construction de soi. Les étudiants sont aussi emmenés à lire afin d'acquérir des connaissances, ce qui place cette activité en quatrième position et enfin la télévision (28,7%), l'art culinaire (18%) et le temps consacré à des associations (15,3%) n'occupent pas une grande place dans les activités des étudiants.

Chapitre IV : Présentation du terrain et l'analyse et l'interprétation des données de la recherche

Tableau I.12 : Répartition de l'échantillon selon l'appartenance sociale



Source : enquête personnelle

Source : Graphique réalisé à partir des données du tableau I.12

Dans ce tableau, la classe moyenne pour les appartenances sociales des étudiants mozambicains et nigériens domine avec un taux de 85,3% contre 13,3% de la classe supérieure et enfin 1,3% de sentiment d'appartenance à la classe inférieure.

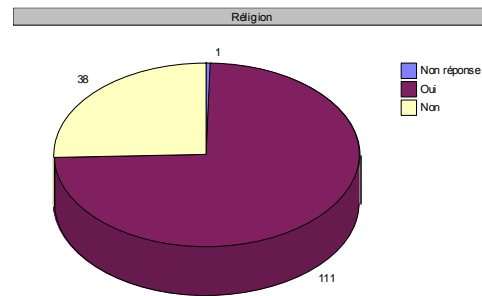
En effet, le sentiment d'appartenir à une classe sociale reste très important dans la vie des jeunes. Cela se définit par la position qu'occupent les parents dans la strate sociale, de par leurs fonctions, leurs rendements, l'historique de toute la famille. Ainsi, ces jeunes se sentent également concernés par cette position parentale attendant ainsi leur propre autonomie et indépendance entière afin de se tisser une toile et strate sociale. Dès lors, 85,3% se sentent appartenir à la classe moyenne, ce qui explique le secteur d'activité parentale considéré comme cadre moyen de l'Etat, à savoir, ceux travaillant dans une administration, les commerçants, les enseignants, les militaires et les retraités, regroupant à eux 85,4% de notre étude. Ensuite viennent les jeunes se sentant appartenir à une classe supérieure qui est de 13,3% cela coïncide aux fonctions parentales d'entrepreneurs qui est de 11,3%. Cette fonction étant considérée comme cadre supérieur au sein de l'organigramme étatique. Enfin 1,3% correspond à la classe inférieure ce qui prouve de près une le pourcentage des parents paysans, 2,7%, considérés dans les sociétés africaines, comme une fonction inférieure.

En bref, ces résultats montrent la dépendance des jeunes vis-à-vis de leurs parents s'agissant de l'appartenance sociale.

Chapitre IV : Présentation du terrain et l'analyse et l'interprétation des données de la recherche

Tableau I.13 : Répartition de l'échantillon selon les références à la religion dans la prise de décision

Réligion	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	1	0,7%
Oui	111	74,0%
Non	38	25,3%
TOTAL OBS.	150	100%



Source : enquête personnelle

Source : Graphique réalisé à partir des données du tableau I.13

Parmi les 150 enquêtés dans le but de savoir s'ils se réfèrent à la religion afin de prendre leurs décisions, 74% ont répondu favorablement contre 25,3% qui ont répondu de façon négative, c'est-à-dire qu'ils ne se réfèrent pas à la religion dans les prises de leurs décisions et on note également une non-réponse, 0,7%.

Ces pourcentages montrent clairement que la plupart de notre échantillon se réfère à la religion dans leurs prises de décision, cela s'explique par le fait que les états africains sont très conservateurs quant aux traditions, aux mœurs et aux croyances et 25,3% seulement prennent leurs décisions en fonction de la rationalité de la situation.

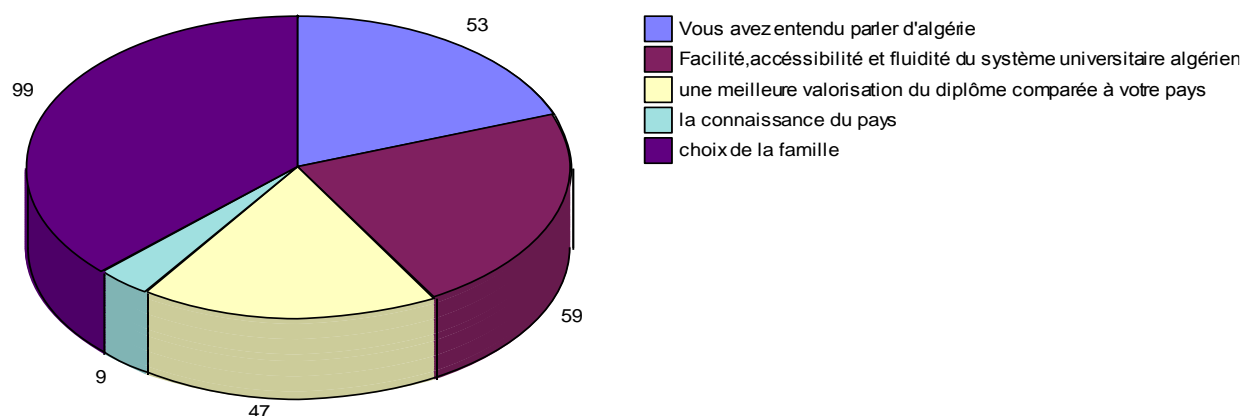
Tableau I.14 : Répartition de l'échantillon en fonction de la raison de choix de l'Algérie

Les raisons d'étude en Algérie	Nb. cit.	Fréq.
Vous avez entendu parler d'algérie	53	35,3%
Facilité,accessibilité et fluidité du système universitaire algérien	59	39,3%
une meilleure valorisation du diplôme comparée à votre pays	47	31,3%
la connaissance du pays	9	6,0%
choix de la famille	99	66,0%
TOTAL OBS.	150	

Source : enquête personnelle

Chapitre IV : Présentation du terrain et l'analyse et l'interprétation des données de la recherche

Les raisons d'étude en Algérie



Source : Graphique réalisé à partir des données du tableau I.14

Grâce au tableau ci-dessus, nous avons pu connaître les raisons ayant poussées les jeunes bacheliers mozambicains et nigériens à vouloir étudier en Algérie. Ainsi la première raison dominante reste le choix de la famille avec 66% ensuite vient la facilité, l'accessibilité et la fluidité du système universitaire algérien avec un taux de 39,3%, ensuite ceux ayant entendu parler d'Algérie qui est de 35,3%, ensuite ceux qui sont là pour une meilleure qualité du diplôme comparé à leur pays qui est de 31,3% et enfin ceux ayant connaissance du pays qui est de 6%.

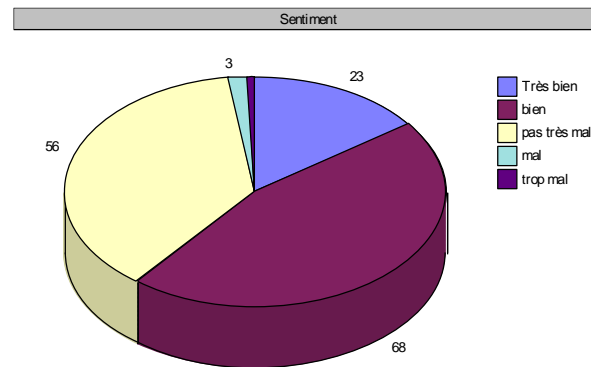
La lecture de ce tableau nous démontre que 66% des jeunes étudiants mozambicains et nigériens sont en Algérie par choix de leur famille, cela s'explique qu'au moment de l'obtention du baccalauréat, le jeune est encore très dépendant et est influencé par les décisions de ses pairs. Ces derniers grâce à une motivation et aux recommandations faites aux jeunes, utilisent leurs relations afin de concrétiser le projet d'une venue de leurs enfants en Algérie. Ce choix de la famille permet de reproduire la table des destinées, c'est-à-dire, les enfants doivent suivre le pas de leurs parents afin de se retrouver dans la même catégorie socioprofessionnelle. Parmi les raisons du choix de l'Algérie vient celle de la facilité et de la fluidité du système universitaire algérien. Un système LMD moins complexe que le système classique des autres pays de l'Afrique, en particulier, le Mozambique. L'information donnée par ceux qui ont déjà été en Algérie ou sur les réseaux sociaux aussi est une source de motivation permettant d'effectuer son choix. Notons aussi parmi ces choix, une meilleure valorisation du diplôme international pesant plus que le diplôme national dans le cadre de la recherche d'un poste de travail. Cette raison peut pousser les jeunes à vouloir étudier en Algérie afin d'augmenter leurs chances d'être recrutés dans leur pays respectif à l'instar de ceux ayant un diplôme national mais de même domaine. La connaissance du pays est un facteur important aussi dans le choix de continuer ses études même

Chapitre IV : Présentation du terrain et l'analyse et l'interprétation des données de la recherche

si l'on remarque que seul 6% de ces jeunes ont au moins une fois été en Algérie avant les études universitaires.

Tableau I.15 : Répartition de l'échantillon selon leur sentiment en rapport avec l'Algérie

Sentiment	Nb. cit.	Fréq.
Très bien	23	15,3%
bien	68	45,3%
pas très mal	56	37,3%
mal	3	2,0%
trop mal	0	0,0%
TOTAL OBS.	150	100%



Source : enquête personnelle

Source : Graphique réalisé à partir des données du tableau I.15

Le tableau I.9 fait état de ce que ressent notre échantillon en Algérie. En effet, 45,3% se sentent Bien contre 37,3% qui se sentent pas très mal, ensuite vient 15,3% se sentant très bien et enfin 2% qui sont mal.

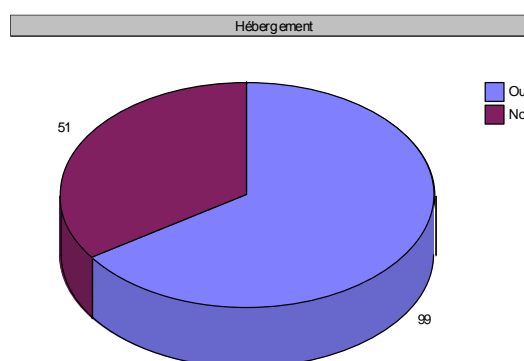
Dans le but de construire une vie qu'ils ont toujours rêver, les jeunes sont prêts à quitter leur pays où ils considèrent se sentir plutôt mal pour être dans un autre pays, en effet, 45,3% se sentant bien prouve que le fait d'être à l'étranger donne un sentiment de franchissement d'un pas vers un avenir radieux ensuite se complète les 15,3% qui se sentent « Très bien » dans la même lancée. Ensuite 37,3% de ces jeunes se sentent « pas très mal », due aux conditions qu'inspire leur titre de « jeune », c'est-à-dire, une vie précaire, sans emploi et dépendant de la famille et enfin viennent ceux qui ont le sentiment d'être « mal », représentant seulement 2%, ceux- là, ont du mal à s'intégrer et à s'insérer dans le système social, culturel et traditionnel algérien.

Chapitre IV : Présentation du terrain et l'analyse et l'interprétation des données de la recherche

Tableau I.16 : Répartition de l'échantillon selon les conditions d'hébergement

Hébergement	Nb. cit.	Fréq.
Oui	99	66,0%
Non	51	34,0%
TOTAL OBS.	150	100%

Source : enquête personnelle



Source : Graphique réalisé à partir des données du tableau I.16

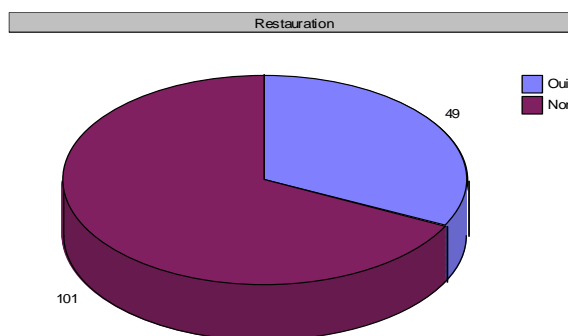
Ce tableau, lui nous démontre la satisfaction qu'éprouve notre échantillon par rapport à leurs conditions d'hébergement. Ainsi, 66% s'accordent sur le fait qu'ils sont bien héberger contre 34% qui affirment le contraire.

La satisfaction dans les conditions d'hébergement est nettement supérieure qu'à celle de l'insatisfaction, cela grâce aux moyens mis en place par les politiques gouvernementales dans les questions de l'hébergement de l'étudiant par des organismes telles que les Directions des Œuvres Universitaires (DOU) et les ministères étatiques.

Tableau I.17 : Répartition de l'échantillon selon les conditions de restauration :

Restauration	Nb. cit.	Fréq.
Oui	49	32,7%
Non	101	67,3%
TOTAL OBS.	150	100%

Source : enquête personnelle



Source : Graphique réalisé à partir des données du tableau I.17

Le tableau ci-dessus fait état des conditions de restauration au sein des résidences universitaires auxquelles 67,3% de notre échantillon s'accordent à ne pas apprécier contre 32,7% qui apprécient les services de restauration.

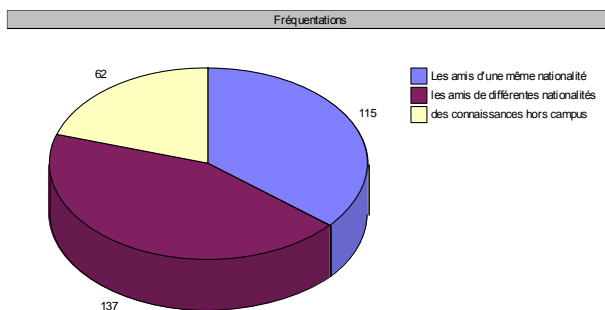
Chapitre IV : Présentation du terrain et l'analyse et l'interprétation des données de la recherche

En effet, 67,3% de notre échantillon montrant une insatisfaction quant à la restauration dans les résidences universitaires et cela pouvant s'expliquer par la différence et l'inadaptation en rapport à l'art culinaire algérien comparé à celui de leur pays respectif.

Tableau I.18 : Répartition de l'échantillon selon leurs fréquentations

Fréquentations	Nb. cit.	Fréq.
Les amis d'une même nationalité	115	76,7%
les amis de différentes nationalités	137	91,3%
des connaissances hors campus	62	41,3%
TOTAL OBS.	150	

Source : enquête personnelle



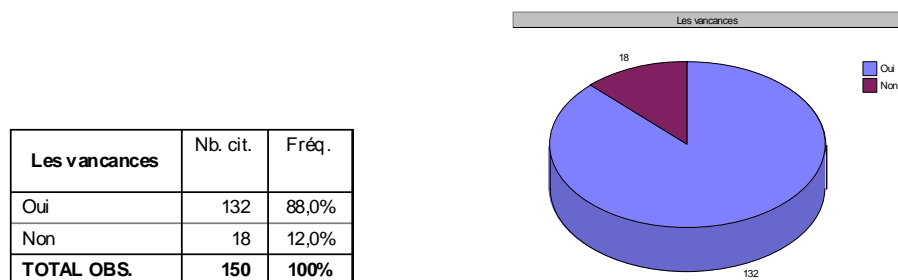
Source : Graphique réalisé à partir des données du tableau I.18

Les données de ce tableau nous font part des différents types de fréquentations qu'ont les étudiants, c'est-à-dire, qui est-ce qu'ils côtoient au cours de leur vie en Algérie, ainsi on pourra relever que la plupart de notre échantillon, entretiennent des relations surtout avec des étudiants d'autres nationalités et qui s'élève à 91,3% ensuite viennent les fréquentations avec les personnes de mêmes nationalités qui est de 76,7% et enfin, ceux qui ont sont en relation avec des autochtones s'élevant à 41,3%. Dès lors, on déduira que les étudiants internationaux se côtoient beaucoup plus entre eux qu'avec les algériens.

Ce constat dessine les fréquentations hors résidences universitaires limitées de ces étudiants mais aussi un sentiment de non-ouverture vis-à-vis des autochtones et vice versa.

Chapitre IV : Présentation du terrain et l'analyse et l'interprétation des données de la recherche

Tableau I.19 : Répartition de l'échantillon selon les désirs de rentrer en vacances au pays



Source : enquête personnelle

Source : Graphique réalisé à partir des données du tableau I.19

A la question de savoir si les étudiants préfèrent rentrer en vacances dans leur pays respectif ou non, 88% se sont prononcés favorablement contre seulement 12% qui restent en Algérie pour des raisons telles que le manque de moyens financiers pour prendre un billet d'avion dont leur fréquence est de 8%, ceux désirant rester en Algérie pour travailler dont leur fréquence s'élève à 5,3% et ceux souhaitant pour de simple raison de passer l'été en Algérie qui est de 12%. (Voir tableau I.20, pour les fréquences de ceux qui restent pendant les vacances d'été)

Tableau I.20 : Répartition selon l'échantillon des étudiants qui restent en Algérie pendant les vacances d'été.

Les vacances II	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	114	76,0%
Manque de moyens financiers	12	8,0%
souhait de passer les vacances dans le pays d'accueil	18	12,0%
opportunité de travail durant les vacances	8	5,3%
TOTAL OBS.	150	

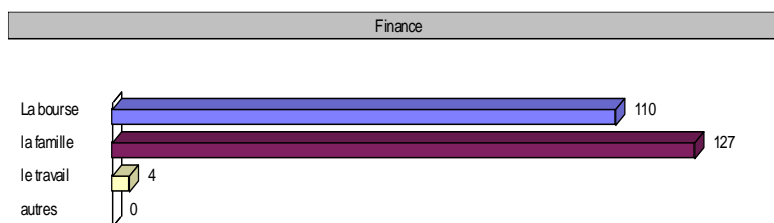
Source : enquête personnelle

La corrélation entre le Tableau I.19 et celui I.20 montre que ceux désirant rester en Algérie pendant les vacances d'été ont plusieurs raisons. La première ayant la plus grande fréquence est celle d'un souhait de passer les vacances d'été en Algérie, ceci leur permettrait de voyager, de découvrir une autre facette de la vie en Algérie, de faire des formations dans les instituts professionnels. La seconde raison citée est le manque de moyens afin de prendre un billet aller-retour et les charges. Ensuite vient l'opportunité de travail, c'est-à-dire, parmi ces étudiants, nombreux sont ceux qui font le commerce envoyant des produits dans leur pays mais aussi, ceux qui travaillent dans les chantiers de construction, un travail « précaire et au noir ».

Chapitre IV : Présentation du terrain et l'analyse et l'interprétation des données de la recherche

Tableau I.21 : Répartition de l'échantillon selon leurs moyens de financement

Finance	Nb. cit.	Fréq.
La bourse	110	73,3%
la famille	127	84,7%
le travail	4	2,7%
autres	0	0,0%
TOTAL OBS.	150	



Source : enquête personnelle

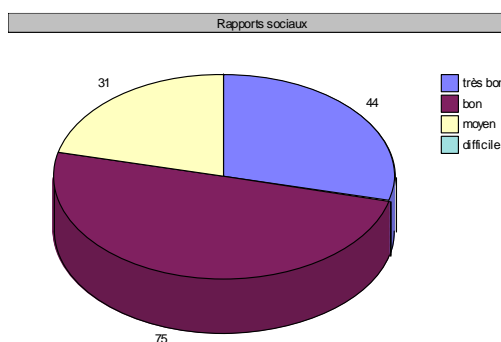
Source : Graphique réalisé à partir des données du tableau I.21

Concernant les différents moyens de financement des étudiants de notre population d'étude, l'échantillon inscrit dans le tableau I.13 montre avec persistance que les moyens de financement les plus fréquents sont ceux envoyés par la famille qui s'élève à 84,7% ensuite vient les moyens par la bourse qui est de 73,3% et enfin par le travail qui est de 2,7%. Ainsi on note une faible fréquence des étudiants mozambicains et nigériens qui travaillent afin de subvenir à leurs besoins, ces derniers étant satisfait par la famille et la bourse octroyer par leur propre pays mais aussi celle en Algérie.

Les étudiants étant majoritairement boursiers, l'on remarque que c'est la famille qui occupent la première place dans leur financement ce qui montre son indépendance matérielle malgré une forme d'autonomie dans sa vie sociale. Dès lors, la bourse elle-même vient en seconde place avec une fréquence de 73,3% car celle-ci n'est que trimestrielle et peut prendre du retard avant d'être perçue par l'étudiant, ce qui explique la nécessité d'une intervention familiale ou du travail représentant seulement 2,7%. Ce dernier étant un « travail au noir » dont la plupart du temps est un travail sur des chantiers de construction, est très peu fréquenté par les étudiants.

Tableau I.22 : Répartition de l'échantillon selon la qualité de leurs rapports

Rapports sociaux	Nb. cit.	Fréq.
très bon	44	29,3%
bon	75	50,0%
moyen	31	20,7%
difficile	0	0,0%
TOTAL OBS.	150	100%



Source : enquête personnelle

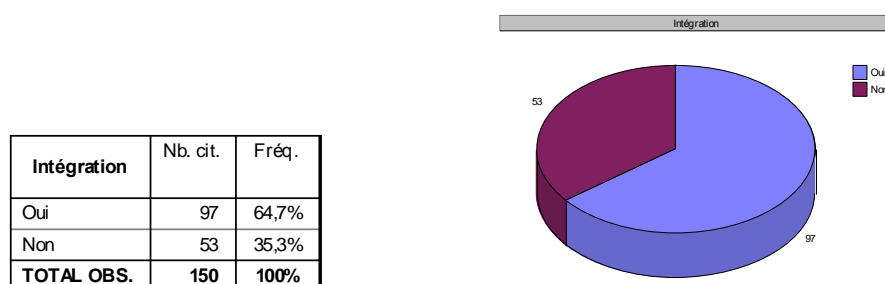
Source : Graphique réalisé à partir des données du tableau I.22

Chapitre IV : Présentation du terrain et l'analyse et l'interprétation des données de la recherche

Ce tableau décrit les rapports sociaux qu'entretiennent les étudiants avec les autres personnes qu'ils côtoient, ainsi on pourra noter que 50% des rapports sont bons, 29,3% considèrent qu'ils ont de très bons rapports et 20,7% des rapports sont considérés comme moyens.

La qualité des rapports sociaux qu'entretiennent les jeunes étudiants mozambicains et nigériens avec les autres personnes qu'ils côtoient sont considérés comme moyennement bons.

Tableau I.23 : Répartition selon l'échantillon de l'intégration des étudiants



Source : enquête personnelle

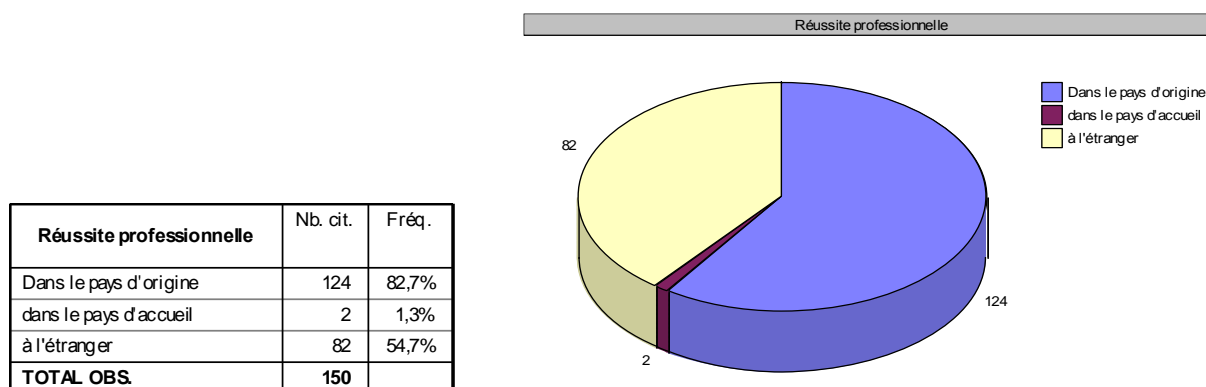
Source : Graphique réalisé à partir des données du tableau I.23

Sur les 150 étudiants ayant répondu à la question de savoir s'ils étaient intégrés au sein de la société algérienne, 64,7% ont répondu qu'ils se sentent intégrés contre 35,3% qui n'ont pas le sentiment d'être intégré au sein de ladite société.

Comme le Tableau I.22 indique la qualité des rapports sociaux, le tableau I.23 complète cette étude afin de s'enquérir du sentiment d'intégration. Dès lors, 64,7% de ces jeunes se sentent intégrés contre 35,3%...

II. Analyse et Interprétation de la partie : Perspectives d'avenir

Tableau II.1 : Répartition de l'échantillon selon le lieu de réussite professionnelle :



Source : enquête personnelle

Source : Graphique réalisé à partir des données du tableau II.1

Chapitre IV : Présentation du terrain et l'analyse et l'interprétation des données de la recherche

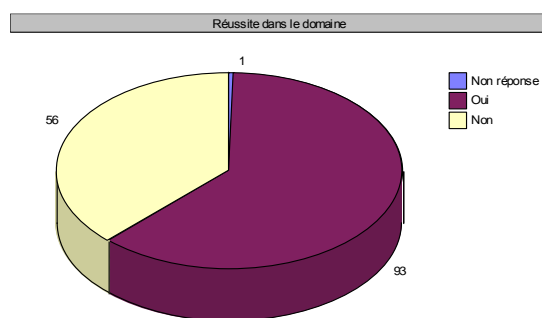
Les aspirations de notre échantillon d'étude à réussir sur un territoire donné, est représentées dans le tableau ci-dessus, en effet il rend compte des souhaits qu'ont ces étudiants à réussir leur vie professionnelle. Dès lors l'on remarquera que la fréquence la plus élevée qui est de 82,7% est celle où l'enquêté souhaite retourner dans son propre pays, car il pense réussir professionnellement là-bas, ensuite vient celle où ces étudiants pensent réussir à l'étranger, sur d'autres continents et enfin la fréquence la plus basse est de 1,3%, qui représente les étudiants pensant réussir également en Algérie.

De part ces résultats, nous pouvons déduire que les jeunes d'aujourd'hui commencent à voir en leur pays un eldorado dans la réussite professionnelle car la majorité veut se voir réussir professionnellement dans leur propre pays. Ainsi avec la fréquence de 82,7%, ces jeunes mozambicains et nigériens aspirent surtout à rester chez eux afin de construire quelque chose de concret et surtout au cours de notre enquête, nous avons pu remarquer que la plupart d'entre eux aimeraient entreprendre, d'où le nouvel état d'esprit d'entreprise. A l'instar de ceux souhaitant repartir dans leur pays, notons une fréquence de 54,7% de ceux désirant immigrer vers d'autres contrées, à savoir l'Europe, l'Amérique ou l'Asie. En effet, ces étudiants malgré une envie de rester chez eux, pensent également réussir professionnellement à l'extérieur du continent africain. Pour ces derniers, l'Afrique n'offrant pas assez d'opportunités pour l'intelligentsia, espèrent être mieux considérés par des Etats occidentaux mettant des moyens à dispositions afin d'accueillir cette frange de jeunes désirant l'épanouissement à la fois, intellectuel, économique, social et culturel. Enfin, remarquons également que très peu voir même une absence quasi-totale des enquêtés souhaitant rester en Algérie afin d'avoir une carrière professionnelle. Cela pourra s'expliquer par le fait que l'Algérie fait également parti du continent africain, avec le même ou presque, système de tous les Etats africains, d'où le manque d'intérêt de notre échantillon porter professionnellement en Algérie.

Tableau II.2 : Répartition de l'échantillon selon la réussite professionnelle dans le domaine d'étude universitaire :

Réussite dans le domaine	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	1	0,7%
Oui	93	62,0%
Non	56	37,3%
TOTAL OBS.	150	100%

enquête personnelle



Source : Graphique réalisé à partir des données du tableau II.2

Chapitre IV : Présentation du terrain et l'analyse et l'interprétation des données de la recherche

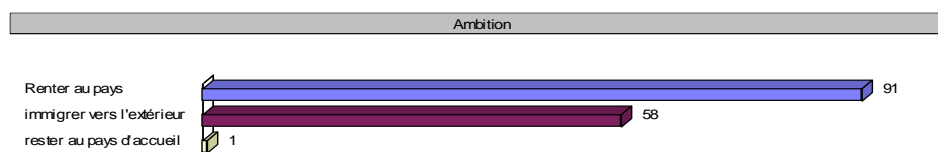
A la question de savoir si les étudiants pensent forcément réussir professionnellement grâce à leur domaine d'étude à l'université, 62% ont répondu positivement contre 37,3% ayant répondu non, c'est-à-dire, qu'ils ne pensent pas forcément réussir dans leur domaine d'étude et enfin notons, 0,7% de non-réponse.

La qualité du diplôme est l'une des choses les plus importantes pour ceux voulant réussir professionnellement, ainsi, 62% de nos enquêtés ont une certaine confiance en leur formation universitaire, car le pourcentage assez élevé nous prouve que leur diplôme est demandé sur le marché du travail même si cela s'avère légèrement subjectif car émanant d'une observation amateur. A contrario, 37,3% des jeunes enquêtés estiment ne pas forcément réussir dans leur domaine d'étude, cela s'explique par le fait que pour analyser la situation de la formation professionnelle, de l'enseignement technique ou de l'apprentissage, il faut les situer dans le schéma d'analyses suivant: le pôle "système social - système politique" et le pôle "système de production" sont en interaction avec le troisième pôle "système éducatif". Celui-ci joue la synergie ou la contradiction entre les deux autres. En Afrique où le système du marché du travail et celui des formations professionnelles ne sont pas en parfait équilibre pousse des jeunes formés dans des domaines à entamer dans leur vie professionnelle, un tout autre domaine, d'où la création de plusieurs secteurs d'activités informels.

Tableau II.3 : Répartition de l'échantillon selon les projets après le diplôme en Algérie :

Ambition	Nb. cit.	Fréq.
Renter au pays	91	60,7%
immigrer vers l'extérieur	58	38,7%
rester au pays d'accueil	1	0,7%
TOTAL OBS.	150	100%

Source : enquête personnelle



Source : Graphique réalisé à partir des données du tableau II.3

Le tableau II.3 répond à la question de que faire une fois un diplôme décrocher en Algérie, ainsi on pourra lire que 60,7% désirent rentrer dans leur pays respectifs contre 38,7% souhaitant immigrer vers l'extérieur et seulement 0,7% ouvre une alternative à rester dans le pays d'accueil, c'est-à-dire, l'Algérie.

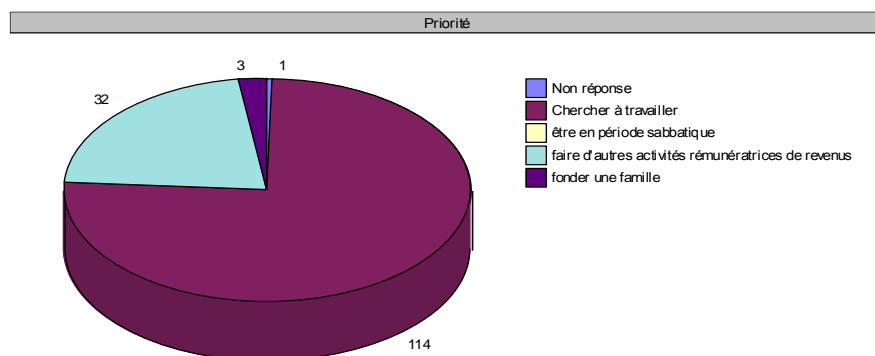
Chapitre IV : Présentation du terrain et l'analyse et l'interprétation des données de la recherche

La lecture du tableau ci-dessus nous peint l'ambition des jeunes mozambicains et nigériens. Ainsi, la plupart de ces jeunes programment de retourner dans leur propre pays afin d'entamer une vie professionnelle, ce qui d'apparence est un plus pour le continent africain mais peut aussi être source de problèmes quant aux systèmes mises en place par les politiques qui régissent le marché du travail en Afrique. Dans ce même contexte, des enquêtes menées par des banques telles que African Development Bank ou l'Asian Development Bank ont données comme résultats : sur le 73 millions de jobs créés entre 2000 et 2008, seulement 22% de jeunes ont pu décrocher un poste et le taux de chômage est deux fois plus élevé en 2016 que celui des plus de 25 ans. Ainsi ce sont 3 millions de postes formels pour 12 millions de candidats.⁶⁸ (Quentin Velluet, 2018).

Tableau II.4 : Répartition de l'échantillon selon la priorité après l'acquisition d'un diplôme :

Priorité	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	1	0,7%
Chercher à travailler	114	76,0%
être en période sabbatique	0	0,0%
faire d'autres activités rémunératrices de revenus	32	21,3%
fonder une famille	3	2,0%
TOTAL OBS.	150	100%

Source : enquête personnelle



Source : Graphique réalisé à partir des données du tableau II.4

Le tableau ci-dessus nous rend compte de la priorité de notre échantillon après l'acquisition de leur diplôme, ainsi nous lisons que la majorité, c'est-à-dire, 76% d'entre eux souhaitent directement accéder au monde du travail contre 21,3% souhaitant faire d'autres activités rémunératrices de revenus n'ayant pas de rapport avec leur diplôme ensuite vient 2% qui désirent fonder une famille et enfin 0,7% de non-réponse.

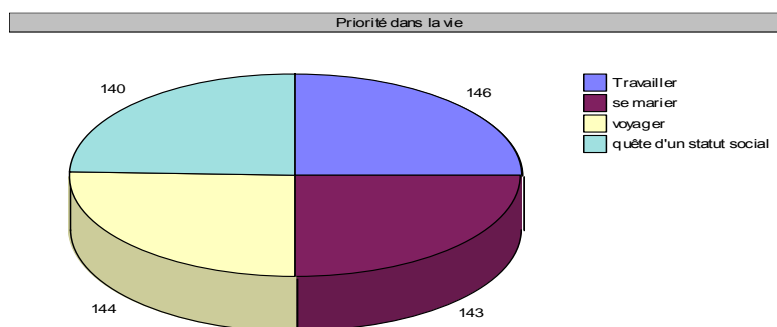
Chapitre IV : Présentation du terrain et l'analyse et l'interprétation des données de la recherche

Tous les jeunes ont pour objectif, la réussite professionnelle, dès lors, leur première priorité après avoir décroché leur diplôme, d'après notre enquête est la recherche du travail. Ces jeunes désirent rapidement s'enquérir de ce qu'est d'être adulte, ce qui les motive à vouloir travailler et non prolonger leur jeunesse. En plus de ceux désirant travailler, il y'a également la catégorie des jeunes étudiants qui veulent entamer de nouvelles activités, telle le commerce, le tourisme, le militantisme, c'est-à-dire qu'ils ne veulent pas directement s'insérer dans le domaine professionnelle. Les données de 2% représenté dans ce tableau sont les jeunes désirant directement fonder une famille, en générale on remarque que la plupart sont du genre féminin.

Tableau II.5 : Répartition de l'échantillon selon le degré d'importance des priorités dans leur vie :

Priorité dans la vie	Nb. cit.	Fréq.
Travailler	146	97,3%
se marier	143	95,3%
voyager	144	96,0%
quête d'un statut social	140	93,3%
TOTAL OBS.	150	

Source : enquête personnelle



Source : Graphique réalisé à partir des données du tableau II.5

Les degrés des priorités dans la vie de ces étudiants nous montre à quelle fréquence classent-ils leurs priorités, ainsi la fréquence la plus élevée est celle de travailler représentant 97,3% ensuite vient celle de vouloir voyager qui est de 96%, ensuite vient le souhait de se marier qui est de 95,3% et enfin le désir d'une quête de statut social qui est de 93,3%.

Les données statistiques de ce tableau nous renseignent sur les choses primordiales que les jeunes aimeraient accomplir dans leur vie, la fréquence la plus élevée est celle de travailler ensuite voyager et se marier et enfin, la quête d'un statut social. Ici l'on remarque que les jeunes veulent prolonger leur jeunesse tout en ayant une ou des activités rémunératrices de revenu et en

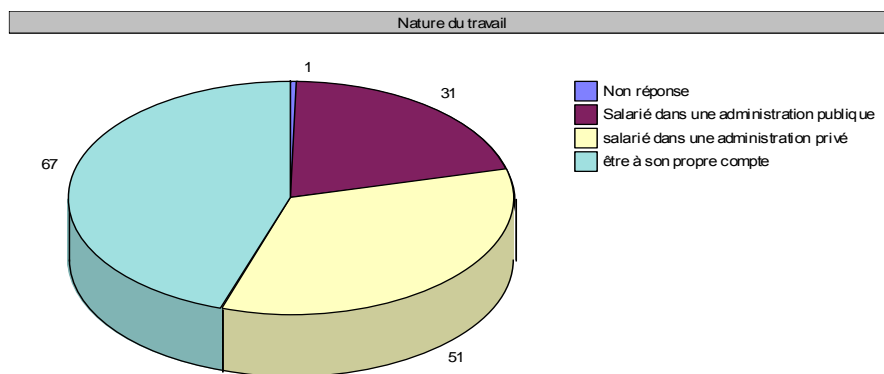
Chapitre IV : Présentation du terrain et l'analyse et l'interprétation des données de la recherche

déclinant ou reportant le fait de fonder une famille. Ainsi la dernière quête est celle d'un statut social, avec la modernité et la mondialisation, les jeunes ne sont plus vraiment intéressés par la quête d'un statut social en travaillant comme était la génération de leurs parents.

Tableau II.6 : Répartition selon l'échantillon le type de travail souhaité :

Nature du travail	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	1	0,7%
Salarié dans une administration publique	31	20,7%
salarié dans une administration privé	51	34,0%
être à son propre compte	67	44,7%
TOTAL OBS.	150	100%

Source : enquête personnelle



Source : Graphique réalisé à partir des données du tableau II.6

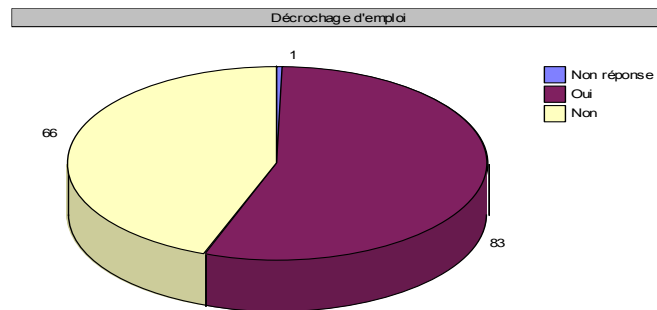
Pour rendre compte des aspirations concernant la nature du travail que ces enquêtés désirent, nous avons remarqué que la majorité préfèrent être à leur propre compte car ceux-là, représentent 44,7% ensuite viennent ceux souhaitant travailler dans une administration privé qui sont de 34%, ceux dans une administration publique qui de 20,7% en enfin 0,7% pour une non-réponse.

En Afrique, et en Mozambique ou au Niger, en particulier les jeunes sont beaucoup plus enclins à travailler dans « le noir », c'est-à-dire, le secteur informel car, le secteur formel n'arrive pas à couvrir et satisfaire les demandes d'emploi. Cette situation pousse les jeunes diplômés à être dans le secteur informel de par l'aspect de leurs activités, ou avec les nouveaux projets des ONG ou des politiques à soutenir les jeunes à entreprendre dans plusieurs domaines. Ensuite viennent ceux désirant travailler dans le privé, qui est considéré aussi comme un secteur plus prolifiques en terme de salaires et d'avantages et enfin ceux, à 20,7% désirant travailler dans les administrations publiques.

Chapitre IV : Présentation du terrain et l'analyse et l'interprétation des données de la recherche

Tableau II.7 : Répartition de l'échantillon selon les difficultés à décrocher un emploi :

Décrochage d'emploi	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	1	0,7%
Oui	83	55,3%
Non	66	44,0%
TOTAL OBS.	150	100%



Source ; enquête personnelle

Source : Graphique réalisé à partir des données du tableau II.7

En lumière des données de ce tableau, nous pouvons avancer que plus de la moitié des enquêtés c'est-à-dire, 55,3% pensent avoir des difficultés afin de décrocher un emploi sur le marché du travail contre 44% qui affirment le contraire et notons une non-réponse.

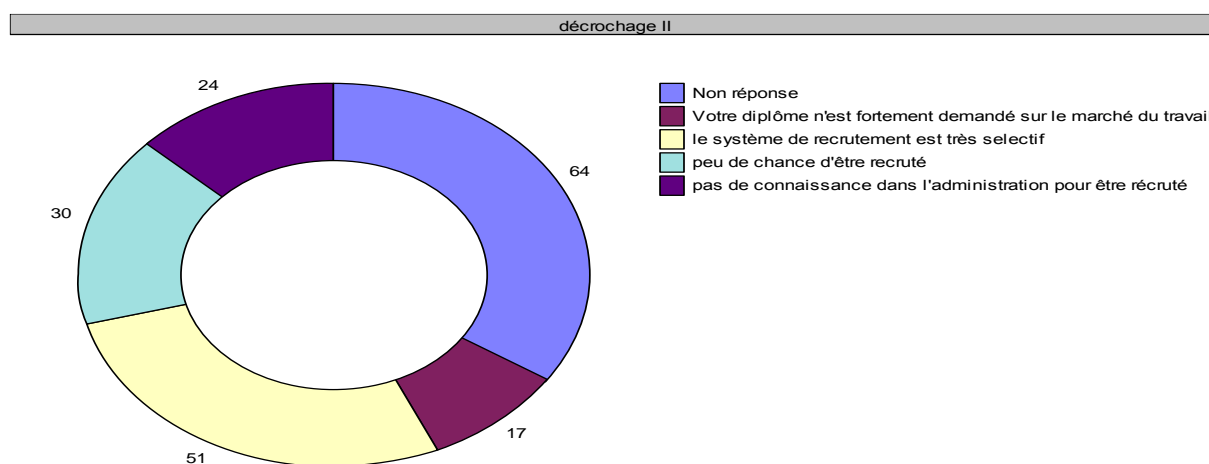
La majorité des jeunes pensent avoir des difficultés pour décrocher un poste d'emploi, en effet, le marché du travail n'absorbant pas les jeunes diplômés qui viennent chaque année sur le marché du travail, génère un manque de turn-over, de recrutement en masse mais aussi ce qui dérange le plus dans ce secteur d'activité reste la corruption, le népotisme et les mises en jeu des relations sociales dans le but d'un décrochage d'emploi et cela malgré les milliers de postes qui sont créés tous les ans. Cette frange représente 55,3% de nos enquêtés, ensuite vient celle 44%, qui représente les jeunes pensant n'avoir pas de difficultés pour décrocher un emploi et cela pour des raisons telles que la qualité du diplôme, grande chance d'être recruté, l'usage des relations, ce qui est très courant dans tous les secteurs d'activités.

Chapitre IV : Présentation du terrain et l'analyse et l'interprétation des données de la recherche

Tableau II.8 : Répartition de l'échantillon selon les raisons d'un OUI à avoir des difficultés dans le décrochage d'un emploi :

décrochage II	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	64	42,7%
Votre diplôme n'est fortement demandé sur le marché du travail	17	11,3%
le système de recrutement est très selectif	51	34,0%
peu de chance d'être recruté	30	20,0%
pas de connaissance dans l'administration pour être recruté	24	16,0%
TOTAL OBS.	150	

Source : enquête personnelle



Source : Graphique réalisé à partir des données du tableau II.8

Les raisons pour lesquelles les étudiants pensent avoir du mal à décrocher un poste d'emploi sont ainsi décrites dans le tableau ci-dessus, en effet force est de constater que ces étudiants avancent la raison selon laquelle le système de recrutement est très sélectif ce qui représente une fréquence de 34% ensuite vient ceux pensant ayant peu de chance d'être recruté, 20%, également 16% sont ceux qui affirment n'avoir pas de connaissances dans les administrations pouvant les aider à accéder à un quelconque poste de travail et enfin 11,3% eux affirment que leur diplôme n'est pas fortement demandé sur le marché du travail.

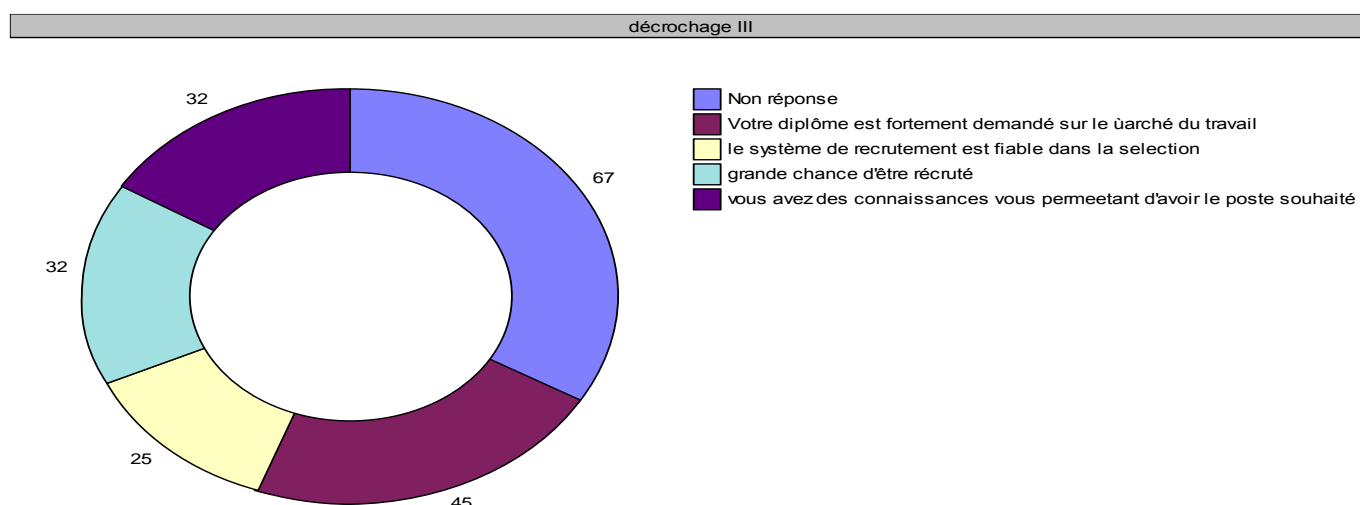
En complément des informations données dans l'interprétation du (tableau II.7), le tableau ci-dessus donnent les raisons avancées par les jeunes étudiants quant à une difficulté de trouver un emploi : la première, avec un pourcentage de 34%, est que le système de recrutement est très sélectif du fait de la corruption et le népotisme mettant un frein au système tout entier. En seconde lieu, vient ceux affirmant ayant peu de chance d'être recrutés et cela est dû au nombre supérieur de demandeurs d'emploi comparé à celui des emplois créés. Ensuite, l'on a 16% des jeunes enquêtés qui affirment avoir des contraintes dans le décrochage d'emploi du fait qu'il leur manque un capital social ne leur permettant pas ainsi d'avoir un poste de travail à coup sûr.

Chapitre IV : Présentation du terrain et l'analyse et l'interprétation des données de la recherche

Tableau II.9 : Répartition de l'échantillon selon les raisons d'un NON à avoir des difficultés dans le décrochage d'un emploi :

décrochage III	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	67	44,7%
Votre diplôme est fortement demandé sur le marché du travail	45	30,0%
le système de recrutement est fiable dans la sélection	25	16,7%
grande chance d'être recruté	32	21,3%
vous avez des connaissances vous permettant d'avoir le poste souhaité	32	21,3%
TOTAL OBS.	150	

Source : enquête personnelle



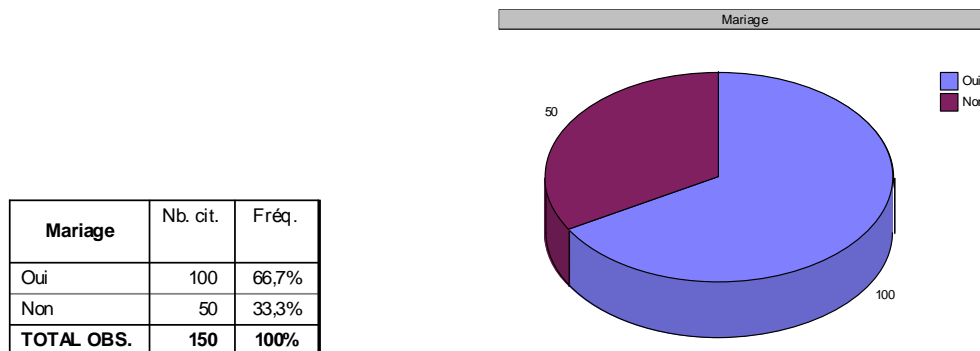
Source : Graphique réalisé à partir des données du tableau II.9

Ce tableau donne des renseignements à propos des raisons ayant poussées les étudiants à affirmer qu'ils n'auront pas de difficultés à décrocher un poste de travail. En effet, 30% d'entre eux avancent que leur diplôme est fortement demandé sur le marché du travail ensuite vient dans la même position, avec le même pourcentage, 21,3% ceux affirmant ayant une grande chance d'être recruté et ceux ayant des connaissances dans les administrations pouvant les aider à décrocher un emploi et enfin ceux, 16,7% se fiant au système de recrutement, qui est fiable.

Enfin pour savoir pourquoi certains jeunes affirment qu'ils n'auront pas des difficultés à décrocher un poste d'emploi, des raisons telles que leur diplôme est fortement recommandé sont avancées ou encore une grande chance d'être recruté qui s'élève à 21,3% mais également selon laquelle des connaissances leur permettrait d'avoir le poste souhaité, qui est aussi de 21,3%. Enfin 16,7% ont une confiance au système de recrutement de par son impartialité et sa fiabilité.

Chapitre IV : Présentation du terrain et l'analyse et l'interprétation des données de la recherche

Tableau II.10 : Répartition de l'échantillon selon le désir d'être marié(e)



Source ; enquête personnelle

Source : Graphique réalisé à partir des données du tableau II.10

A la question de s'ils pensent au mariage, les enquêtés ont à 66,7% répondu que OUI contre 33,3% répondant NON, ne pensant pas ainsi au mariage.

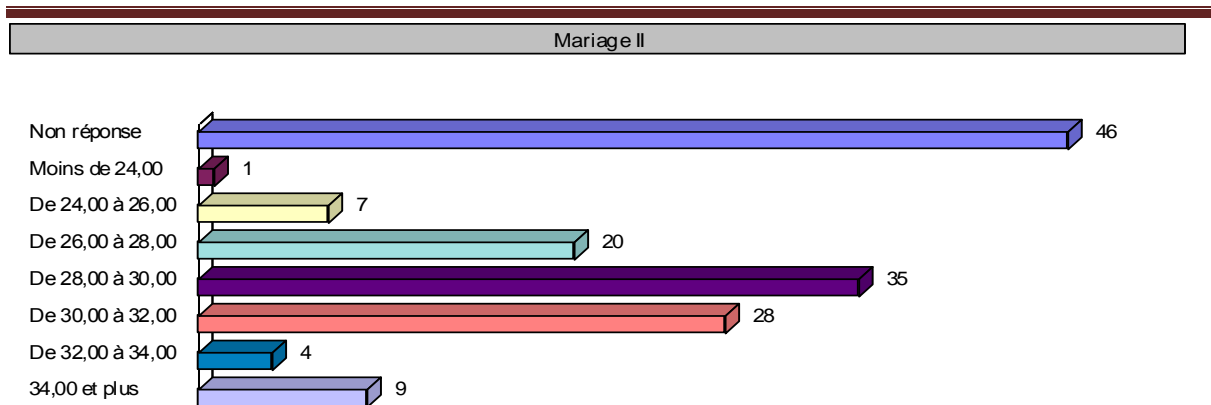
Ce tableau nous permet ainsi de nous rendre compte du désir des jeunes à se marier, en effet, 66,7% parmi eux pensent au mariage, donc aux responsabilités ce qui fait qu'ils sont pressés à vouloir enrôler le rôle d'adulte comparé aux 33,3% qui, ne pensent pas au mariage.

Tableau II.11 : Répartition de l'échantillon selon l'âge idéal pour se marier :

Mariage II	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	46	30,7%
Moins de 24,00	1	0,7%
De 24,00 à 26,00	7	4,7%
De 26,00 à 28,00	20	13,3%
De 28,00 à 30,00	35	23,3%
De 30,00 à 32,00	28	18,7%
De 32,00 à 34,00	4	2,7%
34,00 et plus	9	6,0%
TOTAL OBS.	150	100%

Source : enquête personnelle

Chapitre IV : Présentation du terrain et l'analyse et l'interprétation des données de la recherche

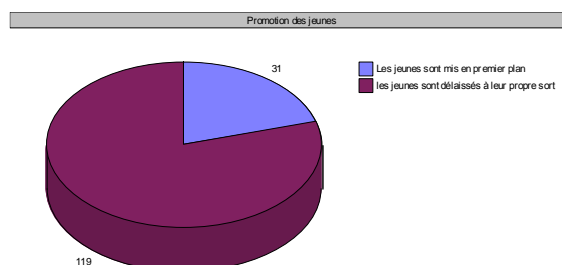


Source : Graphique réalisé à partir des données du tableau II.11

Le tableau décrit les données récoltées pour un âge idéal pour se marier, ainsi ayant 30,7% de non-réponse cela chiffre ceux ne pensant pas au mariage, ainsi 23,3% souhaitent se marier entre 28 et 30 ans, 13,3% entre 26 et 28 ans, 18,7% entre 30 et 32 ans, 6% veulent se marier avec 34 ans ou plus et 4,7% désirent se marier entre 24 ans et 26 ans et enfin 0,7% souhaitent un mariage en moins de 24 ans. Ainsi l'on pourra déduire que la moyenne d'âge pour qu'ils se marient est de 28,92 avec une moyenne minimum de 23ans et maximum de 37 ans.

Tableau II.12 : Répartition de l'échantillon selon la politique de la promotion de la jeunesse dans leurs pays respectifs :

Promotion des jeunes	Nb. cit.	Fréq.
Les jeunes sont mis en premier plan	31	20,7%
les jeunes sont délaissés à leur propre sort	119	79,3%
TOTAL OBS.	150	100%



Source ; enquête personnelle

Source : Graphique réalisé à partir des données du tableau II.12

Ce tableau peint notre souhait à connaître l'avis de ces jeunes étudiants eu égard à la politique de la promotion des jeunes dans leurs pays, en effet, 79,3% de ces étudiants ont le sentiment que les jeunes sont délaissés à leur propre sort par les politiques de leur pays contre 20,7% affirmant que les jeunes sont mis au premier plan par ces politiques de promotion.

Concernant la politique de la promotion des jeunes face à leurs défis, les concernés qui ont été questionnés, 79,3% ont le sentiment que la couche des jeunes est délaissée par les politiques concernant la jeunesse dans leur pays respectif. Ensuite, 20,7% de notre échantillon

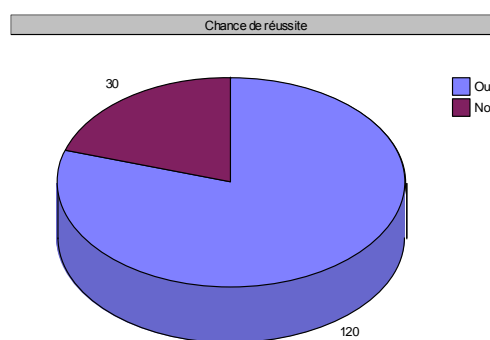
Chapitre IV : Présentation du terrain et l'analyse et l'interprétation des données de la recherche

affirment que les jeunes sont mis au premier plan par les institutions étatique s'occupant de la promotion des jeunes.

Tableau II.13 : Répartition de l'échantillon selon les chances de réussite professionnelle dans leurs pays respectifs :

Chance de réussite	Nb. cit.	Fréq.
Oui	120	80,0%
Non	30	20,0%
TOTAL OBS.	150	100%

Source ; enquête personnelle



Source : Graphique réalisé à partir des données du tableau II.13

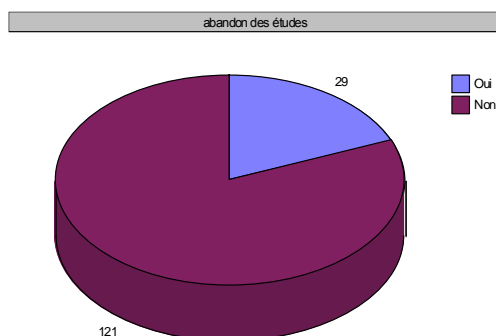
D'après l'analyse des résultats de ce tableau, 80% des enquêtés affirment avoir une chance de réussir leurs carrières professionnelles dans leur pays respectif contre 20% affirmant réussir ailleurs que chez eux, dans leurs pays.

Dès lors, cette différence remarquable provient d'une certaine méfiance à réussir à l'étranger et une confiance quant à la réussite au pays, ainsi des propos de certains jeunes ; « moi je préfère, après mon diplôme en Algérie, rentrer chez moi parce qu'au moins, là-bas je pourrais avoir un poste de travail grâce à des relations sociales... » Notons que plusieurs versions mais toujours du même sens découle des débats. Et les 20% estimant réussir à l'étranger sont ceux qui se donnent les moyens d'immigrer vers d'autres pays européens qu'ils considèrent comme étant, « l'eldorado professionnel », « Où les rêves se réalisent », « l'Occident ; c'est là où tu peux toucher du doigt tes rêves(...) » d'après quelques propos recueillis lors de notre pré-enquête. Toutes ces raisons poussent certains jeunes à continuer leurs parcours à l'étranger.

Chapitre IV : Présentation du terrain et l'analyse et l'interprétation des données de la recherche

Tableau II.14 : étude de l'échantillon selon la possibilité d'abandon des études pour un poste

abandon des études	Nb. cit.	Fréq.
Oui	29	19,3%
Non	121	80,7%
TOTAL OBS.	150	100%



Source ; enquête personnelle

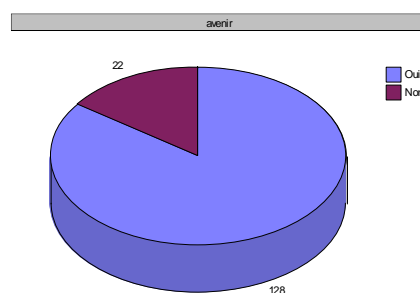
Source : Graphique réalisé à partir des données du tableau II.14

La majorité des enquêtés ne souhaitent pas abandonner leurs études universitaires en échange d'un poste de travail, ils sont de 80,7% contre seulement 19,3% qui eux, sont prêt à abandonner leurs cursus universitaire en faveur d'un poste de travail.

Le fait de ne pas vouloir abandonner les études pour un poste de travail vient de la culture ou "le diplôme garantit un emploi", ou « plus je suis diplômé, plus j'ai la chance d'avoir un job » et les 19,3% sont les jeunes qui sont prêts à prendre des risques d'abandonner leurs études afin de ne pas perdre une opportunité de travail.

Tableau II.15 : Répartition de l'échantillon selon la qualité du diplôme à leur garantir un avenir professionnel :

avenir	Nb. cit.	Fréq.
Oui	128	85,3%
Non	22	14,7%
TOTAL OBS.	150	100%



Source ; enquête personnelle

Source : Graphique réalisé à partir des données du tableau II.15

Dans ce tableau, 85,3% de notre échantillon d'étude affirment que leur diplôme universitaire leur garantira un avenir professionnel contre 14,7% qui affirment n'avoir pas de garantie quant à une assurance professionnelle grâce à leur diplôme.

Ayant une petite idée de comment est le marché du travail, la plupart des jeunes, 85,3% ont une certaine confiance et une grande certitude que leur diplôme leur garantira un avenir

Chapitre IV : Présentation du terrain et l'analyse et l'interprétation des données de la recherche

professionnel car ils sont qualifiés. Contrairement à se jeunes, 14,7% eux partage le sentiment qu'un diplôme ne peut pas forcément garantir un emploi car disent certains parmi eux, « trop de concurrence sur le marché du travail » ; ou encore « mon diplôme n'est pas assez demandé sur le marché du travail », tels sont quelque recueils lors de l'entretien avec quelques étudiants.

Chapitre V :

Etude comparative entre les jeunes
étudiants mozambicains et nigériens en
Algérie

Chapitre V : Etude comparative entre les jeunes étudiants mozambicains et nigériens en Algérie

Notre étude portant sur les jeunes étudiants mozambicains et nigériens en Algérie, nous permet de comparer les réalités de ces deux pays à travers ces étudiants, ici en Algérie. En effet, au 21^{ème} siècle, la jeunesse comme frange de la société ne cesse de faire parler d'elle et surtout celle en Afrique, qui domine tous les continents de par son poids. Comme toute personne : âgée, adulte, enfant ; les jeunes ont également des aspirations, des attentes, des tâches et responsabilités, des devoirs à accomplir mais aussi ont des droits. Ainsi le cas de la jeunesse mozambicaine et nigérienne étudié dans ce travail, nous dessine leurs réalités d'ici en Algérie mais aussi au sein de leur pays respectif. Ce chapitre est ainsi dédié à faire ressortir les ressemblances et les différences des étudiants mozambicains et de ceux du Niger.

En référence à notre questionnaire ainsi qu'à nos hypothèses, nous allons procéder à la comparaison entre ces jeunes étudiants de deux pays différents quant à certains de leurs traits les caractérisant.

I. Etude comparative des jeunes étudiants mozambicains et nigériens :

Tableau 1 : comparaison entre le système éducatif mozambicain et nigérien

Etablissement	Public	Privé	Public ou privé étranger	TOTAL
Nationalité				
Mozambicaine	35,3%	16,0%	2,7%	54,0%
nigérienne	18,0%	26,7%	1,3%	46,0%
TOTAL	53,3%	42,7%	4,0%	

Source : enquête personnelle

Ce tableau nous permet de lire une corrélation entre les données des jeunes étudiants mozambicains et nigériens quant à connaître le type d'établissement qu'ils ont fréquentés. Ainsi, la plupart des étudiants mozambicains fréquentent les établissements à caractère publique comparé aux établissements privés dans leur pays contrairement aux jeunes nigériens qui sont beaucoup plus fréquents dans les établissements privés. Cela peut s'expliquer en faisant le rapport avec les moyens financiers. En effet, la gratuité de l'école publique (partout ailleurs et au Mozambique et au Niger en particulier) et la cherté des écoles privées au Mozambique poussent les parents ayant des ressources financières moyennes ou faibles à inscrire leurs enfants dans les écoles publiques. Même si « en générale, les gens préfèrent envoyer leurs enfants à l'école privée si elles peuvent se le permettre » telles sont des propos recueillies auprès d'un parent d'élève au Mozambique. Quant à ceux inscrivant leurs enfants dans les écoles privées, sont les parents considérés comme ayant des revenus au-dessus de la moyenne ou même de grands revenus. A

Chapitre V : Etude comparative entre les jeunes étudiants mozambicains et nigériens en Algérie

contrario des jeunes du Mozambique, ceux du Niger quant à eux sont beaucoup plus inscrits dans les écoles privées que publiques. L'explication en est que d'un côté les écoles publiques sont déjà en sureffectif, un enseignement de qualité douteux et de l'autre côté, les écoles privées qui voient le jour très fréquemment et à portée de main sont devenues un commerce, comme tout un autre commerce dans toute l'étendue du territoire nigériens.

Pour déduire, le système éducatif privé nigérien est plus accessible que celui du Mozambique et le système public des deux pays est régit vraisemblablement de la même manière. Un système éducatif dont la qualité est faible, une surcharge des classes, des enseignants ayant peu ou pas d'expérience, des infrastructures moindres (pas assez de salles d'où le surpeuplement), une politique étatique très légère vis-à-vis de l'éducation publique (non paiement des salariés, les grèves des élèves et enseignants, des bibliothèques quasi vides).

Tableau 2 : comparaison entre les jeunes mozambicains et nigériens quant à leur appartenance sociale :

Appartenance sociale	Classe supérieure	classe moyenne	classe inférieure	TOTAL
Nationalité				
Mozambicaine	10,0%	44,0%	0,0%	54,0%
nigérienne	3,3%	41,3%	1,3%	46,0%
TOTAL	13,3%	85,3%	1,3%	

Source : enquête personnelle

Le sentiment d'appartenance à une classe sociale anime même les jeunes. Dès lors que la société est divisée en trois classes : supérieure, moyenne et inférieure, nous pouvons d'après le tableau ci-dessus, faire la comparaison entre le sentiment d'appartenance à une classe sociale des jeunes étudiants mozambicains et nigériens. Parmi les mozambicains, représentés avec 54% de notre échantillon d'étude, 44% d'entre eux se sentent appartenir à la classe moyenne et 10%, à la classe supérieure. Quant aux nigériens, 46% de notre échantillon, 41,3% se sentent appartenir à la classe moyenne, 3,3% à la classe supérieure et seulement 1,3% à la classe inférieure.

Pour déterminer la classe sociale d'un individu, Karl Marx affirmait « qu'une classe ne peut exister que si elle a conscience d'être une classe »⁷⁰(Karl Marx,) mais aussi dans le rapport de production, c'est-à-dire, la fonction ; le revenu salariale. En Mozambique, les gens les plus riches se trouvent dans la partie Sud du pays, dans la capitale Maputo et ses environs, ils sont ainsi considérés comme faisant partie de la classe supérieure (les détenteurs du pouvoir, les hauts

Chapitre V : Etude comparative entre les jeunes étudiants mozambicains et nigériens en Algérie

cadres , les entrepreneurs) ou de la classe moyenne (les commerçants, les salariés dans les administrations) et ceux généralement faisant parti de la classe inférieure et comme l'a indiqué Lloyd Warner de la « classe inférieure supérieure »⁷¹(Yale University 5 vol,1941-1949) se trouvant au nord du Mozambique, la partie la plus défavorisée ainsi du pays. Le cas nigérien est aussi similaire du point de vue où au sein du pays regorgent plusieurs sortes de classes. Ces dernières sont tout comme au Mozambique définies par la profession occupée, le salaire mensuel, les conditions de vie et la situation géographique mais aussi, l'ethnie. En effet, au Niger, toujours aussi conservateur, les castes sont caractérisées comme suit : la caste supérieure est celle de la noblesse, la chefferie traditionnelle, la caste moyenne, celle des commerçants et la caste inférieure ou 'impure', composée des individus pratiquant des métiers traditionnels (paysan, le forgeron, le boucher, le coiffeur traditionnel). A cet effet, d'après les données du tableau, l'on remarque une similitude quant au pourcentage d'appartenance à la classe moyenne à la fois des étudiants mozambicains que nigériens. La divergence se retrouve au niveau d'appartenance à la classe inférieure, ou aucun jeune mozambicain de notre échantillon ne se sente appartenir à la classe inférieure comparé au jeune nigérien. Ceci s'explique par le maintien du système de caste au Niger malgré l'état de droit qui est un système démocratique et social inscrit dans la constitution du 18 juillet 1999 et qu'il est un pays encore très peu industrialisé et ouvert à la modernité et à la globalisation.

Tableau 3 : comparaison entre les jeunes étudiants mozambicains et nigériens en rapport avec leurs décisions et leur religion :

Réligion	Non réponse	Oui	Non	TOTAL
Nationalité				
Mozambicaine	0,0%	30,0%	24,0%	54,0%
nigérienne	0,7%	44,0%	1,3%	46,0%
TOTAL	0,7%	74,0%	25,3%	

Source : enquête personnelle

Pays laïcs, le Mozambique et le Niger ont ce point en commun mais la répartition et la typologie des religions diverge. D'après l'Observatoire de la Liberté Religieuse, le Mozambique regroupe 53,2% de chrétiens (au sud du pays), 28,7% d'animistes et 17,5% de musulmans (au nord du pays)⁷² (Grim, Brian et al, 2017), contrairement, le Niger affiche une statistique différentes à savoir : 95,7% de musulmans, 3,9% d'animistes et 0,4% de chrétiens. Donc la majeure partie de la population partage une même religion, l'Islam contre une infime particule représentant d'autres catégories religieuses ou même, non-religieuses, l'animisme. Ainsi cette différence entre les deux pays se retrace à travers les chiffres du tableau. Les étudiants

Chapitre V : Etude comparative entre les jeunes étudiants mozambicains et nigériens en Algérie

nigériens se réfèrent beaucoup plus à la religion dans leurs prises de décisions que les jeunes mozambicains. Ce constat provient également de la nature de la religion dominante dans le pays. Le christianisme plus dominant au Mozambique, suit dès ces débuts des lois et règles considérées « comme rationnelles et objectives », ce qui pousse ces jeunes mozambicains à être plus rationnels dans leurs prises de décisions que les nigériens, dont la majeure partie est musulmane. En effet, la religion musulmane prône une « croyance inébranlable du croyant vis-à-vis de Dieu ainsi que de Sa parole, dans le Coran »⁷³ (Abdelhadi Boutaleb, 1989, pp 138). Dès lors, le jeune nigérien, généralement musulman, dirige ses actes en fonction de sa religion, d'où le pourcentage dominant de référence à la religion dans la prise de décision et une réticence, 1,3% de ceux, ne se référant pas à la religion.

Enfin, les jeunes mozambicains issus des milieux où le christianisme et l'animisme restent dominants, prennent leurs décisions sans trop faire appel à la religion comparé aux jeunes nigériens qui font plus appel à la religion. Ainsi on peut conclure que la nature de la pratique religieuse influence le comportement humain et de ces jeunes en particulier dans leur vie, leur prise de décision.

Tableau 4 : comparaison entre les étudiants mozambicains et nigériens quant aux catégories socioprofessionnelles de leurs parents :

Profession parentale	Non réponse	Des cadres dans une administration	des commerçants	des entrepreneurs	des paysans	retraités	Militaire	Enseignants	TOTAL
Nationalité									
Mozambicaine	0,7%	32,0%	7,3%	7,3%	0,0%	0,7%	3,3%	2,7%	54,0%
nigérienne	0,0%	20,0%	12,7%	4,0%	2,7%	4,0%	0,7%	2,0%	46,0%
TOTAL	0,7%	52,0%	20,0%	11,3%	2,7%	4,7%	4,0%	4,7%	

Source : enquête personnelle

Classant les individus selon leur situation professionnelle, la notion de catégorie socioprofessionnelle permet de regrouper tous les individus dont le métier, l'activité économique, la qualification, la position hiérarchique et le statut (public ou privé) sont similaires.⁷⁴ (.....). D'après l'étude statistique du tableau, l'on remarque que, la majorité des jeunes ont leurs parents dans le secteur des administrations, comme d'ailleurs au Niger mais la différence réside dans les autres secteurs. En effet, l'explication du cas mozambicain à propos des secteurs d'activités résulte de la hausse d'admission des individus dans le secteur des services (59% de plus la moyenne annuelle entre 1991 et 2019), aussi dans le secteur industriel avec une hausse de 238% en 28 ans. La quasi-inexistence des parents des jeunes mozambicains dans le secteur agricole s'explique par la réduction de leur présence même dans ce secteur, ainsi entre 1991(84,19%) et 2019 (70,33%),

Chapitre V : Etude comparative entre les jeunes étudiants mozambicains et nigériens en Algérie

l'on remarque une baisse de -16% comme moyenne annuelle.75 (...), ce phénomène est la résultante d'un pays en voie d'industrialisation et de modernisation. Contrairement au Niger, qui par son secteur industriel, la moyenne annuelle est en baisse de 28% entre 1991 (9,93%) et 2019 (7,19%) et une baisse de 3% dans le secteur agricole nigérien. Similairement au Mozambique, le Niger rehausse son taux annuel dans le secteur des administrations de 40% en 28 ans. Dès lors, ces chiffres traduisent que le Niger est toujours un pays agricole (avec des moyens traditionnel) ayant un faible taux d'industrialisation contrairement au Mozambique ayant un taux plus élevé dans le secteur industriel.

Tableau 5 : comparaison entre les étudiants mozambicains et nigériens quant à leurs moyens de financement :

Finance Nationalité	La bourse	la famille	le travail	autres	TOTAL
Mozambicaine	48,0%	40,7%	0,0%	0,0%	-
nigérienne	25,3%	44,0%	2,7%	0,0%	-
TOTAL	73,3%	84,7%	2,7%	0,0%	

Source : enquête personnelle

Dans le cadre de la coopération entre pays africains, le Mozambique et le Niger entretiennent des relations avec l'Algérie dans plusieurs secteurs, dont notamment, le secteur de l'éducation supérieure. Ainsi la coopération algéro-mozambicaine remontant en 1998 et nigéro-algérienne (un peu après les indépendances), offre l'opportunité à plusieurs jeunes bacheliers mozambicains (une soixantaine de bourse par an) et nigériens (une centaine par quota par an). Cette bourse regorge toutes les prises en charge de l'étudiant par l'Etat une fois en Algérie. Ainsi le quota boursier mozambicain (525 dollars par étudiant chaque trimestre) est nettement supérieur à celui du Niger (140 euro par étudiant chaque trimestre) du point de vue, subvention. Cette dernière prouve la différence existante entre les jeunes étudiants mozambicains et nigériens quant à leurs références pour être pris en charge.

De par ce tableau, l'on constate que les jeunes mozambicains se réfèrent beaucoup plus à la bourse (48%) comparée aux étudiants nigériens (25,3%) et beaucoup moins à la famille (40,7%) dans le cas des mozambicains en rapport avec les nigériens (44%). Cette situation décrite est le résultat de plusieurs facteurs, dont le premier est la politique de prise en charge financière étatique qui diverge entre le Mozambique et le Niger. Le second facteur est que beaucoup d'étudiants nigériens en Algérie ne sont pas attirés à la bourse, donc s'inscrivent dans les universités à titre privé, contrairement à tous les étudiants mozambicains qui sont en effet

Chapitre V : Etude comparative entre les jeunes étudiants mozambicains et nigériens en Algérie

boursiers. Un autre facteur pourrait dessiner cette différence, la proximité entre l'Algérie et le Niger contrairement à la situation géographique du Mozambique avec l'Algérie. Enfin parmi ces étudiants en Algérie, les mozambicains font rarement recours au travail contrairement à certains étudiants nigériens, qui travaillent afin de joindre les deux bouts, quant à l'insuffisance de leurs ressources boursières et financières.

Tableau 6 : comparaison entre les jeunes étudiants mozambicains et nigériens quant au lieu de leurs réalisations professionnelles :

Réussite professionnelle	Dans le pays d'origine	dans le pays d'accueil	à l'étranger	TOTAL
Nationalité				
Mozambicaine	46,0%	0,0%	28,0%	-
nigérienne	36,7%	1,3%	26,7%	-
TOTAL	82,7%	1,3%	54,7%	

Source : enquête personnelle

Les continents émergents tels que l'Occident, l'Amérique, l'Asie attire les jeunes africains issus d'un continent en voie de développement. Dans cet élan, notre échantillon mozambicain et nigérien regorge une similarité quant à leurs choix ou désirent de réussir professionnellement dans un territoire donné. Cette similitude se remarque de par les pourcentages en rapport avec l'échantillon, les jeunes des deux pays ont presque les mêmes aspirations de réussir dans leur pays d'origine mais aussi à l'étranger. La différence qui existe d'après le tableau, c'est qu'une infime partie des étudiants nigériens (1,3%) ouvrent la porte à rester dans le pays d'accueil, c'est-à-dire l'Algérie, contrairement aux étudiants mozambicains fermant la porte quant à une réussite professionnelle en Algérie. Ce choix s'explique surtout de par la nette divergence du système mozambicain à celui algérien sur tous les secteurs à savoir, sociales, professionnels, politiques mais aussi géographique, contrairement au Niger, partageant une frontière avec l'Algérie, un point commun dans la pratique religieuse, une culture, disons un peu similaire et un échange plus fluide entre ces deux pays.

Chapitre V : Etude comparative entre les jeunes étudiants mozambicains et nigériens en Algérie

Tableau 7 : comparaison entre les jeunes étudiants mozambicains et nigériens quant à leur réussite professionnelle dans leur domaine d'étude :

Réussite dans le domaine Nationalité	Non réponse	Oui	Non	TOTAL
Mozambicaine	0,7%	37,3%	16,0%	54,0%
nigérienne	0,0%	24,7%	21,3%	46,0%
TOTAL	0,7%	62,0%	37,3%	

Source : enquête personnelle

Les aspirations des jeunes, la qualité de leurs formations et de leurs diplômes, la nature du marché du travail sur lequel ils seront ; sont des facteurs liés à leur réponse à savoir s'ils pensent réussir forcément dans leur domaine d'étude. L'on remarque que, les jeunes étudiants mozambicains et nigériens ont beaucoup plus répondu à l'affirmatif (62%) et moins dans la négation (37,3%) d'où la similitude entre ces jeunes des deux pays. La différence qui se dessine est celle de l'écart entre ces pourcentages en rapport aux deux pays, les étudiants mozambicains sont beaucoup plus optimistes vis-à-vis de leurs formations et de leur insertion professionnelle, à contrario des jeunes nigériens qui se partagent presque entre optimisme (24,7%) et pessimisme (21,3%) quant à une insertion professionnelle. La divergence provient de la politique mise en place par les différents pays lors des octrois des bourses à ces étudiants du moment que les mozambicains se sentent plus enclins à réussir dans leur domaine que les nigériens. Cela dépend donc du marché du travail du pays lui-même et de l'état d'esprits de ces jeunes vis-à-vis de la politique de leur pays.

Tableau 8 : comparaison entre les jeunes étudiants mozambicains et nigériens face à des difficultés dans le décrochage d'un poste de travail :

Décrochage d'emploi Nationalité	Non réponse	Oui	Non	TOTAL
Mozambicaine	0,7%	30,7%	22,7%	54,0%
nigérienne	0,0%	24,7%	21,3%	46,0%
TOTAL	0,7%	55,3%	44,0%	

Source : enquête personnelle

En Afrique et au Mozambique et au Niger en particuliers, décrocher un emploi dans un cadre idéal, conformité entre le diplôme et le secteur d'activité, une sélection des postulants rationnelle relève de l'utopie. C'est dans ce cadre que la plupart des jeunes des deux pays cités

Chapitre V : Etude comparative entre les jeunes étudiants mozambicains et nigériens en Algérie

plus haut, pensent avoir des difficultés à décrocher un emploi, d'où le point commun qui lie ces deux communautés.

Dès lors, les raisons avancées sont les suivantes :

- Le système très sélectif : toutes les entreprises ou administrations publiques ou privées désirent faire un recrutement de haute qualité afin de performer leurs rendements ce qui réduit la chance des milliers de jeunes diplômés car le marché du travail africain en général n'arrive pas à engloutir ces millions de jeunes à leur entrée sur le marché, chaque année.
- Peu de chance d'être recruté : avec beaucoup de concurrents et peu d'options productives, les chances des jeunes en Mozambique et au Niger sont également réduites.
- Peu ou pas de réseau social : dans ces deux pays, la situation est similaire quant au recrutement pour un poste de travail. En effet, pour avoir moins de difficultés pour être pris, il faut avoir des relations ou des recommandations de la part des proches auprès du service auquel le jeune souhaite postuler. D'où la hausse du népotisme et de la corruption dans les services administratifs.
- Un diplôme inéquivalent au marché du travail : cette inadéquation entre la formation faite par le jeune, (de par sa spécialité, la qualité du diplôme et ses compétences), ne répondent dans la plupart du temps pas aux attentes sur le marché du travail, ce qui booste le taux de chômage des jeunes diplômés. Ceci s'explique par le manque de communication franche entre les formateurs et les employeurs.

Aussi, parmi notre échantillon, 44% estiment ne pas avoir des difficultés quant à l'obtention d'un poste de travail, les raisons sont les suivantes :

- Un diplôme demandé : ceux ayant fait le choix de leurs formations éducatives en fonction du marché du travail, affirment avoir une chance d'être recruté. Cette information leur permettrait dès lors de mieux s'insérer dans la vie professionnelle.
- Grande chance d'être recruté : en guise de complément sur les raisons pour lesquels certains étudiants mozambicains et nigériens, notons également un aspect psychologique de la personnalité desdits étudiants. Ces derniers ont une certaine confiance en eux, en leur capacité et aussi en la qualité de leurs formations.

Chapitre V : Etude comparative entre les jeunes étudiants mozambicains et nigériens en Algérie

- Un recrutement fiable : cette catégorie d'étudiants est dans la rationalité d'un système de recrutement qui doit être fiable, impartial et doit tenir compte des qualifications et de la qualité du profil recherché par les employeurs, d'où leur confiance.
- Un réseau relationnel : ce réseau relationnel permettrait à ces jeunes d'être facilement intégrer et recruter pour un poste de travail car pouvant compter sur des personnes encore mieux placées dans l'administration. Cette situation leur donne en effet un point d'avance comparé à ceux qui ne regorgent pas de ces réseaux sociaux.

Tableau 9 : comparaison entre les étudiants mozambicains et nigériens quant à la nature du travail qu'ils souhaitent exercée :

Nature du travail	Non réponse	Salarié dans une administration publique	salarié dans une administration privée	être à son propre compte	TOTAL
Nationalité					
Mozambicaine	0,0%	13,3%	16,7%	24,0%	54,0%
nigérienne	0,7%	7,3%	17,3%	20,7%	46,0%
TOTAL	0,7%	20,7%	34,0%	44,7%	

Source : enquête personnelle

La nature du travail que veulent occuper la plupart des étudiants mozambicains et nigériens, reste l'entrepreneuriat, c'est-à-dire, être à son propre compte. Ce fait s'explique par les réalités similaires qui gangrènent les secteurs d'activités publics et privés dans les recrutements au sein des deux pays.

En effet, le Mozambique dont 83% de la population active est dans le secteur primaire et 95%, dans le secteur informel et seulement 5% dans le secteur formel, pousse ces jeunes mozambicains à entreprendre dans des secteurs, pouvant être formels ou non, ou semi-formels partageant sur ce point, les mêmes réalités avec le Mozambique, le Niger, 80% de la population active se retrouve dans le secteur agricole et une large majorité dans le secteur informel également.

La lecture du tableau nous fait part aussi d'une autre similitude entre les jeunes mozambicains et nigériens à savoir, le second secteur dans lequel ils préfèrent travailler, est celui du privé. En effet, le privé attire beaucoup plus les jeunes diplômés que le secteur public même si, dans les deux pays c'est le secteur public qui emploie beaucoup plus. Cette attirance vis-à-vis

Chapitre V : Etude comparative entre les jeunes étudiants mozambicains et nigériens en Algérie

du secteur privé s'explique par la rémunération qui est plus haussée dans le privé que dans le public, les chances de mutations vers l'étranger, des opportunités à être plus rapidement promu.

Tableau 10 : comparaison entre les étudiants mozambicains et nigériens quant à leur sentiment de réussite dans l'avenir :

avenir	Oui	Non	TOTAL
Nationalité			
Mozambicaine	50,0%	4,0%	54,0%
nigérienne	35,3%	10,7%	46,0%
TOTAL	85,3%	14,7%	

Source : enquête personnelle

Le sentiment de réussir dans sa vie, surtout professionnelle commence par une formation de qualité afin d'intégrer un marché de travail rude et concurrentiel. Les jeunes de notre échantillon, 85,3% s'accordent à l'unisson pour répondre favorablement quant à une garantie de leur diplôme à leur assurer un avenir. Ainsi avec des politiques étatiques et non-étatiques (Banques, ONG, Institutions de l'ONU), des pays comme le Mozambique et le Niger s'orientent vers l'auto-emploi. C'est dans ce cadre, que Shérif Chako, enseignant des sciences économiques et juridiques à l'université de Niamey, affirme : « en les formant, le pays va disposer d'un capital humain qui va former l'économie, qui ne va pas être dépendant de quelqu'un, mais qui va aussi appuyer d'autres pour qu'ils puissent s'inscrire dans la sphère du progrès ». Dans cette même optique, ESSOR Mozambique, sur place depuis 1992 est une ONG parmi tant d'autres œuvrant à redresser l'économie du pays par la subvention des jeunes dans le domaine entrepreneuriale ou comme la Banque Africaine de Développement (BAD), au Niger.

Synthèse de l'étude comparative :

Afin de mener cette étude comparative entre le Mozambique, pays lusophone, situé en Afrique Australe et le Niger, pays francophone, situé en Afrique de l'Ouest, nous avons prélevés plusieurs caractéristiques nous permettant de mener à bien cette comparaison.

En effet, le système éducatif nous montre qu'au Mozambique, les parents inscrivent beaucoup plus leurs enfants dans des écoles publiques que privées du fait de la cherté de cette dernière alors qu'au Niger, malgré cette cherté des écoles privées, les parents inscrivent leurs enfants afin qu'ils puissent avoir plus de chance de réussir leur diplôme d'enseignement

Chapitre V : Etude comparative entre les jeunes étudiants mozambicains et nigériens en Algérie

secondaire que ceux inscrits dans les écoles publiques, considérées comme un cadre moins performant dans l'enseignement. Avec le sentiment d'appartenance sociale qui en majorité dans les deux cas, les jeunes étudiants se sentent appartenir à la classe moyenne grâce à leurs parents ayant un niveau de vie moyen et une catégorisation socioprofessionnelle les classant dans la catégorie moyenne. Quant à l'orientation de leurs choix et décisions, les jeunes mozambicains, chrétiens en majorité se réfèrent beaucoup moins à la religion que les jeunes nigériens, majoritairement musulmans, se référant à l'Islam dans leurs décisions de tous les jours.

Le rapport financier de ces étudiants diffère de la qualité de leur bourse, les mozambicains perçoivent en effet, de leur pays plus que les nigériens et cela dans le même contexte, les études en Algérie. Cela pousse une certaine frange des étudiants nigériens à joindre les deux bouts par du travail au noir en Algérie afin de soulager des parents ayant un niveau financier très moyens ou moindres. D'après cette enquête, même si les jeunes mozambicains et nigériens pensent, pour la plupart d'entre eux à avoir des difficultés pour obtenir un emploi du fait de l'aspect environnementale du travail formel qui est très peu développé et moins ouvert à tous, l'on remarque qu'ils préfèrent également rentrer au pays après leur formation universitaire. Cela est dû à la politique des pouvoirs publics et privés à encourager les jeunes africains à rester chez eux afin d'entreprendre dans divers secteurs afin de redresser l'économie de leur pays respectif et de toute l'Afrique en générale. Dans la même lancée, aujourd'hui, ces jeunes considèrent le diplôme universitaire comme une carte d'accès à un avenir professionnel mais ne sont pas forcés professionnellement d'y travailler grâce à leur dit, diplôme.

« J'étudie à l'université pour avoir un diplôme et en premier lieu rendre mes parents fiers mais je ne compte pas sur un diplôme pour réussir ma vie professionnelle. Même si je pourrais m'appuyer sur cette perspective, je préfère de loin entreprendre. Cela me permettra d'être autonome et de créer aussi des postes de travail pour mes autres confrères jeunes », telles sont des propos recueillis auprès d'un jeune étudiant durant notre pré-enquête afin d'appuyer le vœu d'autonomie des jeunes dans le domaine socioprofessionnel.

Dès lors, cette synthèse nous permet ainsi d'affirmer, que pour les étudiants mozambicains et nigériens, pour s'intégrer dans la société algérienne, ils sont amenés à respecter les différentes cultures, à apprendre de nouvelles langues et aussi à participer aux activités para-universitaire afin d'avoir une vie riche socialement. L'étude menée nous confirme également les stratégies (investissement dans l'éducation de leurs enfants, appel aux réseaux sociaux dans la facilitation des processus d'obtention des bourses, des études supérieures à l'étranger.) mises en

Chapitre V : Etude comparative entre les jeunes étudiants mozambicains et nigériens en Algérie

places par les étudiants ainsi que leur entourage (parents, famille, connaissances) afin que ceux-ci puissent être dans les conditions nécessaires au vue d'une réussite professionnelle dans l'avenir, dans un marché d'emploi formel africain qui est défavorable à la jeunesse du continent.

Conclusion générale

Cette étude portée sur les jeunes étudiants mozambicains et nigériens nous a démontré que les jeunes du Mozambique et ceux du Niger ont des similitudes quant à leurs défis de s'insérer dans la vie professionnelle. En effet, ces défis ne sont guère moindres, allant du parcours de la formation supérieure jusqu'à leur insertion dans le marché du travail, ces jeunes en sont confrontés au chômage, au travail précaire, à la pauvreté et à l'instabilité sociopolitique. Mais aussi, notons une différence entre ces deux pays en ce qui concerne l'aspect culturel, la langue, le conservatisme traditionnel et religieux, le domaine de l'éducation et de la formation, les systèmes boursiers qui diffèrent du Mozambique au Niger.

Durant ce travail de recherche, nous avons acquis de nouvelles connaissances plus élargies sur les comportements et aspirations des jeunes, leurs défis et attentes ainsi que leurs aspirations à un avenir d'adulte. Egalement, cette recherche nous a permis de voir le rôle des politiques gouvernementales et non-gouvernementales, les banques et les institutions eu égard des jeunes mais aussi des perceptions qu'ont ces jeunes à l'encontre de ses autorités. L'enquête nous a aussi fait remarquer, la tendance de ces jeunes étudiants à souhaiter être autonome pas qu'en étant jeune mais aussi en étant adulte sur le plan professionnel. On assiste dès lors à une nouvelle forme de recherche d'autonomie financière des jeunes : l'entrepreneuriat.

Cette recherche nous a également servi à maîtriser le logiciel SPHINX, nous ayant permis de récolter, de coder, d'analyser, d'interpréter et de faire des corrélations entre les variables afin de procéder à notre étude comparative. Ce qui nous servira prochainement dans nos entreprises.

Enfin, cette étude sur les jeunes nous a permis de voir d'autres sphères sur lesquels peuvent s'articuler plusieurs sujets ou orientations des angles d'études et de recherches.

En effet, l'on pourra diriger notre sujet d'étude sur les jeunes du Mozambique et du Niger, se trouvant même dans leur pays respectifs. Cela afin de compléter ce présent travail.

Une autre thématique retenue est celle de la jeunesse africaine : entre périple et réussites. Ou encore, La jeunesse africaine et l'entrepreneuriat : vers renouveau socioéconomique.

Recommandations :

Notre recherche nous a permis de prélever certains points qui permettront le développement et l'épanouissement du jeune dans son environnement social, professionnel, économique, culturel et politique. Ces points sont les suivants :

- Les pouvoirs publics doivent investir davantage dans l'éducation, les formations universitaires et professionnelles, les spécialisations dans les domaines les plus nécessaires afin qu'il y ait une jeunesse intellectuelle relevant les défis d'aujourd'hui et de l'avenir du continent africain en général.
- Dans le même ordre, établir une plateforme de communication entre les Institutions formatrices (Universités, Ecoles professionnelles, Instituts) et les entreprises de la place. Ceci permettra de former les jeunes dans un domaine voulu par le marché du travail, ce qui réduirait le taux de chômage en Afrique.
- Pour réduire ce dernier, les jeunes se doivent d'être soutenus grâce à des subventions, des parrainages, de la facilitation des prêts bancaires dans leurs processus de création d'entreprise.
- Enfin, valoriser cette tranche de la population afin qu'elle contribue au développement local et de toute l'Afrique dans les domaines de la technologie, de la création d'entreprises (PME), de la culture, du social afin que le continent se hisse vers un meilleur lendemain.

Les références bibliographiques

Les références bibliographiques

I. Les ouvrages méthodologiques

- ANGERS Maurice, *Initiation pratique à la méthodologie des sciences sociales*, Alger : Casbah, 1997.
- ANGERS Maurice, *Initiation pratique à la méthodologie des sciences humaines*, CEC, (6^e édition), Québec, 2014.
- GRAWITZ Madeleine, *Méthodes des sciences sociales*, Paris, Dalloz (9^e édition, 1993.
- INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS), *Éducation et pauvreté au Niger*, QUIBB 2005, Niamey : INS, 2006.
- SCHNEDECKER Catherine, *Lire, comprendre, rédiger des textes théoriques*, Collection : Méthodes en sciences humaines, Edition : De Boeck supérieur, 2001.

II. Les ouvrages sociologiques

- BOURDIEU Pierre, « *Questions de sociologie* », Paris : Les Editions de Minuit, 1984.
- BOURDIEU Pierre, « *Questions de sociologie* », Paris : Les Editions de Minuit, 1984.
- Bernard Roudet, (Dir.) *Les jeunes en France*, Québec (Canada), Les presses de l'université Laval - INJEP, coll. « Regards sur la jeunesse du monde », 2009.
- CHAMBOREDON J.-C, La société française et sa jeunesse, In DARRAS, Le partage des bénéfices, Paris : Minuit, 1966.
- CLOWARD .R et OHLIN Lloyd E, 1961, p220, In : de BONNEVAL Emilie, op cite.
- COLSIN Pierre, « *La socialisation de l'adolescent* », Ed. Armand Colin, 2007, Paris.
- DE BONNEVAL Emilie, 1961, Op cite.
- DUBET François, *Sociologie de l'expérience*, Ed. Seuil, Paris, 1994, In : CICHELLI Vincenzo et PUGEULT. C. Catherine, « les recherches sociologiques sur la jeunesse en France et leurs liens avec les préoccupations politico-administratives, faculté des SHS de Sorbonne.
- DE SINGLY. F, « Penser autrement la jeunesse », Lien social et politique- RIAC, N°43, 2000.
- Dr MAALA M'jid Najat, *La jeunesse, avenir du continent africain*, Menton, 2015.
- DEMBA Koné, *Jeunesse et changement social en Afrique*, monographie pour l'obtention de CAIEPJS, juin 1992.

- DAVID Olivier, *La population mondiale : répartition, dynamique et mobilité*. Paris : Armand Colin (2e éd), 2012.
- DE SINGLY François, *Penser autrement la jeunesse*, Lien social et politique, n°4383, 2000.
- EISENSTADT S.N, *Archetypal patterns of youth*, Erikson E.H, The challenge of youth, New York, Basic books,1963, p 29-50, In : Cahier de recherche, Les jeunes d'aujourd'hui : quelle société pour demain?, CREDOC N°292, 2012.
- FIZE Michel, « Le Livre noir de la jeunesse », Presses de la Renaissance, 2007.
- GALLAND Olivier, *Sociologie de la jeunesse*, 4ème éd, Armand Colin 2007.
- GALLAND Olivier, Op. Cite.
- GALLAND Olivier, Fiche de lecture -Mireille Virot - « *Éthique et RH* » 2012.
- GALLAND Olivier, *Les jeunes*, 6ème éd : La Découverte, 2002.
- GAULLIER. X, « *Agés mobiles et générations incertaines* », Esprit, n°246,1998.
- GALLAND Olivier, « *Sociologie de la jeunesse* », 4eme Ed, Paris, Armand Colin, coll. « U », 2007.
- GALLAND Olivier, « *La jeunesse en France, un nouvel âge de la vie* », in A. Cavalli et Galland. O, l'allongement de la jeunesse, Poitiers, Actes Sud, 1993.
- GALLAND Olivier, *Sociologie de la jeunesse*, Paris : Armand Colin (5e éd), 2011.
- IGBOZURIKE Martin, problem generating structures in Nigeria's rural development, The Nordic Africa Institute, Mai 1976)
- LORIOLE Marc, *Qu'est-ce que l'insertion ? Entre pratiques institutionnelles et représentations sociales*, Paris, Harmattan, 1999.
- OTISO, K. M, *Culture and Customs of Uganda*. Westport, CT: Greenwood Press, 2006.
- OUSMANE Ida Ibrahima, « *L'emploi des jeunes dans les grandes villes du Niger : une analyse à partir des données du recensement de 2012* ». Québec : Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone / Université Laval, collection ODSEF, 2015.
- ROUSSEL. L, *La famille incertaine*, Paris, Odile Jacob, 1989.
- TODARO Micheal et STEPHEN Smith, Economic development, Pearson, 13^e édition, Avril 2020)
- VAN de VELDE Cécile, *Devenir adulte, sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, 1ere Ed, PUF, 2008.

- VICENZO Cicchelli, *La jeunesse en Europe : mode d'interventions publiques, savoirs sociologiques et réalités sociales : Politiques sociales et familiales*, n°102, CNAF ; décembre 2010.
- WALTHER. A, STAUBER. B et al. (dir), *Misleading trajectories. Integration policies for young people in Europe ?*, Opladen, Leske Budrich, 2002.
- WEBSTER, J. B., BOAHEN, A. A. and IDOWU, H. O, *The Growth of African Civilization: The Revolutionary Years of West Africa since 1800*, London: Longman Group Limited, 1967.

III. La liste des dictionnaires

- BLOUIN Maurice et BERGERON Caroline, *Dictionnaire de la réadaptation*, tome1, Publication de Québec, 1995.
- FERREOL Gilles, *Dictionnaire de sociologie*, 3eme édition, ARMAND Colin, Paris, 2009.
- POROT.A, « *Manuel alphabétique de psychiatrie* », PUF, 1984.
- Sous la direction de AKOUN André et ANSERT Pierre, *Dictionnaire de sociologie*, éd : Seuil, 1999.

V. La liste des revues et rapports

- ABDELHADI Boutaleb, *Le pouvoir, l'autorité et l'Etat dans l'islam*, Horizons maghrébins, 1989.
- AEBERHARDT R., CRUSSON L., POMMIER P. « Les politiques d'accès à l'emploi en faveur des jeunes : qualifier et accompagner », Insee, France, 2011.
- AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DE L'EMPLOI, *Document cadre de la politique nationale de l'emploi*, Niamey : ANPE, 2009.
- AKINWUMI A. Adesina, Président de la Banque africaine de développement, Des emplois pour les jeunes en Afrique : pour quoi faire ?, Rapport de la BAD, Busan 2018.
- BADERA, B, *Les prédispositions idéologiques liées à la nation de jeune, appliquées à la société préindustrielle*, In Revue Tunisienne des sciences sociales N068-69, 1982.
- BENET, J, *Idéologie des indépendances africaines*, Paris, Mespers, 1969.
- BIGOT Régis, PIAU Claire, *Peut-on parler d'une opinion de la jeunesse*, Cahier de recherche n°181, CREDOC, 2003.

- BREZAULT M., OLM C. « Politiques locales de la jeunesse et expérimentations sociales. Vers une cohérence des politiques de la jeunesse ? », Cahier de recherche du CREDOC C 266, 2009.
- Cahier de recherche, *Les jeunes d'aujourd'hui : quelle société pour demain?*, CREDOC N°292, 2012.
- FONDATION POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN AFRIQUE : Le défi du chômage des jeunes en Afrique, Document Hors-Série No. 26, 2016
- FREUND B, *The African City: A History*. Cambridge: Cambridge University Press, 2007.
- GAUTHIER Madeleine, L'âge des jeunes, « un fait social instable », N°43, 2000.
- GUGLER, J, "The Son of the Kawk Does Not Remain Abroad: The Rural-Urban Connection in Africa." *African Studies Review* 45(1): 21-41, 2002.
- GRIM, BRIAN et al, *yearbook of international religions demography*, Leiden/Boston: Brill, 2017.
- HABI, Oumarou, *Mesure et suivi du travail décent au Niger*. Dakar et Genève : Organisation internationale du travail, 2011.
- JIMENEZ, Emmanuel, Elizabeth M. KING et Jee-Peng TAN, « L'école doit plancher », *Finances et développement*, vol. 49, n° 1. 2012.
- KITCHING, G, *Class and Economic Change in Kenya: The Making of an African Petite-Bourgeoisie*. New Haven: Yale University Press, 1980.
- LEBARON Frédéric, « Vers une économie du bonheur ? », ed : *savoir agir*, N°9, 2009.
- MUHAMAD Farida, *Estudo rapido sobre o mercado de trabalho*, MINED/JM, Julho 2003.
- MOUNKAILA, Harouna, *Les migrations au Niger : état des lieux, enjeux et perspectives*. Niamey : Organisation internationale pour les migrations, 2009.
- KHALY Nene, « Débat sur la jeunesse africaine », *Présence africaine*, N°20, 1958.
- KOBENA T. Hanson and Frannie A. Léautier, *Development drivers in africa: role of innovation*, Occasional paper 14 , 2011.
- NCUBE, M, "Recognizing Africa's Informal Sector," *Tunis-Belvédère, Tunisia: African*, 2013.
- OIT, *Rapport du Directeur Général à la 89e session de la conférence internationale du travail juin 2001, Réduire le déficit du travail décent : un défi mondial*, 2002.

- PEDLER, F, *The Lion and the Unicorn: A History of the Origins of the United African Company 1787-1931*. London: Heinemann, 1974.
- ROGER Tsafack Nanfosso, *L'état du renforcement des capacités en Afrique*, Occasional paper 13, 2011.
- TODARO, M. P, *A Model of Labor Migration and Urban Employment in Less Developed Countries*, *The American Economic Review*, 59(1), 1969.
- VILLENEUVE Gokalp C, « Le départ de chez les parents : définitions d'un processus complexe, *Economie et Statistique* », n°304-305, 4/5 1997.
- Velluet Quentin, *Afrique : les chiffres pour comprendre le chômage des jeunes*, 2018, *Journal Jeune Afrique*.
- YALE University Press, New Haven, 5 vol., 1941-1949.
- YVON Merlière, *Les jeunes d'aujourd'hui, quelle société pour demain ?*, Cahier de recherche CREDOC N°292, Décembre 2012, p8)

VI. Les sites internet

- BLOSS Thierry et FERONI Isabelle, « *Jeunesse, objet et politique, objet bibliographique* » *Enquête « socialisation de la jeunesse* », mis en ligne le 16 Novembre 2005, consulté le 17 Mai 2020, URL : [http //enquête.revue.org/147](http://enquête.revue.org/147)
- CERPOD (1996). *Migrations et urbanisation en Afrique de l'Ouest : de nouvelles perspectives*. Bamako : CERPOD.
- Danish Trade Union Council for International Cooperation. (2014). "Mozambique Labor Market Profile." Available at: http://www.ulandssekretariatet.dk/sites/default/files/uploads/public/PDF/LMP/lmp_mozambique_2014_final_version.pdf [consulté le 15/06/2020 à 17h43].
- [http : //fr.définition.org/wiki/emploi](http://fr.définition.org/wiki/emploi). (Consulté le 14-06-2020 à 13h21).
- <http://Fr.definition.Org/wiki/vie>. (Consulté le: 25/06/2020 à 10h03).
- <Http://www.insee.fr/fr/méthodes/défaut.asp?pagedéfinition/chômeur>. Au-sens-du-bit-htm. (consulté le 14-06-2020 à 14h38).
- IMF. (2010). *Senegal: Poverty Reduction Strategy Paper Annual Progress Report*. Washington,

DC:IMF. Available at: <https://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2010/cr10368.pdf>, consulté le 31 juillet, 2020].

- INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS). Éducation et pauvreté au Niger, QUIBB 2005, Niamey , INS.
- “Lesotho.” Available at:
 - <http://www.africaneconomicoutlook.org/fileadmin/uploads/aeo/PDF/Lesotho%20Full%20PD>
 - F%20Country%20Note.pdf [Accessed on July 14, 2015].
- African Development Bank Group, OECD Development Centre, UNDP and UNECA. (2012d). “Mozambique.” Available at:
 - <http://www.africaneconomicoutlook.org/fileadmin/uploads/aeo/PDF/Mozambique%20Full%20PDF%20Country%20Note.pdf> [consulté le 23, juillet 2020 à 17h30].
- SHEHU, E. and NILSON B, “Informal Employment among Youth: Evidence from 20 school-to-work Transition Surveys.” Work4Youth Publication Series No. 8. Geneva: International Labor Office. Available at: http://193.134.194.19/wcm5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_234911.pdf [consulté le 05 juin 2020].
- TOURRILHES Catherine, « Jeunesse en difficulté et innovation sociale », 2003, In : <http://document.univ-lille3.fr>, (consulté le 08 mai 2020).
- United Nations Economic Commission for Africa (UNECA). (2011). African Youth Report 2011: Addressing the youth education and employment nexus in the new global economy. Addis Ababa, Ethiopia: United Nations Economic Commission for Africa.
- OIT, Rapport sur l’emploi dans le monde, dernière version disponible sur : <http://www.ilo.org/public/english/employment/strat/wer2004.htm>, (consulté le 08 juin 2020 à 21h52).

Annexe

Université Abderrahmane Mira de Bejaia

Faculté des Sciences Humaines et Sociales

Département de Sociologie

Option : Organisation et Travail

QUESTIONNAIRE

Les jeunes au gré des aléas de la vie professionnelle : étude comparative entre les jeunes étudiants mozambicains et nigériens en Algérie.

Madame, Monsieur,

Dans le cadre de la préparation d'un magistère sous le thème : **Les jeunes au gré des aléas de la vie professionnelle : étude comparative entre les jeunes étudiants mozambicains et nigériens en Algérie**, nous vous prions de bien vouloir répondre objectivement et en toute sincérité à notre questionnaire afin de collecter des informations sûres et fiables dans le but d'avoir des données nous permettant de réaliser notre recherche afin de rendre compte de la réalité des jeunes dans votre cas.

Les informations que vous allez apporter à ce questionnaire seront totalement confidentielles et seront traitées anonymement et ne serviront qu'à des fins scientifiques.

Bien que votre participation soit volontaire, votre coopération est importante afin que les données recueillies puissent interpréter la réalité sur le terrain.

De votre esprit d'initiative dépendra le succès de notre travail.

Merci pour votre coopération.

I. Vécu social

1) Dans quelle wilaya ou commune résidez-vous ?

- Bejaia
- Tizi-Ouzou
- Oran
- Blida
- La commune d'Amizour

2) Quel est votre nationalité ?

- Mozambicaine
- Nigérienne

3) Quel est votre sexe ?

- Masculin
- Féminin

4) Quel est l'intervalle de votre âge ?

Entre :

16 ans- 19 ans

20 ans - 24 ans

25 ans - ou plus

5) Lieu de la scolarisation antérieure :

Monde urbain Monde rural Etranger (enfant d'expatrié)

6) Etablissement fréquenté

- Public - Privé - Privé ou public étranger

7) Est-ce que d'autres membres de votre famille sont arrivés avant vous en Algérie ?

Si oui, qui étaient-ils ?

Désignation	OUI	NON
1. Les parents		
2. Frères et/ou sœurs		
3. Amis/ connaissances		
4. Autres membres de la famille		
5. Autres (préciser)		

8) Quelle est l'année de votre première inscription à l'université ?

.....

9) Vos parents, sont-ils ou étaient-ils (en cas de retraite) :

- Des Cadres dans une administration
- Des Commerçants
- Entrepreneurs
- Paysans
- Des enseignants
- Des militaires
- Retraité (tout en précisant leurs fonctions)

Autres :

10) Qu'est-ce qui donne sens à votre vie ? (Répondre de 1 à 6 selon le degré d'importance)

Désignation	Numérotation
Les études	
la famille	
La réalisation des rêves et ambitions	
Les loisirs	
Les ami(e)s	
Le travail	
Autres (préciser.....)	

11) Comment occupez-vous votre temps en dehors de l'université ? (vous pouvez cocher plusieurs propositions)

- La télévision
- La lecture
- Les sports
- Les sorties entre ami(e)s
- Les associations
- L'internet
- Autres (veuillez préciser)

.....

12) Avez-vous le sentiment d'appartenir à une classe sociale dans votre pays ?
Si oui, laquelle ?

- Classe supérieure
- Classe moyenne
- Classe inférieure

13) Vous référez-vous à votre religion dans la prise de vos décisions ?

- Oui
- Non

14) Quelles sont les raisons qui vous ont poussées à vouloir étudier en Algérie ?

- Vous avez entendu parler de l'Algérie
- Facilité, accessibilité et fluidité du système universitaire en Algérie
- La valeur du diplôme comparée à celle de votre pays respectif
- La connaissance du pays
- Choix de la famille

15) Comment vous vous sentez dans votre pays d'accueil ?

- Très bien
- Bien
- Pas très mal
- Mal
- Trop mal
- Autres

16) Êtes-vous satisfait de vos conditions d'hébergement dans le pays d'accueil ?

- Oui
- Non

17) Êtes-vous satisfait de vos conditions de restauration dans le pays d'accueil ?

- Oui
- Non

18) Quelles sont vos types de fréquentations ?

- Les ami(e) s d'une même nationalité
- Les ami (e) s de différentes nationalités
- Des connaissances en dehors du cadre étudiantin
- Autres.....

19) Pendant les vacances, préféreriez-vous rentrer dans votre pays ou rester en Algérie ?

Oui

Non

Si non, pourquoi ?

Manque de moyens financiers	
Souhait de passer les vacances dans le pays d'accueil	
Opportunité de travail durant les vacances	
Autres	

20) Comment êtes-vous financés en Algérie ? (vous pouvez cocher plusieurs cases)

- La bourse

- La famille

- Le travail

- Autres

.....

21) Comment sont vos rapports avec les autres personnes que vous côtoyez ?

- Très Bons

- Bons

- Moyens

- Difficiles

22) Pensez-vous être intégré au sein de votre pays d'accueil (Algérie) ?

- Oui

- Non

II. Perspectives d'avenir

1) Ou pensez-vous réussir votre vie professionnelle après les études ?

- Dans le pays d'origine

- Dans le pays d'accueil

- A l'étranger

2) Pensez-vous réussir forcément dans votre domaine d'étude de l'université ?

- Oui

- Non

3) Après votre diplôme, que comptez-vous faire ?

- Rentrer au pays
- Immigrer vers l'extérieur
- Rester au pays d'accueil (Algérie)

4) Après l'acquisition de votre diplôme, quelle sera votre priorité ?

- Chercher à travailler
- Etre en période sabbatique (à ne rien faire)
- Faire d'autres activités rémunératrices de revenus
- Fonder une famille
- Autres

5) Etant jeune quelles sont vos priorités dans la vie ?

Classer de 1 à 5 selon le degré d'importance de la priorité :

- Travailler
- Se marier
- Voyager
- Quête d'un statut social

Autres :

6) Préférez-vous travailler comme :

- Salarié dans une administration publique
- Salarié dans une administration privée
- Etre à son propre compte
- Autres :

7) Pensez-vous avoir des difficultés pour décrocher un emploi ?

- Oui - Non
- Si oui, pour lesquelles des raisons ? (ne répondez que si vous avez coché OUI à la question N°7)

- Votre diplôme n'est pas fortement demandé sur le marché du travail	
- Le système de recrutement est très sélectif	
- Peu de chance d'être recruté (trop de demandeurs d'emploi pour un poste)	
- Pas de connaissance dans l'administration pour être recruté (le recrutement est arbitraire)	
Autres	

- Si Non, (ne répondez que si vous avez coché Non à la question N°7)

- Votre diplôme est fortement demandé sur le marché du travail	
- Le système de recrutement est fiable dans la sélection des candidats	
- Grande chance d'être recruté (peu de demande d'emploi pour le poste souhaité)	
- Vous avez des connaissances qui vous permettront d'avoir le poste souhaité	
Autres	

8) Pensez-vous au mariage ?

- Oui - Non

Si oui, quel serait votre âge idéal pour le mariage ?

.....

9) Quel est votre sentiment face à la politique de la promotion des jeunes dans votre pays ?

- Les jeunes sont mis au premier plan
 - Les jeunes sont délaissés à leur propre sort
 - Autres.....

10) Pensez-vous qu'un jeune a toutes ses chances de réussir professionnellement dans votre pays ?

- Oui - Non

11) Etes-vous prêts à abandonner vos études pour un poste de travail ?

- Oui - Non

12) Pensez-vous que votre diplôme vous garantira un avenir ?

- Oui - Non

Espace réservé pour vous :

Si vous avez des remarques ou des suggestions à faire à notre questionnaire, vous pouvez vous le permettre ci-dessous :

.....

Les tableaux

Les tableaux :

Tableau I.1

Résidence	Nb. cit.	Fréq.
Béjaia (ville)	35	23,3%
Amizour	60	40,0%
Bli da	25	16,7%
Tizi-ouzou	20	13,3%
Oran	10	6,7%
TOTAL OBS.	150	100%

Tableau I.2

Nationalité	Nb. cit.	Fréq.
Mozambicaine	81	54,0%
nigérienne	69	46,0%
TOTAL OBS.	150	100%

Tableau I.3

sexe	Nb. cit.	Fréq.
Masculin	77	51,3%
féminin	73	48,7%
TOTAL OBS.	150	100%

Tableau I.4

Age	Nb. cit.	Fréq.
16-19	14	9,3%
20-24	101	67,3%
25ans ou plus	35	23,3%
TOTAL OBS.	150	100%

Tableau I.5

Domicile antérieur	Nb. cit.	Fréq.
Monde urbain	123	82,0%
monde rural	20	13,3%
Etranger	7	4,7%
TOTAL OBS.	150	100%

Tableau I.6

Etablissement	Nb. cit.	Fréq.
Public	80	53,3%
Privé	64	42,7%
Public ou privé étranger	6	4,0%
TOTAL OBS.	150	100%

Tableau I.7

La famille en Algérie	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	31	20,7%
Les parents	15	10,0%
les frères ou soeurs	38	25,3%
les amis ou connaissances	88	58,7%
autres membres de la famille	28	18,7%
TOTAL OBS.	150	

Tableau I.8

Inscription	Nb. cit.	Fréq.
Moins de 2011,67	1	0,7%
De 2011,67 à 2013,33	1	0,7%
De 2013,33 à 2015,00	13	8,7%
De 2015,00 à 2016,67	41	27,3%
De 2016,67 à 2018,33	57	38,0%
De 2018,33 à 2020,00	37	24,7%
2020,00 et plus	0	0,0%
TOTAL OBS.	150	100%

Minimum = 2010, Maximum = 2020

Somme = 302556

Moyenne = 2017,04 Ecart-type = 1,87

Tableau I.9

Profession parentale	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	1	0,7%
Des cadres dans une administration	78	52,0%
des commerçants	30	20,0%
des entrepreneurs	17	11,3%
des paysans	4	2,7%
retraités	7	4,7%
Militaire	6	4,0%
Enseignants	7	4,7%
TOTAL OBS.	150	100%

Tableau I.10

Sens à la vie	Nb. cit.	Fréq.
Les études	134	89,3%
la famille	146	97,3%
la réalisation des rêves et ambitions	136	90,7%
les loisirs	120	80,0%
les ami(e)s	122	81,3%
le travail	126	84,0%
Dieu	9	6,0%
TOTAL OBS.	150	

Tableau I.11

Occupation hors campus	Nb. cit.	Fréq.
La télévision	43	28,7%
la lecture	94	62,7%
les sports	102	68,0%
les sorties entre amis	95	63,3%
les associations	23	15,3%
l'internet	138	92,0%
Cuisine	27	18,0%
TOTAL OBS.	150	

Tableau I.12

Appartenance sociale	Nb. cit.	Fréq.
Classe supérieure	20	13,3%
classe moyenne	128	85,3%
classe inférieure	2	1,3%
TOTAL OBS.	150	100%

Tableau I.13

Réligion	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	1	0,7%
Oui	111	74,0%
Non	38	25,3%
TOTAL OBS.	150	100%

Tableau I.14

Les raisons d'étude en Algérie	Nb. cit.	Fréq.
Vous avez entendu parler d'algérie	53	35,3%
Facilité,accessibilité et fluidité du système universitaire algérien	59	39,3%
une meilleure valorisation du diplôme comparée à votre pays	47	31,3%
la connaissance du pays	9	6,0%
choix de la famille	99	66,0%
TOTAL OBS.	150	

Tableau I.15

Sentiment	Nb. cit.	Fréq.
Très bien	23	15,3%
bien	68	45,3%
pas très mal	56	37,3%
mal	3	2,0%
trop mal	0	0,0%
TOTAL OBS.	150	100%

Tableau I.16

Hébergement	Nb. cit.	Fréq.
Oui	99	66,0%
Non	51	34,0%
TOTAL OBS.	150	100%

Tableau I.17

Restauration	Nb. cit.	Fréq.
Oui	49	32,7%
Non	101	67,3%
TOTAL OBS.	150	100%

Tableau I.18

Fréquentations	Nb. cit.	Fréq.
Les amis d'une même nationalité	115	76,7%
les amis de différentes nationalités	137	91,3%
des connaissances hors campus	62	41,3%
TOTAL OBS.	150	

Tableau I.19

Les vacances	Nb. cit.	Fréq.
Oui	132	88,0%
Non	18	12,0%
TOTAL OBS.	150	100%

Tableau I.20

Les vacances II	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	114	76,0%
Manque de moyens financiers	12	8,0%
souhait de passer les vacances dans le pays d'accueil	18	12,0%
opportunité de travail durant les vacances	8	5,3%
TOTAL OBS.	150	

Tableau I.21

Finance	Nb. cit.	Fréq.
La bourse	110	73,3%
la famille	127	84,7%
le travail	4	2,7%
autres	0	0,0%
TOTAL OBS.	150	

Tableau I.22

Rapports sociaux	Nb. cit.	Fréq.
très bon	44	29,3%
bon	75	50,0%
moyen	31	20,7%
difficile	0	0,0%
TOTAL OBS.	150	100%

Tableau I.23

Intégration	Nb. cit.	Fréq.
Oui	97	64,7%
Non	53	35,3%
TOTAL OBS.	150	100%

Tableau II.1

Réussite professionnelle	Nb. cit.	Fréq.
Dans le pays d'origine	124	82,7%
dans le pays d'accueil	2	1,3%
à l'étranger	82	54,7%
TOTAL OBS.	150	

Tableau II.2

Réussite dans le domaine	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	1	0,7%
Oui	93	62,0%
Non	56	37,3%
TOTAL OBS.	150	100%

Tableau II.3

Ambition	Nb. cit.	Fréq.
Rentrer au pays	91	60,7%
immigrer vers l'extérieur	58	38,7%
rester au pays d'accueil	1	0,7%
TOTAL OBS.	150	100%

Tableau II.4

Priorité	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	1	0,7%
Chercher à travailler	114	76,0%
être en période sabbatique	0	0,0%
faire d'autres activités rémunératrices de revenus	32	21,3%
fonder une famille	3	2,0%
TOTAL OBS.	150	100%

Tableau II.5

Priorité dans la vie	Nb. cit.	Fréq.
Travailler	146	97,3%
se marier	143	95,3%
voyager	144	96,0%
quête d'un statut social	140	93,3%
TOTAL OBS.	150	

Tableau II.6

Nature du travail	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	1	0,7%
Salarié dans une administration publique	31	20,7%
salarié dans une administration privé	51	34,0%
être à son propre compte	67	44,7%
TOTAL OBS.	150	100%

Tableau II.7

Décrochage d'emploi	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	1	0,7%
Oui	83	55,3%
Non	66	44,0%
TOTAL OBS.	150	100%

Tableau II.8

décrochage II	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	64	42,7%
Votre diplôme n'est fortement demandé sur le marché du travail	17	11,3%
le système de recrutement est très sélectif	51	34,0%
peu de chance d'être recruté	30	20,0%
pas de connaissance dans l'administration pour être recruté	24	16,0%
TOTAL OBS.	150	

Tableau II.9

décrochage III	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	67	44,7%
Votre diplôme est fortement demandé sur le marché du travail	45	30,0%
le système de recrutement est fiable dans la sélection	25	16,7%
grande chance d'être recruté	32	21,3%
vous avez des connaissances vous permettant d'avoir le poste souhaité	32	21,3%
TOTAL OBS.	150	

Tableau II.10

Mariage	Nb. cit.	Fréq.
Oui	100	66,7%
Non	50	33,3%
TOTAL OBS.	150	100%

Tableau II.11

Mariage II	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	46	30,7%
Moins de 24,00	1	0,7%
De 24,00 à 26,00	7	4,7%
De 26,00 à 28,00	20	13,3%
De 28,00 à 30,00	35	23,3%
De 30,00 à 32,00	28	18,7%
De 32,00 à 34,00	4	2,7%
34,00 et plus	9	6,0%
TOTAL OBS.	150	100%

Tableau II.12

Promotion des jeunes	Nb. cit.	Fréq.
Les jeunes sont mis en premier plan	31	20,7%
les jeunes sont délaissés à leur propre sort	119	79,3%
TOTAL OBS.	150	100%

Tableau II.13

Chance de réussite	Nb. cit.	Fréq.
Oui	120	80,0%
Non	30	20,0%
TOTAL OBS.	150	100%

Tableau II.14

abandon des études	Nb. cit.	Fréq.
Oui	29	19,3%
Non	121	80,7%
TOTAL OBS.	150	100%

Tableau II.15

avenir	Nb. cit.	Fréq.
Oui	128	85,3%
Non	22	14,7%
TOTAL OBS.	150	100%

Tableau III.1

Appartenance sociale	Classe supérieure	classe moyenne	classe inférieure	TOTAL
Nationalité				
Mozambicaine	10,0%	44,0%	0,0%	54,0%
nigérienne	3,3%	41,3%	1,3%	46,0%
TOTAL	13,3%	85,3%	1,3%	

Tableau III.2

Intégration	Oui	Non	TOTAL
Nationalité			
Mozambicaine	33,3%	20,7%	54,0%
nigérienne	31,3%	14,7%	46,0%
TOTAL	64,7%	35,3%	

Tableau III.3

Etablissement	Public	Privé	Public ou privé étranger	TOTAL
Nationalité				
Mozambicaine	35,3%	16,0%	2,7%	54,0%
nigérienne	18,0%	26,7%	1,3%	46,0%
TOTAL	53,3%	42,7%	4,0%	

Tableau III.4

Réligion	Non réponse	Oui	Non	TOTAL
Nationalité				
Mozambicaine	0,0%	30,0%	24,0%	54,0%
nigérienne	0,7%	44,0%	1,3%	46,0%
TOTAL	0,7%	74,0%	25,3%	

Tableau III.5

Profession parentale	Non réponse	Des cadres dans une administration	des commerçants	des entrepreneurs	des paysans	retraités	Militaire	Enseignants	TOTAL
Nationalité									
Mozambicaine	0,7%	32,0%	7,3%	7,3%	0,0%	0,7%	3,3%	2,7%	54,0%
nigérienne	0,0%	20,0%	12,7%	4,0%	2,7%	4,0%	0,7%	2,0%	46,0%
TOTAL	0,7%	52,0%	20,0%	11,3%	2,7%	4,7%	4,0%	4,7%	

Tableau III.6

Finance	La bourse	la famille	le travail	autres	TOTAL
Nationalité					
Mozambicaine	48,0%	40,7%	0,0%	0,0%	-
nigérienne	25,3%	44,0%	2,7%	0,0%	-
TOTAL	73,3%	84,7%	2,7%	0,0%	

Tableau III.7

Réussite professionnelle	Dans le pays d'origine	dans le pays d'accueil	à l'étranger	TOTAL
Nationalité				
Mozambicaine	46,0%	0,0%	28,0%	-
nigérienne	36,7%	1,3%	26,7%	-
TOTAL	82,7%	1,3%	54,7%	

Tableau III.8

Réussite dans le domaine	Non réponse	Oui	Non	TOTAL
Nationalité				
Mozambicaine	0,7%	37,3%	16,0%	54,0%
nigérienne	0,0%	24,7%	21,3%	46,0%
TOTAL	0,7%	62,0%	37,3%	

Tableau III.9

Décrochage d'emploi	Non réponse	Oui	Non	TOTAL
Nationalité				
Mozambicaine	0,7%	30,7%	22,7%	54,0%
nigérienne	0,0%	24,7%	21,3%	46,0%
TOTAL	0,7%	55,3%	44,0%	

Tableau III.10

décrochage III	Non réponse	Vous diplôme est fortement demandé sur le marché du travail	le système de recrutement est fiable dans la selection	grande chance d'être recruté	vous avez des connaissances vous permetant d'avoir le poste souhaité	TOTAL
Nationalité						
Mozambicaine	25,3%	16,0%	8,0%	9,3%	10,7%	-
nigérienne	19,3%	14,0%	8,7%	12,0%	10,7%	-
TOTAL	44,7%	30,0%	16,7%	21,3%	21,3%	

Tableau III.11

Chance de réussite	Oui	Non	TOTAL
Nationalité			
Mozambicaine	46,7%	7,3%	54,0%
nigérienne	33,3%	12,7%	46,0%
TOTAL	80,0%	20,0%	

Tableau III.12

Chance de réussite	Oui	Non	TOTAL
Nationalité			
Mozambicaine	46,7%	7,3%	54,0%
nigérienne	33,3%	12,7%	46,0%
TOTAL	80,0%	20,0%	

Tableau III.13

Nature du travail	Non réponse	Salarié d ans une administr ation publique	salarié d ans une administr ation privé é	être à son propre compte	TOTAL
Nationalité					
Mozambicaine	0,0%	13,3%	16,7%	24,0%	54,0%
nigérienne	0,7%	7,3%	17,3%	20,7%	46,0%
TOTAL	0,7%	20,7%	34,0%	44,7%	